



Government
of Canada

Gouvernement
du Canada

Collecte continue de données qualitatives sur les opinions des Canadiens – Décembre 2021

Rapport final

Rédigé pour le compte du Bureau du Conseil privé

Fournisseur : The Strategic Counsel

Numéro de contrat : 35035-182346/001/CY

Valeur du contrat : 2 428 991,50 \$

Date d'octroi du contrat : 16 décembre

Date de livraison : 28 février 2022

Numéro d'enregistrement : POR-005-19

Pour de plus amples renseignements sur ce rapport, prière d'écrire à por-rop@pco-bcp.ca

This report is also available in English.

Canada 

Collecte continue de données qualitatives sur les opinions des Canadiens

Rapport final

Rédigé pour le compte du Bureau du Conseil privé

Fournisseur : The Strategic Counsel

Décembre 2021

Ce rapport de recherche sur l'opinion publique présente les résultats d'une série de groupes de discussion menés par The Strategic Counsel pour le Bureau du Conseil privé. Le treizième cycle de la deuxième année de l'étude s'est déroulé entre le 1^{er} décembre et le 15 décembre 2021 et comptait douze groupes de discussion composés d'adultes canadiens (âgés de 18 ans ou plus).

Cette publication est aussi disponible en français sous le titre : Final Report – Continuous Qualitative Data Collection of Canadians' Views – December 2021.

Cette publication peut être reproduite à des fins non commerciales. Toute autre utilisation exige l'autorisation écrite préalable du Bureau du Conseil privé. Pour obtenir de plus amples renseignements sur ce rapport, prière d'en faire la demande par courriel à <por-rop@pco-bcp.ca> ou par la poste à l'adresse suivante :

Bureau du Conseil privé
Édifice Blackburn
85, rue Sparks, bureau 228
Ottawa, Ontario K1A 0A3

Numéro de catalogue :

CP22-185/24-2021F-PDF

Numéro international normalisé du livre (ISBN) :

978-0-660-42406-4

Publications connexes (numéro d'enregistrement : POR-005-19) :

CP22-185/24-2021E-PDF (Rapport final, anglais)

978-0-660-42405-7

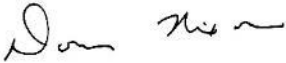
© Sa Majesté la Reine du chef du Canada, 2021.

Canada 

Attestation de neutralité politique

À titre de cadre supérieure du cabinet The Strategic Counsel, j'atteste par la présente que les documents remis sont entièrement conformes aux exigences en matière de neutralité politique du gouvernement du Canada énoncées dans la Politique sur les communications et l'image de marque et dans la Directive sur la gestion des communications – Annexe C – Procédure obligatoire relative à la recherche sur l'opinion publique.

Plus précisément, les documents remis ne contiennent pas d'information sur les intentions de vote électoral, les préférences quant aux partis politiques, les positions des partis ou l'évaluation de la performance d'un parti politique ou de ses dirigeants.

Signature :  _____

Date : 28 février 2022

Donna Nixon, associée
The Strategic Counsel

Table des matières

Résumé	1
Introduction	1
Méthodologie.....	2
Principales constatations	4
Partie I : Conclusions relatives à la COVID-19	4
Le gouvernement du Canada dans l'actualité (tous les lieux)	4
Perspectives à propos de la COVID-19 (tous les lieux).....	5
Mesures liées à la COVID-19 (voyageurs de l'est de l'Ontario, résidents des basses-terres continentales de la Colombie-Britannique comptant acheter une propriété, parents d'enfants de moins de 12 ans de Québec, leaders d'opinion de Toronto, résidents de grandes villes et de villes de taille moyenne de la Colombie-Britannique, francophones du Nouveau-Brunswick, parents d'enfants de moins de 12 ans de grandes villes du Manitoba, résidents des Territoires du Nord-Ouest)	7
Vaccination des enfants contre la COVID-19 (parents d'enfants de moins de 12 ans de Québec, parents d'enfants de moins de 12 ans de grandes villes du Manitoba)	7
Mesures de voyage et considérations liées à la COVID-19 (voyageurs de l'est de l'Ontario, voyageurs de la GRM)	8
Évaluation d'une publicité du ministère des Finances Canada (résidents de grandes villes de l'Alberta comptant acheter une propriété, résidents des Territoires du Nord-Ouest, voyageurs de la GRM)	8
Partie II : Autres enjeux	9
Mot-symbole du gouvernement du Canada (résidents du nord de l'Ontario, résidents du sud de l'Alberta, parents d'enfants de moins de 12 ans de Québec, résidents de grandes villes et de villes de taille moyenne de la Colombie-Britannique, francophones du Nouveau-Brunswick, parents d'enfants de moins de 12 ans de grandes villes du Manitoba)	10
Opioïdes (nord de l'Ontario, sud de l'Alberta).....	10
Enjeux locaux (Territoires du Nord-Ouest)	11
Discours du Trône (résidents du nord de l'Ontario, résidents du sud de l'Alberta, résidents des basses-terres continentales de la Colombie-Britannique comptant acheter une propriété, leaders d'opinion de Toronto, résidents de grandes villes de l'Alberta comptant acheter une propriété).....	12
Résultats détaillés – Partie I : COVID-19	14
Chronologie des annonces en décembre	15
Le gouvernement du Canada dans l'actualité (tous les lieux).....	18
Initiatives fédérales-provinciales en matière de garde d'enfants (résidents du nord de l'Ontario, résidents du sud de l'Alberta, leaders d'opinion de Toronto, francophones du Nouveau-Brunswick)	20

Inondations en Colombie-Britannique (résidents des basses-terres continentales de la Colombie-Britannique comptant acheter une propriété, résidents de grandes villes et de villes de taille moyenne de la Colombie-Britannique).....	22
Projet de loi 21 (voyageurs de la GRM)	23
Perspectives à propos de la COVID-19 (tous les lieux).....	23
Bilan et prévisions relatives à la COVID-19 (voyageurs de l'est de l'Ontario, parents d'enfants de moins de 12 ans de Québec, résidents des basses-terres continentales de la Colombie-Britannique comptant acheter une propriété, leaders d'opinion de Toronto, résidents de grandes villes et de villes de taille moyenne de la Colombie-Britannique, francophones du Nouveau-Brunswick, parents d'enfants de moins de 12 ans de grandes villes du Manitoba, résidents de grandes villes de l'Alberta comptant acheter une propriété, résidents des Territoires du Nord-Ouest, voyageurs de la GRM)	24
Le variant Omicron (tous les lieux).....	28
Mesures liées à la COVID-19 (voyageurs de l'est de l'Ontario, résidents des basses-terres continentales de la Colombie-Britannique comptant acheter une propriété, parents d'enfants de moins de 12 ans de Québec, leaders d'opinion de Toronto, résidents de grandes villes et de villes de taille moyenne de la Colombie-Britannique, francophones du Nouveau-Brunswick, parents d'enfants de moins de 12 ans de grandes villes du Manitoba, résidents des Territoires du Nord-Ouest).....	32
Vaccination des enfants contre la COVID-19 (parents d'enfants de moins de 12 ans de Québec, parents d'enfants de moins de 12 ans de grandes villes du Manitoba).....	35
Mesures de voyage et considérations liées à la COVID-19 (voyageurs de l'est de l'Ontario, voyageurs de la GRM)	36
Évaluation d'une publicité du ministère des Finances Canada (résidents de grandes villes de l'Alberta comptant acheter une propriété, résidents des Territoires du Nord-Ouest, voyageurs de la GRM)	37
Scénarimage d'une publicité du ministère des Finances Canada (résidents de grandes villes de l'Alberta comptant acheter une propriété, résidents des Territoires du Nord-Ouest)	38
Vidéo du ministère des Finances Canada (voyageurs de la GRM)	39
Résultats détaillés – Partie II : Autres enjeux.....	43
Mot-symbole du gouvernement du Canada (résidents du nord de l'Ontario, résidents du sud de l'Alberta, parents d'enfants de moins de 12 ans de Québec, résidents de grandes villes et de villes de taille moyenne de la Colombie-Britannique, francophones du Nouveau-Brunswick, parents d'enfants de moins de 12 ans de grandes villes du Manitoba)	44
Mot-symbole du gouvernement du Canada	45
Signature musicale du gouvernement du Canada	47
Opioides (nord de l'Ontario, sud de l'Alberta)	48
Enjeux locaux (Territoires du Nord-Ouest).....	51

Discours du Trône (résidents du nord de l'Ontario, résidents du sud de l'Alberta, résidents des basses-terres continentales de la Colombie-Britannique comptant acheter une propriété, leaders d'opinion de Toronto, résidents de grandes villes de l'Alberta comptant acheter une propriété).....	53
Évaluation des initiatives clés (résidents du nord de l'Ontario, résidents du sud de l'Alberta, leaders d'opinion de Toronto).....	54
Initiatives en matière de logement (résidents des basses-terres continentales de la Colombie-Britannique comptant acheter une propriété, résidents de grandes villes de l'Alberta comptant acheter une propriété).....	56
Annexe A – Questionnaires de recrutement.....	59
Questionnaire de recrutement, version anglaise	60
Questionnaire de recrutement, version française.....	71
Annexe B – Guides de discussion.....	81
Guide du modérateur, version anglaise.....	82
Guide du modérateur, version française	95
Annexe C – Concepts publicitaires.....	110
Mot-symbole du gouvernement du Canada (résidents du nord de l'Ontario, résidents du sud de l'Alberta, parents d'enfants de moins de 12 ans de Québec, résidents de grandes villes et de villes de taille moyenne de la Colombie-Britannique, francophones du Nouveau-Brunswick, parents d'enfants de moins de 12 ans de grandes villes du Manitoba).....	111
Signature musicale du gouvernement du Canada (résidents du nord de l'Ontario, résidents du sud de l'Alberta, parents d'enfants de moins de 12 ans de Québec, résidents de grandes villes et de villes de taille moyenne de la Colombie-Britannique, francophones du Nouveau-Brunswick, parents d'enfants de moins de 12 ans de grandes villes du Manitoba).....	112
Évaluation d'une publicité du ministère des Finances Canada (résidents de grandes villes de l'Alberta comptant acheter une propriété, résidents des Territoires du Nord-Ouest, voyageurs de la GRM)	113
Scénarimage d'une publicité du ministère des Finances Canada (résidents de grandes villes de l'Alberta comptant acheter une propriété, résidents des Territoires du Nord-Ouest)	113
Vidéo du ministère des Finances Canada (voyageurs de la GRM)	114

Résumé

Introduction

Le Secrétariat des communications et des consultations du Bureau du Conseil privé (BCP) a confié à The Strategic Counsel (TSC) le mandat de mener des cycles de recherche par groupe de discussion auprès de membres du public un peu partout au pays, portant sur des enjeux, des événements et des initiatives stratégiques de premier plan liés au gouvernement du Canada.

L'objectif général de ce programme de recherche qualitative se décline en trois volets : analyser les dimensions et les facteurs d'influence de l'opinion publique sur les plus importants enjeux auxquels le pays est confronté; évaluer les perceptions et les attentes relatives aux mesures et aux priorités du gouvernement fédéral; orienter l'élaboration des communications du gouvernement du Canada pour qu'elles continuent de s'harmoniser avec les points de vue des Canadiennes et des Canadiens et leurs besoins en matière d'information, tout en demeurant claires et à faciles comprendre.

La recherche vise à aider le Secrétariat des communications et des consultations du BCP à remplir son mandat, qui consiste à soutenir le bureau du premier ministre dans la coordination des communications du gouvernement. Plus particulièrement, la recherche permettra de s'assurer que le BCP reste au fait des tendances émergentes et de l'opinion des Canadiens sur les enjeux de macro-niveau qui intéressent le gouvernement.

Le présent rapport dévoile les conclusions qui ressortent de douze groupes de discussion en ligne organisés entre le 1^{er} décembre et le 15 décembre 2021 un peu partout au pays, au Nouveau-Brunswick, au Québec, en Ontario, au Manitoba, dans les Territoires du Nord-Ouest, en Alberta et en Colombie-Britannique. Les détails concernant les lieux, le recrutement et la composition des groupes figurent ci-après.

Pour ce cycle de groupes de discussion, l'étude a continué de porter avant tout sur la pandémie de COVID-19 et ses effets dans l'ensemble du pays. Les participants ont commenté différents aspects de la question. Ils nous ont dit comment ils envisageaient l'évolution de la COVID-19 au cours des prochains mois et à plus long terme, et ce qu'ils pensaient du variant Omicron et des mesures possibles pour le maîtriser, des vaccins pédiatriques contre la COVID-19 et de la dose de rappel des adultes, ainsi que des exigences applicables aux voyageurs qui rentrent au Canada. Ils ont également fait un bilan du travail effectué par le gouvernement fédéral durant la pandémie. Dans un petit nombre de groupes, les participants ont évalué une publicité en cours d'élaboration traitant des soutiens financiers offerts aux Canadiens touchés par la pandémie.

D'autres sujets sans lien avec la COVID-19 ont fait l'objet de discussions dans tous les groupes ou certains d'entre eux. Il a ainsi été question de ce que les Canadiens entendaient aux nouvelles à propos du gouvernement du Canada, et plus particulièrement des accords sur la garde d'enfants conclus entre le gouvernement fédéral et certaines provinces et de la réponse fédérale aux inondations extrêmes survenues en Colombie-Britannique. Six des douze groupes tenus en décembre ont discuté de l'application du mot-symbole du gouvernement du Canada, de la compréhension qu'ils en avaient et de leur opinion à son égard. Par ailleurs, deux groupes se sont penchés sur l'enjeu des opioïdes, et les participants des Territoires du Nord-Ouest ont passé en revue des enjeux locaux jugés préoccupants.

Soulignons que les résultats de la présente étude doivent être interprétés avec prudence, les conclusions d'une recherche qualitative étant de nature directionnelle et ne pouvant être attribuées à l'ensemble de la population à l'étude avec un quelconque degré de certitude.

Méthodologie

Aperçu des groupes

Public cible

- Les participants étaient des résidents canadiens âgés de 18 ans et plus.
- Les groupes ont été formés principalement en fonction du lieu.
- Pour certains groupes, les répondants appartenaient à un segment précis de la population, par exemple des voyageurs, des parents d'enfants de moins de 12 ans, des personnes comptant acheter une propriété, des leaders d'opinion et des francophones.

Approche détaillée

- Douze groupes de discussion ont eu lieu dans diverses régions du Canada.
- Quatre groupes se composaient de membres de la population générale du nord de l'Ontario, du sud de l'Alberta, de grandes villes et de villes de taille moyenne de la Colombie-Britannique et des Territoires du Nord-Ouest.
- Les huit autres groupes représentaient des segments de population particuliers :

- Des voyageurs habitant dans l'est de l'Ontario et la Grande région de Montréal (GRM);
- Des parents d'enfants de moins de 12 ans résidant dans la ville de Québec et dans de grandes villes du Manitoba;
- Des propriétaires potentiels des basses-terres de la Colombie-Britannique et de grandes villes de l'Alberta;
- Des leaders d'opinion de Toronto;
- Des francophones du Nouveau-Brunswick.
- Les groupes tenus au Québec et au Nouveau-Brunswick ont été animés en français, tandis que les autres groupes se sont tous déroulés en anglais.
- Les rencontres de ce cycle ont eu lieu en ligne.
- Huit participants ont été recrutés dans chaque groupe afin de pouvoir compter sur la présence de six à huit personnes.
- Dans l'ensemble des lieux, 81 personnes ont participé aux discussions. Les détails sur le nombre de participants par groupe sont donnés ci-dessous.
- Chaque participant a reçu des honoraires. Les incitatifs ont varié de 100 \$ à 125 \$ par personne en fonction du lieu et de la composition du groupe.

Emplacement et composition des groupes

LIEU	GROUP E	LANGUE	DATE	HEURE (HNE)	COMPOSITION DU GROUPE	NOMBRE DE PARTICIPANTS
Nord de l'Ontario	1	Anglais	1 ^{er} déc.	18 h-20 h	Population générale	8
Sud de l'Alberta	2	Anglais	2 déc.	20 h-22 h	Population générale	7
Est de l'Ontario	3	Anglais	6 déc.	18 h-20 h	Voyageurs	7
Ville de Québec	4	Français	7 déc.	18 h-20 h	Parents d'enfants de moins de 12 ans	6
Basses-terres continentales de la Colombie-Britannique	5	Anglais	7 déc.	21 h-23 h	Propriétaires potentiels	7
Ville de Toronto	6	Anglais	8 déc.	18 h-20 h	Leaders d'opinion	8
Nouveau-Brunswick	7	Français	9 déc.	17 h-19 h	Francophones	7
Grandes villes et villes de taille moyenne de la Colombie-Britannique	8	Anglais	9 déc.	21 h-23 h	Population générale	6
Grandes villes du Manitoba	9	Anglais	13 déc.	19 h-21 h	Parents d'enfants de moins de 12 ans	6
Grandes villes de l'Alberta	10	Anglais	14 déc.	20 h-22 h	Propriétaires potentiels	6

Territoires du Nord-Ouest	11	Anglais	14 déc.	20 h-22 h	Population générale	6
Grande région de Montréal (GRM)	12	Français	15 déc.	18 h-20 h	Voyageurs	7
Nombre total de participants						81

Principales constatations

Partie I : Conclusions relatives à la COVID-19

Le gouvernement du Canada dans l'actualité (tous les lieux)

Parmi toutes les initiatives et activités du gouvernement du Canada en décembre, celles qui concernent la pandémie de COVID-19 et le variant Omicron détecté récemment ont particulièrement retenu l'attention des participants. Ceux-ci se rappelaient un certain nombre de mesures fédérales en lien avec la pandémie, comme les restrictions liées aux voyages en provenance de plusieurs pays d'Afrique australe, les exigences accrues en matière de tests pour tous les voyageurs internationaux, le déploiement des vaccins pour les enfants de 5 à 11 ans, l'achat de nouveaux médicaments antiviraux à prise orale pour traiter la COVID-19 et le dialogue permanent pour déterminer s'il faut maintenir les soutiens financiers liés à la pandémie.

En plus de la pandémie, les participants se sont rappelés du soutien offert par le gouvernement fédéral en réponse aux phénomènes météorologiques extrêmes en Colombie-Britannique et à Terre-Neuve, de la participation du Canada au boycottage diplomatique des Jeux olympiques d'hiver de 2022 à Beijing, de la participation fédérale à l'Assemblée extraordinaire des Chefs de l'Assemblée des Premières Nations, des activités visant à rétablir l'eau potable à Iqaluit, et des discussions en cours entourant les enjeux comme le logement, les services de garde d'enfants et le soutien aux petites entreprises canadiennes.

Initiatives fédérales-provinciales en matière de garde d'enfants (résidents du nord de l'Ontario, résidents du sud de l'Alberta, leaders d'opinion de Toronto, francophones du Nouveau-Brunswick)

De nombreux participants avaient entendu parler des efforts déployés par le gouvernement fédéral afin de négocier avec chaque province et territoire des accords pour des services de garde d'enfants abordables en vue d'atteindre l'objectif de 10 \$ par jour par enfant, en moyenne, d'ici 2025-2026. Presque tous s'entendaient pour dire que cet enjeu devrait être une priorité pour le gouvernement du Canada. Plusieurs étaient d'avis que les services de garde devenaient extrêmement coûteux pour de nombreuses familles canadiennes et qu'un système plus abordable était une nécessité économique. Dans les provinces où des accords n'avaient pas encore été conclus (Ontario et Nouveau-Brunswick), les participants ont exprimé leur déception et ont insisté sur le fait qu'il était essentiel d'avoir des services de garde d'enfants abordables pour assurer la santé financière des familles et de l'économie canadienne dans son ensemble.

Inondations en Colombie-Britannique (résidents des basses-terres continentales de la Colombie-Britannique comptant acheter une propriété, résidents de grandes villes et de villes de taille moyenne de la Colombie-Britannique)

Plusieurs participants étaient au courant du soutien offert par le gouvernement du Canada, y compris le déploiement des Forces armées canadiennes (FAC), en réaction aux inondations extrêmes survenues dans le sud-ouest de la Colombie-Britannique à la mi-novembre. Dans les deux groupes, les opinions concernant la réponse du fédéral étaient généralement favorables, plusieurs croyaient que cette aide avait grandement contribué aux efforts de rétablissement. Seulement quelques participants étaient d'avis que le gouvernement du Canada avait été trop long à réagir et qu'il aurait pu en faire davantage pour rassurer les résidents quant au maintien des chaînes d'approvisionnement pour les biens essentiels, de manière à éviter les comportements comme les achats de panique.

Lorsque nous leur avons demandé quels étaient les soutiens additionnels que le gouvernement du Canada pourrait fournir aux sinistrés, les participants ont mentionné la fourniture de ressources additionnelles afin de rebâtir les routes et les infrastructures endommagées, une aide financière pour les propriétaires qui ont perdu leurs maisons ou des immeubles lors des inondations, un soutien aux fermes et aux entreprises affectées, et la création d'un plan fédéral de gestion des risques pour améliorer l'état de préparation aux prochaines catastrophes climatiques.

Projet de loi 21 au Québec (voyageurs de la GRM)

Dans un groupe composé de résidents de la grande région de Montréal, quelques participants avaient entendu parler de cette enseignante au Québec qu'on avait retirée de sa classe pour avoir porté le hijab, contrevenant ainsi à la loi (Projet de loi 21) qui interdit le port de symboles religieux au travail. Ils avaient entendu dire que cette enseignante était à l'emploi d'une commission scolaire anglophone et certains se sont demandé si la loi devait s'appliquer dans ce cas, étant donné que la commission scolaire était l'une de celles qui avaient signé une pétition visant à suspendre temporairement la loi. Par conséquent, certains étaient d'avis qu'on aurait dû permettre à l'enseignante de rester en poste. Durant les discussions qui ont suivi, peu de participants se rappelaient d'avoir entendu parler de la réponse du gouvernement dans cette affaire.

Perspectives à propos de la COVID-19 (tous les lieux)

Dans tous les groupes de discussion tenus en décembre, il a été question de la pandémie et de la réponse du gouvernement du Canada à son égard. Précisons que ces groupes ont eu lieu durant la première quinzaine du mois, soit après la détection du variant Omicron, mais généralement avant que les autorités fédérales ou provinciales ne mettent en œuvre de nouvelles mesures pour prévenir la propagation.

Bilan et prévisions relatives à la COVID-19 (voyageurs de l'est de l'Ontario, parents d'enfants de moins de 12 ans de Québec, résidents des basses-terres continentales de la Colombie-Britannique comptant acheter une propriété, leaders d'opinion de Toronto, résidents de grandes villes et de villes de taille moyenne de la Colombie-Britannique, francophones du Nouveau-Brunswick, parents d'enfants de moins de 12 ans de grandes villes du Manitoba, résidents de grandes villes de l'Alberta comptant acheter une propriété, résidents des Territoires du Nord-Ouest, voyageurs de la GRM)

Dix groupes se sont penchés sur la performance du gouvernement du Canada au cours de la pandémie. Nous avons commencé par demander aux participants s'ils se rappelaient d'interventions particulièrement réussies dans le cadre de la gestion de la crise. Ils nous ont donné une foule d'exemples, dont la fermeture précoce des frontières et la suspension des voyages non essentiels, les soutiens financiers comme la Prestation canadienne d'urgence (PCU), le déploiement efficace des vaccins, la diffusion de messages cohérents et transparents ainsi que la capacité de s'adapter aux circonstances changeantes de la pandémie.

En ce qui concerne les domaines où la réponse du gouvernement du Canada aurait pu être meilleure, les participants avaient également beaucoup de choses à dire. Ils ont évoqué le manque de cohérence des exigences relatives aux voyages, la lenteur d'action initiale dans le dossier de la fermeture des frontières, la gestion inefficace des aides financières comme la PCU, le manque de préparation à la pandémie ainsi que les règles fédérales encadrant les voyages au Canada et à l'étranger, jugées excessives par un petit nombre de participants.

À la question de savoir si la gestion de la pandémie par le gouvernement du Canada était meilleure, moins bonne ou sensiblement la même à l'heure actuelle qu'aux premiers jours de la crise, les participants ont diversement répondu. Un nombre relativement faible d'entre eux jugeaient que le gouvernement faisait un moins bon travail, tandis qu'une majorité inclinait à penser qu'il avait assuré une solide prestation tout au long de la pandémie ou qu'il s'était même amélioré.

Nous avons ensuite demandé aux participants comment ils envisageaient l'avenir de la pandémie et s'ils croyaient que le pire était passé. Même si une majorité était de cet avis, de nombreux autres ne partageaient pas cet optimisme et craignaient que le plus difficile reste à venir étant donné que de nouveaux variants continuaient d'apparaître. Ceux qui avaient l'impression que le pire était derrière ont expliqué que l'arrivée des vaccins et la protection qu'ils offrent leur redonnaient espoir.

Le variant Omicron (tous les lieux)

Tous les groupes ont discuté de l'émergence récente du variant Omicron, découvert par les autorités sanitaires de l'Afrique du Sud à la mi-novembre. Tous les participants ou presque ont dit en avoir entendu parler. Lorsque nous leur avons demandé si la détection de cette nouvelle souche les inquiétait, la plupart ont exprimé une relative indifférence à son égard, certains mentionnant que ce ne serait sans doute pas la dernière. Plusieurs participants pensaient qu'il était trop tôt pour se prononcer et que son impact réel se révélerait avec le temps. Invités à dire si l'apparition du variant Omicron avait modifié leurs attentes concernant la durée de la pandémie, beaucoup ont répondu que non. La principale raison en était que même avant la détection de cette nouvelle souche, ils s'attendaient à ce

que la pandémie persiste dans un avenir prévisible. Tous ou presque croyaient qu'elle poserait encore problème dans un an, bien que beaucoup pensaient qu'à terme le virus passerait à l'arrière-plan et ferait partie des réalités avec lesquelles les Canadiens doivent apprendre à vivre.

Au sujet de la réponse du gouvernement fédéral à la suite de la découverte du nouveau variant, les participants se rappelaient avoir entendu parler de plusieurs mesures récentes, notamment l'interdiction des voyages en provenance des « points chauds » d'Afrique australe, le resserrement des contrôles pour tous les passagers arrivant au Canada, et les efforts pour accélérer l'administration de la dose de rappel du vaccin contre la COVID-19 aux Canadiens.

Après avoir reçu des précisions sur la réponse fédérale, les participants ont été nombreux à trouver que ces exigences accrues étaient raisonnables et appropriées à court terme, tant qu'on en savait peu sur la propagation et la gravité potentielles du variant Omicron. Beaucoup estimaient néanmoins que l'exemption accordée aux voyageurs des États-Unis devrait être éliminée afin que les exigences soient les mêmes pour tout le monde.

Mesures liées à la COVID-19 (voyageurs de l'est de l'Ontario, résidents des basses-terres continentales de la Colombie-Britannique comptant acheter une propriété, parents d'enfants de moins de 12 ans de Québec, leaders d'opinion de Toronto, résidents de grandes villes et de villes de taille moyenne de la Colombie-Britannique, francophones du Nouveau-Brunswick, parents d'enfants de moins de 12 ans de grandes villes du Manitoba, résidents des Territoires du Nord-Ouest)

Nous avons présenté à huit groupes une liste d'initiatives de santé publique actuelles ou potentielles en leur demandant d'indiquer celles qui seraient les plus efficaces, selon eux, pour ralentir la progression de la COVID-19. Parmi elles, les mesures liées au dépistage des voyageurs internationaux, aussi bien avant leur départ qu'à leur arrivée au Canada, ont rallié le plus de voix. D'autres initiatives ont également recueilli un certain appui, dont la suggestion que le gouvernement du Canada fasse des dons de vaccins aux pays en développement, l'interdiction d'entrée pour les voyageurs non canadiens ayant visité des pays considérés comme des points chauds de la COVID-19, et le fait d'encourager les Canadiens à suivre les mesures sanitaires comme le port du masque, la distanciation sociale et le lavage fréquent des mains. Les initiatives liées à la campagne de vaccination en cours et aux mandats de vaccination ont moins souvent été choisies, encore qu'un petit nombre de participants estimaient que la vaccination des enfants méritait plus d'attention.

Vaccination des enfants contre la COVID-19 (parents d'enfants de moins de 12 ans de Québec, parents d'enfants de moins de 12 ans de grandes villes du Manitoba)

Deux groupes ont eu des discussions concernant l'approbation par Santé Canada des vaccins contre la COVID-19 destinés aux enfants de 5 à 11 ans. Lorsque nous leur avons demandé s'ils avaient parlé de vaccination avec leurs enfants, les participants ont tous répondu par l'affirmative. C'étaient parfois les parents qui avaient mis le sujet sur le tapis, parfois les enfants. Pour les deux groupes, les participants

qui avaient fait vacciner leurs enfants étaient à peu près aussi nombreux que ceux qui ne l'avaient pas encore fait. Parmi ces derniers, beaucoup avaient déjà pris rendez-vous.

Les participants dont les enfants avaient déjà reçu leur dose ont cité parmi les raisons de leur choix les conseils obtenus auprès de professionnels de la santé, le désir de protéger la société en général et le désir que leurs enfants puissent continuer d'avoir des activités sociales. Les parents qui hésitaient, pour leur part, ont surtout exprimé le souhait d'en savoir plus sur les effets secondaires possibles du vaccin à long terme, plutôt que des objections d'ordre idéologique. Même s'il y avait moins d'urgence, selon eux, vu les faibles risques de symptômes graves chez les jeunes, la plupart de ces parents pensaient qu'ils finiraient tôt ou tard par faire vacciner leurs enfants.

Mesures de voyage et considérations liées à la COVID-19 (voyageurs de l'est de l'Ontario, voyageurs de la GRM)

Deux groupes composés de voyageurs rentrés récemment ou qui projetaient de partir ont discuté des mesures fédérales relatives aux voyages en contexte de pandémie. La plupart connaissaient certaines des exigences en vigueur, par exemple l'obligation pour les voyageurs d'être entièrement vaccinés, de présenter un test de dépistage moléculaire (PCR) avant le départ, et de fournir l'adresse où ils passeraient leur quarantaine (au besoin).

Nous avons confirmé aux participants que les voyageurs pleinement vaccinés devaient présenter le résultat d'un test PCR préalable à l'entrée, utiliser l'application ArriveCAN avant et après leur entrée au Canada, se soumettre à un test de dépistage à l'arrivée (sauf dans le cas de courts séjours aux États-Unis), et se mettre en quarantaine en attendant le résultat de leur test. La question de savoir si ces exigences étaient utiles et nécessaires a suscité des avis divergents. Alors que certains participants croyaient qu'elles aideraient à freiner ou enrayer la propagation de la COVID-19 au Canada, beaucoup ont aussi mentionné le lourd fardeau financier imposé aux voyageurs, qui devaient notamment assumer le coût des tests PCR effectués à l'étranger.

Plusieurs participants ont confié qu'ils avaient remis en question leurs projets de voyage pour les prochains mois. Dans bien des cas, ce revirement s'expliquait davantage par le risque que des restrictions de voyage accrues soient adoptées dans leur pays de destination que par la crainte de contracter le virus. Ceux qui comptaient toujours partir pensaient qu'à part suivre les mesures de santé publique locales, ils ne pouvaient guère faire plus. À la limite, l'accès accru à des tests antigéniques rapides permettrait d'obtenir une confirmation immédiate d'un résultat positif à la COVID-19.

Évaluation d'une publicité du ministère des Finances Canada (résidents de grandes villes de l'Alberta comptant acheter une propriété, résidents des Territoires du Nord-Ouest, voyageurs de la GRM)

Trois groupes ont discuté d'un concept de publicité mis au point par le gouvernement du Canada pour présenter de nouveaux programmes économiques fédéraux liés à la pandémie de COVID-19. Les

groupes de l'Alberta et des Territoires du Nord-Ouest ont évalué le concept sous forme de scénarimage, et celui de la grande région de Montréal, en version vidéo.

D'emblée, plusieurs participants ont salué l'optimisme de la publicité, la diversité de ses représentations ainsi que l'éventail d'initiatives économiques dont il était question. Quelques-uns trouvaient que son style rappelait un peu trop de précédents messages fédéraux sur la pandémie, ce qui l'empêchait peut-être de se démarquer. D'autres ont également noté que le concept donnait trop d'information dans un court laps de temps, et qu'au final ils n'y voyaient plus très clair. Parmi ceux qui avaient regardé la version vidéo, la juxtaposition de la narration et de l'animation a parfois été jugée difficile à suivre.

Sur le plan du contenu, la plupart des participants ont surtout retenu de la publicité que la relance économique pointait à l'horizon et que le gouvernement du Canada proposait plusieurs initiatives pour aider les particuliers et les petites entreprises à retomber sur leurs pieds financièrement. Plusieurs trouvaient que le ton général donnait l'espoir que la vie « normale » reprendrait bientôt ses droits. Beaucoup voyaient les images et le langage inclusifs de la publicité comme des points forts qui interpelleraient de nombreux Canadiens. En guise d'amélioration possible, quelques personnes ont suggéré de mieux mettre en évidence l'adresse URL du site Web, y compris au moyen d'une adresse plus courte, ou de fournir d'autres moyens de communication, par exemple un numéro sans frais pour les gens qui sont moins à l'aise en ligne.

La plupart estimaient que le contenu s'adressait principalement aux Canadiens à revenu faible ou moyen durement touchés économiquement par la pandémie. Lorsque nous leur avons demandé si la publicité se démarquerait à la télévision, plusieurs participants qui avaient vu le scénarimage ont répondu que oui, même si les programmes n'étaient pas pertinents pour eux. Ceux qui avaient regardé la version vidéo ont exprimé des avis divergents, certains indiquant qu'elle capterait leur attention, et d'autres, qu'elle se confondait avec de précédents messages sur la pandémie.

En ce qui concerne la narration, les trois groupes ont préféré la seconde version à la première, généralement parce qu'elle présentait un ton plus uni ainsi qu'un appel personnel à l'action en utilisant le mot « vous » pour encourager les Canadiens à utiliser ces programmes de soutien financier et à avancer ensemble. Le langage utilisé dans la seconde version leur semblait également avoir un plus grand effet d'immédiateté. Ceux qui préféraient la version originale ont fait allusion à son ton direct et précis : selon eux, sa formulation indiquait clairement à qui les programmes étaient destinés, alors que la seconde version avait une portée trop générale.

Partie II : Autres enjeux

Mot-symbole du gouvernement du Canada (résidents du nord de l'Ontario, résidents du sud de l'Alberta, parents d'enfants de moins de 12 ans de Québec, résidents de grandes villes et de villes de taille moyenne de la Colombie-Britannique, francophones du Nouveau-Brunswick, parents d'enfants de moins de 12 ans de grandes villes du Manitoba)

Dans six groupes, les participants ont discuté de la manière dont ils reconnaissaient habituellement les messages du gouvernement fédéral et de ce qu'ils pensaient des éléments du Programme de coordination de l'image de marque qui accompagnent ces messages.

Les participants ont dit se fier à plusieurs indicateurs pour reconnaître les communications fédérales, y compris le « logo » (faisant référence au mot-symbole « Canada »), le slogan qui explique clairement que l'information provient du gouvernement du Canada, et la présence du nom de domaine « gc.ca » pour l'information en ligne. Plusieurs s'entendaient pour dire que la présentation des communications du gouvernement du Canada leur était familière puisqu'elle était la même depuis quelque temps. Interrogés à savoir comment ils savaient que l'information qu'ils peuvent seulement entendre (à la radio par exemple) provient du gouvernement fédéral, les participants ont parlé du refrain publicitaire qui leur était familier (la signature musicale) et la voix qu'on entend (ils ont supposé que c'était toujours une voix féminine) indiquant qu'il s'agit d'un message du gouvernement du Canada.

Lorsque nous leur avons présenté le mot-symbole du gouvernement du Canada à l'écran, presque tous les participants l'ont reconnu, certains ont même confirmé qu'il s'agissait du « logo » auquel ils avaient fait référence plus tôt. Plusieurs se sont rappelé avoir vu cette image sur la correspondance, les sites Web et les immeubles fédéraux, dans les publicités télévisées, en plus de l'associer aux organisations comme la Gendarmerie royale du Canada (GRC). De façon générale, les participants avaient l'impression que le mot-symbole laissait entendre que l'information qui l'accompagne est légitime, fiable et digne d'attention. Sur une note plus personnelle, certains ont dit qu'il inspirait la confiance et créait un sentiment d'appartenance, alors que d'autres ont mentionné qu'ils ressentiraient de l'anxiété en le voyant sur de la correspondance en lien avec une déclaration de revenus, par exemple. D'autres ont réagi de façon plus neutre, considérant que le mot-symbole n'était ni positif ni négatif, et ont mentionné que ce sentiment dépendrait de l'information qui y serait associée.

Nous leur avons également fait entendre la signature musicale officielle du gouvernement du Canada. Presque tous les participants l'avaient déjà entendue et ont reconnu le refrain publicitaire qui reprend les quatre premières notes de l'hymne national du Canada. Plusieurs étaient d'avis que la signature musicale avait comme but premier de créer un signal sonore indiquant que l'information provenait du gouvernement du Canada, surtout en l'absence d'éléments visuels.

Opioides (nord de l'Ontario, sud de l'Alberta)

Deux groupes ont discuté de l'augmentation des cas de dépendance aux opioïdes et des décès signalés dans tout le pays qui lui sont attribuables. La plupart des participants avaient au moins entendu parler de cette question, et beaucoup ont exprimé leur inquiétude face à ce qu'ils percevaient comme un problème croissant au sein de leur propre collectivité. Si certains se souvenaient d'avoir

entendu parler du problème des opioïdes dans les médias, ils étaient d'avis que ces derniers ne rendaient pas suffisamment compte de l'ampleur et de la portée de la crise.

Interrogés sur les personnes qui, selon eux, sont les plus touchées par ce problème, les participants étaient principalement d'avis que la dépendance aux opioïdes pouvait être vécue par n'importe qui. Ils ont toutefois ajouté que des problèmes comme l'itinérance, le statut socioéconomique, la santé mentale, la douleur chronique et les traumatismes passés pouvaient tous jouer un rôle dans la dépendance aux opioïdes. À la question de savoir qui ou quoi peut être à l'origine de ce problème, plusieurs ont répondu que les fabricants de produits pharmaceutiques qui conçoivent des produits dangereux et les médecins qui prescrivent ces substances de manière excessive en sont les principaux responsables. D'autres ont suggéré que l'augmentation de la puissance des opioïdes au cours des dernières années, ainsi que le manque de sensibilisation aux dangers posés par ces médicaments avaient également contribué à exacerber le problème. Plusieurs participants ont estimé que la dépendance aux opioïdes était sans doute causée par un certain nombre de facteurs interdépendants, et que ceux-ci variaient probablement d'une personne à l'autre.

Après avoir examiné une liste de facteurs potentiels à l'origine de la crise des opioïdes, les participants ont réitéré leurs commentaires précédents, estimant que les médecins et les compagnies pharmaceutiques portaient la plus grande part de responsabilité dans cette crise croissante. Le manque de services de police et les personnes qui prennent de mauvaises décisions ont également été mentionnés par certains participants, tandis que peu d'entre eux ont pointé du doigt les gangs ou un contrôle insuffisant aux frontières. Lorsque nous leur avons demandé ce que le gouvernement du Canada pourrait faire pour résoudre le problème des opioïdes, plusieurs ont estimé qu'il fallait responsabiliser davantage les médecins et les compagnies pharmaceutiques, favoriser un traitement individuel des patients et déterminer au cas par cas la pertinence de recourir aux opioïdes. Les participants ont également suggéré que le gouvernement fédéral devrait s'efforcer de mieux informer les gens sur ces substances et accroître les ressources en santé mentale afin d'encourager les gens à chercher l'aide nécessaire plutôt que de se tourner vers les drogues.

En discutant d'un plan de la ville de Vancouver visant à obtenir l'approbation de Santé Canada pour décriminaliser la possession de petites quantités de drogues illicites, la plupart des participants ont estimé qu'il s'agirait d'un pas dans la bonne direction en ce qui a trait à la lutte contre la dépendance et la reconnaissance des utilisateurs d'opioïdes. Si les participants se sont montrés généralement favorables à l'adoption d'une approche axée sur la réduction des méfaits, certains craignaient que le système de soins de santé ne soit surchargé et ont suggéré que tout changement soit introduit progressivement. La plupart ont estimé que cette approche valait la peine d'être essayée, et qu'une telle stratégie pourrait contribuer à réduire la stigmatisation subie par les utilisateurs d'opioïdes et les inciter à chercher un traitement.

Enjeux locaux (Territoires du Nord-Ouest)

Le groupe des Territoires du Nord-Ouest (T.N.-O.) a discuté des problèmes propres à la région. S'exprimant sur les secteurs qui ont le plus besoin d'aide au sein des T.N.-O., les participants ont notamment mentionné les soins de santé, les services et l'hôtellerie, les transports et les

télécommunications. Si les participants se souvenaient d'un certain soutien fédéral à l'industrie minière et au secteur de l'hôtellerie (en raison de la pandémie), ils estimaient de manière générale que peu d'aide financière avait été consentie aux T.N.-O. par le gouvernement du Canada. Il a également été mentionné que, s'il existe de nombreux programmes de soutien, les critères d'admissibilité sont souvent perçus comme étant trop restrictifs pour que la plupart des personnes puissent y avoir accès.

Invités à déterminer d'autres secteurs propres à la région auxquels le gouvernement du Canada devrait accorder plus d'attention, les participants ont mentionné le logement et les infrastructures, des services de garde abordables, la réduction du coût de la vie, des efforts accrus pour attirer des travailleurs talentueux et une augmentation du financement des activités sportives et culturelles, surtout pour les jeunes. Beaucoup étaient d'avis que ces secteurs font depuis longtemps l'objet d'un sous-financement.

La discussion a ensuite porté sur les problèmes environnementaux laissés dans le sillage de la fermeture de la mine Giant, au nord de Yellowknife. Lorsque nous leur avons demandé s'ils étaient au courant des mesures prises par le gouvernement du Canada pour soutenir le nettoyage, les participants ont fourni un large éventail de réponses, certains ayant personnellement contribué à ces efforts de nettoyage, tandis que d'autres n'étaient pas au courant ou n'avaient que vaguement entendu parler de la question. De l'avis général, les sociétés minières qui ont exploité ces installations devaient assumer une plus grande responsabilité du point de vue financier. En outre, plusieurs participants ont souligné la nécessité de consulter davantage les peuples autochtones de la région pour déterminer la meilleure façon de procéder lorsqu'il sera question de projets d'exploitation et d'exploration minières.

Discours du Trône (résidents du nord de l'Ontario, résidents du sud de l'Alberta, résidents des basses-terres continentales de la Colombie-Britannique comptant acheter une propriété, leaders d'opinion de Toronto, résidents de grandes villes de l'Alberta comptant acheter une propriété)

Le discours du Trône lu le 23 novembre 2021 par la gouverneure générale du Canada a fait l'objet de discussions dans cinq groupes. Seuls quelques participants savaient qu'il avait eu lieu. Nous avons rappelé aux groupes que le discours du Trône sert à exposer l'orientation et les objectifs du gouvernement fédéral à l'ouverture d'une nouvelle session du Parlement.

Évaluation des initiatives clés (résidents du nord de l'Ontario, résidents du sud de l'Alberta, leaders d'opinion de Toronto)

Trois groupes ont évalué une série d'initiatives clés présentées dans le discours du Trône. Le Fonds pour accélérer la construction de logements a été considéré comme une initiative particulièrement utile, tout comme l'engagement d'achever le travail d'interdiction des thérapies de conversion. Plusieurs participants appuyaient aussi les mesures liées au climat, tels le plafonnement et la réduction des émissions des secteurs pétrolier et gazier, l'augmentation des investissements dans le transport en commun et la vente obligatoire de véhicules zéro émission (VZE) d'ici 2035. Le rachat obligatoire des armes d'assaut a récolté quelques mentions favorables, mais certains participants s'attendaient à une faible participation de la part des propriétaires de ces armes. Personne ne s'opposait à ce que le

gouvernement fédéral aille de l'avant avec les provinces et les territoires souhaitant interdire les armes de poing. Quelques participants ont mentionné l'engagement de réduire les temps d'attente pour l'immigration et d'accentuer les efforts de réunification des familles, jugeant que cette initiative non seulement profiterait à ces familles, mais viendrait grossir les rangs de la main-d'œuvre canadienne. La proposition de construire un monument national à la mémoire des survivants des pensionnats a suscité une vague de réactions négatives chez les participants, qui considéraient que les ressources financières nécessaires à ce projet seraient mieux utilisées pour remédier à des problèmes plus pressants, comme les traumatismes intergénérationnels associés à l'histoire canadienne des pensionnats, l'approvisionnement en eau potable dans les réserves, le niveau de vie médiocre de nombreuses communautés autochtones et la faible scolarisation de ce segment de population.

Initiatives en matière de logement (résidents des basses-terres continentales de la Colombie-Britannique comptant acheter une propriété, résidents de grandes villes de l'Alberta comptant acheter une propriété)

Deux groupes de participants qui avaient indiqué qu'ils projetaient d'acheter une propriété se sont penchés sur les initiatives en matière de logement énoncées dans le discours du Trône. Leurs premières réactions ont été très positives. Nombre de participants ont mentionné que le marché du logement devenait hors de prix et que toute mesure prise par le gouvernement fédéral pour remédier à ce problème serait la bienvenue.

En ce qui concerne l'Incitatif à l'achat d'une première propriété, seules quelques personnes ont dit en avoir entendu parler. Selon elles, l'Incitatif ressemblait davantage à un investissement en capital de la part du gouvernement du Canada qu'à un prêt traditionnel, puisque le gouvernement détiendrait une participation dans les propriétés achetées et aurait part à l'appréciation (ou à la dépréciation) de leur valeur. Cet aspect du programme n'a guère plu aux participants, qui trouvaient qu'il méritait des éclaircissements. Au chapitre des critères exigés pour bénéficier de l'Incitatif à l'achat d'une première propriété, beaucoup pensaient que le revenu total admissible ainsi que les plafonds d'emprunt étaient trop faibles et en décalage par rapport à la réalité d'un marché du logement qui leur paraissait « en surchauffe ». Plusieurs estimaient que ces plafonds devraient être fortement relevés pour que l'initiative donne des résultats. Il a également été suggéré d'assouplir les critères d'admissibilité, par exemple en abaissant les exigences liées au test de résistance des prêts hypothécaires et aux mises de fonds pour les premiers acheteurs, et en réduisant les taux d'intérêt qu'ils doivent payer durant leurs premières années d'accession à la propriété.

COMPLÉMENT D'INFORMATION

The Strategic Counsel

Numéro de contrat : 35035-182346/001/CY

Date d'octroi du contrat : 16 décembre 2021

Valeur du contrat: 2 428 991,50 \$

Résultats détaillés – Partie I : COVID-19

Chronologie des annonces en décembre

Afin de situer les groupes de discussion dans le contexte des événements clés liés à la pandémie de COVID-19 et d'autres actualités notables, voici un bref rappel de la situation au Canada, de la fin novembre à la fin décembre 2021.

- À la fin du mois de novembre
 - On recense 1 790 142 cas de COVID-19 au Canada et 29 670 décès associés.
 - Le nombre quotidien de cas s'élève à 2 608 à l'échelle du pays, une hausse de 9 % par rapport à la semaine précédente.
 - Le nombre de cas actifs de COVID-19 est de 25 916.
 - Plus de 60 millions de doses de vaccins contre la COVID-19 ont été administrées au pays.

- Du 1^{er} au 9 décembre
 - Le 1^{er} décembre. Le gouvernement du Canada dépose de nouveau des modifications législatives à la *Loi sur les juges* qui visent à améliorer le processus de traitement des plaintes contre des juges et le processus applicable aux plaintes plus graves.
 - [Groupes de discussion de la population générale du nord de l'Ontario \(1^{er} décembre\) et de la population générale du sud de l'Alberta \(2 décembre\)](#).
 - Le 2 décembre. Le gouvernement du Canada annonce l'imposition de sanctions contre des fonctionnaires et des entités du Bélarus à la suite de violations systématiques des droits de la personne dans ce pays.
 - Le 2 décembre. Le ministre de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté annonce l'arrivée du premier vol nolisé de réfugiés afghans parrainés par des groupes privés.
 - Le 4 décembre. Le ministre de l'Environnement et du Changement climatique annonce des investissements fédéraux totalisant 14,7 millions de dollars au cours des cinq prochaines années pour soutenir des projets de conservation et la gestion des espèces aquatiques envahissantes dans les parcs nationaux Banff, Jasper, Kootenay, Yoho et des Lacs-Waterton.
 - [Groupe de discussion des voyageurs de l'est de l'Ontario \(6 décembre\)](#).
 - Le 6 décembre. Le ministre du Développement international annonce l'octroi de 75 millions de dollars sur trois ans à la Banque canadienne de grains (BCG) afin d'apporter une aide alimentaire et nutritionnelle à des personnes en situation d'urgence et de famine partout dans le monde.
 - [Groupes de discussion des parents d'enfants de moins de 12 ans habitant à Québec \(7 décembre\) et des résidents de la région des basses-terres continentales de la Colombie-Britannique comptant acheter une propriété \(7 décembre\)](#).

- Le 7 décembre. Le gouvernement du Canada s'engage à verser 10 millions de dollars au cours des quatre prochaines années dans le cadre de sa collaboration avec l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) et le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) pour aider les femmes et les filles touchées par la migration irrégulière et les déplacements forcés au Honduras, au Guatemala et au Salvador.
- [Groupes de discussion des leaders d'opinion de Toronto \(8 décembre\)](#).
- Le 9 décembre. Le ministre de la Santé annonce un investissement de 13,7 millions de dollars dans 89 nouveaux projets de recherche sur la COVID-19 menés aux quatre coins du pays, dont 70 projets qui visent à mieux comprendre les répercussions de la pandémie sur les enfants, les jeunes et les familles.
- [Groupes de discussion des francophones du Nouveau-Brunswick \(9 décembre\) et de la population générale de grandes villes et de villes de taille moyenne de la Colombie-Britannique \(9 décembre\)](#).
- Du 10 au 16 décembre
 - Le 10 décembre. Le gouvernement du Canada impose des sanctions supplémentaires contre quatre entités affiliées au régime militaire du Myanmar en vertu du *Règlement sur les mesures économiques spéciales visant la Birmanie* en réponse à la répression continue de la population de ce pays par ses forces armées.
 - Le 10 décembre. Le gouvernement du Canada avalise l'Accord de coopération économique et commerciale avec les peuples autochtones (ACECPA), qui reconnaît l'importance d'améliorer la capacité des peuples et des entreprises autochtones à tirer parti des débouchés créés par le commerce et l'investissement internationaux.
 - [Groupe de discussion des parents d'enfants de moins de 12 ans habitant de grandes villes du Manitoba \(13 décembre\)](#).
 - Le 13 décembre. Le gouvernement du Canada annonce que l'Université Carleton et la Dream Legacy Foundation ont été choisies pour établir le Carrefour du savoir pour l'entrepreneuriat des communautés noires, qui forme le troisième pilier du Programme pour l'entrepreneuriat des communautés noires.
 - [Groupes de discussion des résidents de grandes villes de l'Alberta comptant acheter une propriété \(14 décembre\) et de la population générale des Territoires du Nord-Ouest \(14 décembre\)](#).
 - Le 15 décembre. Le ministre des Ressources naturelles annonce l'octroi de 800 000 \$ à la First Nations Power Authority pour la mise sur pied d'un conseil consultatif autochtone national dans le cadre du Plan d'action canadien des petits réacteurs modulaires (PRM).
 - Le 15 décembre. Le gouvernement du Canada annonce un financement de 703 230 \$ sur trois ans pour un projet de remise en état des sépultures à la suite de la découverte de 761 tombes non marquées près de l'ancien pensionnat de Marieval.
 - [Groupe de discussion des voyageurs de la grande région de Montréal \(GRM\) \(15 décembre\)](#).

- Le 16 décembre. Les membres du Groupe international de coordination et d'intervention pour les victimes du vol PS752 publient une déclaration dans laquelle ils invitent l'Iran à discuter des questions relatives à leur recours et à leurs demandes de réparations, durant la semaine du 17 janvier 2022.
- Du 17 au 23 décembre
 - Le 17 décembre. Le gouvernement du Canada annonce que son engagement financier envers le Fonds international de développement agricole (FIDA) passera à 112,5 millions de dollars sur trois ans, une hausse de 50 % par rapport à sa contribution précédente.
 - Le 17 décembre. Le gouvernement du Canada annonce que le salaire minimum fédéral des travailleurs du secteur privé sous réglementation fédérale passera à 15 \$ l'heure le 29 décembre.
 - Le 17 décembre. Le gouvernement du Canada annonce que le Programme d'immigration au Canada atlantique débutera officiellement le 1^{er} janvier 2022. Ce programme aidera les provinces de l'Atlantique à attirer de nouveaux arrivants qualifiés et à relever des défis économiques et démographiques tels que la pénurie de main-d'œuvre dans la région.
 - Le 17 décembre. Le projet de loi C-3, Loi modifiant le *Code criminel* et le *Code canadien du travail*, qui accorde dix jours de congé de maladie payé aux travailleurs du secteur privé sous réglementation fédérale et protège le personnel de la santé et les bénéficiaires de services de santé, reçoit la sanction royale.
 - Le 17 décembre. Le projet de loi C-2, qui garantit aux travailleurs et aux entreprises l'aide urgente dont ils ont besoin pour faire face au variant Omicron, reçoit la sanction royale. Cette aide comprend :
 - La Prestation canadienne pour les travailleurs en cas de confinement;
 - Le Programme de soutien en cas de confinement local;
 - La Prestation canadienne de relance économique pour les proches aidants et la Prestation canadienne de maladie pour la relance économique;
 - Le Programme de relance pour le tourisme et l'accueil;
 - Le Programme de relance pour les entreprises les plus durement touchées;
 - Le Programme d'embauche pour la relance économique du Canada.
 - Le 17 décembre. Le gouvernement du Canada annonce de nouvelles mesures pour maîtriser la propagation du variant Omicron, soit la levée des interdictions d'entrée, la suspension de l'exemption au test de dépistage avant l'arrivée pour les courts voyages, l'augmentation des ressources de dépistage à l'arrivée et la recommandation d'éviter tout voyage non essentiel à l'extérieur du Canada.
 - Le 21 décembre. Le gouvernement du Canada annonce un financement conjoint de 19,2 millions de dollars pour quatre projets menés en Colombie-Britannique visant à soutenir des infrastructures d'approvisionnement en eau potable et de traitement des eaux usées. Ces projets permettront de moderniser des installations de traitement des eaux usées existantes ou de construire de nouvelles installations d'eau potable, afin

d'accroître la capacité d'approvisionnement en eau, de respecter les normes provinciales, d'améliorer la qualité des eaux de surface et de protéger l'environnement.

- Le 21 décembre. Le gouvernement du Canada annonce une aide humanitaire d'urgence de 56 millions de dollars pour soutenir le peuple afghan.
 - Le 22 décembre. Le gouvernement du Canada annonce un accès élargi aux principaux programmes de soutien, plus précisément au Programme de soutien en cas de confinement local et la Prestation canadienne pour les travailleurs en cas de confinement.
 - Le 23 décembre. La Cour fédérale et la Cour du Banc de la Reine du Manitoba annoncent leur décision conjointe d'approuver une entente pour régler les recours collectifs liés à l'eau potable dans les communautés des Premières Nations.
 - Le 23 décembre. Le gouvernement du Canada annonce que le pays a atteint sa cible en accueillant plus de 401 000 nouveaux résidents permanents en 2021, un record annuel dans l'histoire du Canada.
- Du 24 au 31 décembre
 - Le 30 décembre. Le gouvernement du Canada annonce l'octroi d'un financement de plus de 8 millions de dollars au gouvernement du Manitoba pour appuyer l'expansion et la création de sites d'isolement volontaire sûrs partout dans la province.
 - Le 30 décembre. Le gouvernement du Canada annonce que l'accès élargi à la Prestation canadienne pour les travailleurs en cas de confinement est entrée en vigueur et que les Canadiennes et les Canadiens vivant dans les régions touchées par un confinement ou par des restrictions en matière de capacité peuvent maintenant demander la prestation.
 - Le 30 décembre. On recense 2 102 470 cas de COVID-19 au Canada et 30 253 décès associés. Plus de 67 millions de doses de vaccins contre la COVID-19 ont été administrées au pays.
 - On constate une tendance à la hausse du nombre de cas, qui passe à 25 332 par jour pour la dernière période de sept jours du mois de décembre (du 23 au 29). Il s'agit d'une hausse de 141 % par rapport à la semaine précédente.

Le gouvernement du Canada dans l'actualité (tous les lieux)

Chacune des séances de groupe débutait par une discussion sur ce que les participants avaient vu, lu ou entendu au sujet du gouvernement du Canada dans les jours précédents. Dans tous les groupes, la pandémie de COVID-19 et la réponse du gouvernement fédéral demeuraient les principaux sujets de conversation.

Même si plusieurs participants ont affirmé qu'ils n'avaient rien entendu à propos du gouvernement du Canada dans les jours précédents, plusieurs autres se rappelaient de récentes annonces et initiatives fédérales en lien avec la pandémie, et ont avoué leur inquiétude croissante à l'égard du variant Omicron. Parmi ces annonces et initiatives, il y avait celles-ci :

- La décision prise à la fin novembre visant à interdire les voyages en provenance de plusieurs pays d'Afrique où le variant Omicron avait initialement été détecté. De nombreux participants avaient entendu parler de ces mesures et certains s'interrogeaient sur leur efficacité, étant donné que le nouveau variant s'était déjà propagé sur plusieurs continents et qu'il avait été détecté au Canada;
- La mise en œuvre d'exigences additionnelles relatives aux tests de dépistage pour les voyageurs qui entrent au Canada et un avis général du gouvernement fédéral demandant aux Canadiens d'éviter les voyages non essentiels durant la saison des Fêtes. Plusieurs participants ont indiqué qu'ils avaient respecté à la lettre ces nouvelles exigences;
- Le déploiement continu des vaccins contre la COVID-19 pour les enfants de 5 à 11 ans, ainsi que les efforts pour accélérer l'accès à la dose de rappel pour un plus grand nombre d'adultes canadiens;
- L'achat par le gouvernement fédéral de 1,5 million de doses de traitement antiviral par voie orale contre la COVID-19 en réponse à la pandémie;
- Les discussions en cours qui visent à déterminer si le Parlement devrait se réunir en présentiel, surtout compte tenu de la propagation rapide du variant Omicron;
- Les conséquences de ce qui a été perçu comme étant des « retards administratifs » provoqués par la pandémie, surtout pour les nouveaux immigrants qui ont dû attendre longtemps avant d'obtenir les documents nécessaires, dont les permis de travail. Certains participants avaient l'impression que ces retards compliqueraient les choses à l'arrivée au Canada pour les nouveaux immigrants et les immigrants éventuels qui souhaitent s'établir ici; et
- Les discussions pour déterminer s'il convient de maintenir les soutiens financiers et économiques liés à la pandémie pour les Canadiens et les entreprises canadiennes. Quelques participants ont mentionné le dialogue en cours concernant le Projet de loi C-2, *Loi visant à fournir un soutien supplémentaire en réponse à la COVID-19*, qui a reçu la sanction royale le 17 décembre 2021.

Outre ces commentaires, plusieurs participants ont dit éprouver de la fatigue à l'égard de la COVID-19 et évitent les nouvelles ou les informations à ce sujet.

De nombreux participants se rappelaient également des mesures prises récemment par le gouvernement du Canada en lien avec des enjeux autres que la pandémie, notamment :

- L'aide fournie et le déploiement des Forces armées canadiennes (FAC) en réponse aux phénomènes météorologiques extrêmes survenus vers le milieu et la fin novembre en Colombie-Britannique et à Terre-Neuve;
- L'annonce par le gouvernement du Canada de sa participation au boycottage diplomatique des Jeux olympiques d'hiver de 2022 à Beijing, invoquant le bilan de la Chine en termes de violations des droits de la personne, ce dont plusieurs participants avaient entendu parler;

- La récente assermentation du nouveau Cabinet et l'ouverture d'une nouvelle session parlementaire;
- La participation du gouvernement fédéral à l'Assemblée extraordinaire des Chefs de l'Assemblée des Premières Nations, ainsi que les propos du premier ministre présentés en virtuel;
- Les discussions en cours sur l'inflation et le coût de la vie considérés élevés partout au Canada. Plusieurs participants avaient entendu parler dans l'actualité des discussions concernant les mesures que pourrait prendre le gouvernement du Canada pour s'attaquer à cet enjeu, notamment les investissements fédéraux dans les services de garde d'enfants, le soutien aux petites entreprises et aux entrepreneurs, et les mesures pour offrir plus de logements abordables; et
- Les récentes actions du gouvernement fédéral pour résoudre les problèmes d'eau potable à Iqaluit, y compris le déploiement des FAC pour coordonner l'intervention.

Initiatives fédérales-provinciales en matière de garde d'enfants (résidents du nord de l'Ontario, résidents du sud de l'Alberta, leaders d'opinion de Toronto, francophones du Nouveau-Brunswick)

Dans quatre groupes, les participants ont discuté plus longuement des services de garde d'enfants, en particulier des récentes négociations et des accords entre le gouvernement fédéral et chaque province et territoire. De nombreux participants avaient entendu parler des efforts du gouvernement fédéral dans ces négociations, plus précisément du récent accord entre les gouvernements du Canada et de l'Alberta (conclu le 15 novembre 2021). Même si plusieurs étaient au courant du tarif cible établi à 10 \$ par jour par enfant, en moyenne, très peu avaient entendu parler de l'échéancier de 2025-2026 qui a été proposé pour la mise en œuvre complète de cette initiative. Quelques participants ont admis qu'ils n'avaient pas suivi ce dossier de près, soit parce qu'ils n'avaient pas d'enfants ou parce que ceux-ci n'avaient plus l'âge pour fréquenter la garderie.

Dans chacun des quatre groupes, les participants devaient dire s'ils se rappelaient si un accord avait été conclu entre le gouvernement du Canada et leurs provinces respectives (Ontario, Alberta et Nouveau-Brunswick). En Alberta, presque tous les participants se rappelaient qu'un accord avait récemment été conclu. En revanche, la plupart des participants de l'Ontario et du Nouveau-Brunswick avaient l'impression que les négociations étaient toujours en cours et qu'aucun accord n'avait été conclu (le gouvernement fédéral et celui du Nouveau-Brunswick sont parvenus à un accord le 13 décembre 2021, plusieurs jours après la séance de discussion, alors qu'aucune entente n'a été conclue avec le gouvernement de l'Ontario).

Après que nous leur ayons expliqué que le gouvernement du Canada s'affairait à réduire les frais de garde d'enfants à 10 \$ par jour, en moyenne, dans chaque province et territoire d'ici 2025-2026, les participants devaient nous dire où les frais de garde abordables se situaient parmi plusieurs autres priorités. Dans tous les groupes, la plupart étaient d'avis que l'accès aux services de garde abordables devrait être une priorité importante pour le gouvernement du Canada. Plusieurs ont fait valoir que ces services devenaient excessivement chers et que les parents avaient de plus en plus de difficulté à composer avec ces hausses et toutes les autres dépenses du ménage. De nombreux participants

étaient d'avis qu'en rendant les services de garde d'enfants plus abordables, on permettrait ainsi à un plus grand nombre de parents, en particulier des femmes, de réintégrer le marché du travail et de poursuivre leur carrière. Plusieurs s'entendaient également pour dire que dans le contexte économique actuel, la plupart des familles avaient besoin de deux revenus pour survivre et que les services de garde abordables étaient donc une nécessité économique. Un petit nombre de participants étaient préoccupés par les coûts associés à un tel programme et se sont demandé comment le gouvernement fédéral arriverait à équilibrer les besoins de financement pour la réduction des frais de services de garde avec les autres priorités nationales. Certains s'entendaient également pour dire que ce programme serait plus rentable s'il était étendu uniquement aux familles qui n'ont pas les moyens de payer des services de garde d'enfants aux tarifs actuels. Quelques participants ont mis en doute la capacité du gouvernement fédéral à mener cette initiative à terme, mentionnant que bien que ces ententes fassent maintenant les manchettes, elles pourraient perdre de leur priorité au fur et à mesure que surgissent d'autres événements et enjeux.

En Ontario et au Nouveau-Brunswick, les participants ont été informés que même si le gouvernement du Canada en était arrivé à un accord pour des services de garde abordables avec la majorité des provinces et territoires, aucune entente n'avait été conclue avec l'Ontario, le Nouveau-Brunswick, le Nunavut et les Territoires du Nord-Ouest (au moment où les séances ont eu lieu). Ces participants étaient invités à exprimer leurs opinions sur le fait qu'aucun accord n'avait été mis en place dans leurs provinces.

Dans les deux groupes de l'Ontario, les participants étaient généralement déçus que leur province n'en soit toujours pas venue à une entente avec le gouvernement fédéral. Plusieurs s'entendaient pour dire qu'il était essentiel de rendre les services de garde d'enfants plus abordables, compte tenu du nombre de familles ontariennes qui, selon eux, ont de la difficulté à joindre les deux bouts. Même si certains attribuaient le délai à la négociation d'un accord concernant la contribution ou l'investissement par le gouvernement fédéral qui serait relativement importants étant donné la population de l'Ontario, d'autres ont suggéré que c'était sans doute la stratégie de négociation du gouvernement provincial qui retardait le processus. Des participants ont également fait valoir qu'il pouvait être extrêmement complexe d'élaborer un plan qui assurerait un nombre adéquat de places en garderie pour répondre aux besoins des familles ontariennes.

La déception s'est également fait sentir chez quelques participants du Nouveau-Brunswick. Ceux-ci étaient d'avis qu'un accord sur des services de garde d'enfants abordables serait utile à bien des familles dans la province. Quelques-uns se sont demandé pourquoi le Nouveau-Brunswick n'avait pas été en mesure d'en venir à un accord, contrairement à d'autres provinces plus fortement peuplées. D'autres ont avancé l'hypothèse que le gouvernement provincial avait prolongé les négociations dans une tentative pour obtenir plus de financement du fédéral pour le programme. Quelques-uns ont indiqué que le gouvernement provincial hésitait peut-être à dépenser des centaines de millions de dollars pour une initiative qui pourrait être perçue comme étant d'abord et avant tout fédérale.

Inondations en Colombie-Britannique (résidents des basses-terres continentales de la Colombie-Britannique comptant acheter une propriété, résidents de grandes villes et de villes de taille moyenne de la Colombie-Britannique)

En Colombie-Britannique, les participants des deux groupes ont discuté des graves inondations qui avaient eu lieu dans le sud-ouest de la province à la mi-novembre, et de la réaction du gouvernement fédéral pour venir en aide aux sinistrés.

Plusieurs participants se rappelaient que le gouvernement du Canada avait déployé les Forces armées canadiennes (FAC) afin d'évacuer les résidents coincés et de procurer des fournitures et des secours sur le terrain. Quelques participants se rappelaient également que le premier ministre s'était rendu à Abbotsford le 26 novembre pour rencontrer les autorités locales et visiter la région de la Prairie Sumas endommagée par l'inondation. Plusieurs avaient entendu dire qu'une aide financière serait probablement offerte aux sinistrés, mais ils ignoraient si elle viendrait d'une initiative fédérale, provinciale ou intergouvernementale.

Pour faciliter la discussion, les participants ont été informés que le gouvernement du Canada avait approuvé une demande d'aide fédérale de la Colombie-Britannique et déployé les FAC, y compris les forces aériennes (pour faciliter les évacuations et assurer le maintien des voies d'approvisionnement provinciales) et des équipes sur le terrain (pour nettoyer et réparer les infrastructures endommagées et les routes d'approvisionnement), dans le cadre d'une opération de secours pangouvernementale. Nous leur avons également expliqué que le gouvernement fédéral avait collaboré avec ses homologues américains pour autoriser temporairement les Canadiens qui se trouvaient aux États-Unis à revenir au pays et à fournir des biens essentiels provenant de villes frontalières américaines non touchées par les inondations. Dans les deux groupes, les opinions concernant la réaction du fédéral étaient assez favorables. De nombreux participants étaient d'avis que ces interventions avaient grandement contribué au rétablissement des régions touchées et ont indiqué que le niveau de soutien offert était à la hauteur de leurs attentes. Même si certains estimaient que le gouvernement n'avait pas agi assez rapidement, d'autres avaient l'impression que pour fournir de l'aide, le gouvernement fédéral devait d'abord recevoir une demande officielle du gouvernement provincial, et que cela expliquait sans doute les retards. Quelques participants s'entendaient pour dire qu'il aurait fallu communiquer plus clairement, tant au niveau fédéral que provincial, et rassurer la population quant au maintien de la chaîne d'approvisionnement pour la nourriture et les biens essentiels, de manière à éviter les comportements comme les achats de panique.

Interrogés sur les autres formes de soutiens que le gouvernement du Canada devrait fournir aux sinistrés, les participants ont fait plusieurs suggestions :

- Un soutien additionnel pour reconstruire les routes et les infrastructures endommagées. Les participants étaient d'avis que cette aide bénéficierait aux communautés touchées par les inondations et à l'ensemble du Canada en accélérant le rétablissement de la chaîne d'approvisionnement critique qui relie la Colombie-Britannique au reste du pays;
- Une aide financière pour les résidents qui ont perdu leurs maisons ou leurs biens dans les inondations, notamment dans les communautés ravagées comme Merritt, Princeton et Abbotsford;

- Un soutien aux agriculteurs qui ont perdu du bétail, des ressources et des infrastructures essentielles. Les participants ont ajouté qu'une grande partie de la population en Colombie-Britannique et ailleurs au Canada dépendait largement des produits alimentaires provenant de ces fermes; et
- L'élaboration d'un plan fédéral de gestion des risques pour rehausser l'état de préparation aux futures catastrophes climatiques. Les participants s'entendaient pour dire que les phénomènes climatiques extrêmes pourraient être plus fréquents à l'avenir, d'où l'importance pour le gouvernement fédéral de s'assurer de mettre en place des mesures afin de limiter les dommages.

Projet de loi 21 (voyageurs de la GRM)

Dans le groupe des résidents de la grande région de Montréal, quelques participants avaient entendu parler de cette enseignante du Québec qui avait été retirée de sa classe pour avoir porté le hijab, contrevenant du même coup à la loi québécoise (Projet de loi 21) qui interdit le port de symboles religieux pour certains employés du secteur public. Ces participants avaient entendu dire que l'enseignante était à l'emploi d'une commission scolaire anglophone et certains se sont demandé si la loi devrait s'appliquer dans ce cas, étant donné que cette commission scolaire comptait parmi celles qui avaient signé une pétition pour suspendre temporairement la loi. Par conséquent, certains s'entendaient pour dire qu'on devrait permettre à cette enseignante de demeurer en poste. Dans une autre discussion, les participants étaient peu nombreux à avoir entendu de la réponse du gouvernement fédéral dans cette affaire. Toutefois, certains avaient l'impression que les gouvernements du Canada et du Québec ne s'entendaient pas sur la loi qui interdit à de nombreux fonctionnaires de porter des symboles religieux visibles.

Perspectives à propos de la COVID-19

(tous les lieux)

Les participants de tous les groupes ont discuté de la pandémie de COVID-19 et de la réponse continue du gouvernement du Canada sur ce front. Les groupes du cycle de décembre s'étant réunis durant la première quinzaine du mois, les discussions ont eu lieu après la détection du variant Omicron, mais généralement avant que les autorités fédérales et provinciales ne prennent des mesures supplémentaires pour limiter sa propagation et réduire les pressions pesant sur le système de santé.

Bilan et prévisions relatives à la COVID-19 (voyageurs de l'est de l'Ontario, parents d'enfants de moins de 12 ans de Québec, résidents des basses-terres continentales de la Colombie-Britannique comptant acheter une propriété, leaders d'opinion de Toronto, résidents de grandes villes et de villes de taille moyenne de la Colombie-Britannique, francophones du Nouveau-Brunswick, parents d'enfants de moins de 12 ans de grandes villes du Manitoba, résidents de grandes villes de l'Alberta comptant acheter une propriété, résidents des Territoires du Nord-Ouest, voyageurs de la GRM)

Dix groupes devaient évaluer la performance du gouvernement du Canada au cours de la pandémie. Pour lancer la conversation, nous leur avons demandé ce que le gouvernement du Canada avait fait de bien dans sa gestion de la crise. La question a donné lieu à un large éventail de réponses, résumées ci-après :

- La fermeture précoce des frontières et l'arrêt des voyages non essentiels – Plusieurs participants trouvaient que le gouvernement du Canada avait agi vite et bien, au début de la pandémie, pour fermer les frontières internationales du pays et empêcher les déplacements non essentiels. D'autres ont ajouté qu'ils étaient heureux de s'être trouvés au Canada à ce moment-là et attribuaient leur relatif sentiment de sécurité en grande partie à la réponse du gouvernement fédéral;
- Les soutiens financiers tels que la Prestation canadienne d'urgence (PCU) et la Prestation canadienne de la relance (PCR) – Beaucoup ont mentionné que la mise sur pied rapide de ces programmes d'aide par le gouvernement fédéral ainsi que leur prolongation tout au long de la pandémie ou presque se révélaient cruciales pour permettre aux Canadiens de continuer à payer leurs factures et pour assurer une certaine sécurité financière aux personnes confrontées à une réduction de leurs heures de travail, à une mise à pied temporaire ou à la perte d'un emploi. Il a été signalé qu'en ce domaine, le bilan du Canada était de loin supérieur à celui d'autres pays, notamment les États-Unis;
- Le déploiement efficace des vaccins et un taux de vaccination relativement élevé au pays – De l'avis de nombreux participants, les efforts du gouvernement du Canada avaient largement abouti pour ce qui est d'acheter les vaccins, d'établir les infrastructures nécessaires à leur distribution et de veiller à ce que les segments les plus vulnérables de la population reçoivent leurs doses en priorité. Plusieurs estimaient que le processus avait été bien planifié et bien exécuté sur le plan logistique; selon eux, l'efficacité et la cadence soutenue de la campagne de vaccination avaient contribué à réduire l'anxiété des Canadiens à propos des vaccins;
- Les communications – Beaucoup ont salué la cohérence et la transparence des communications du gouvernement du Canada durant la pandémie. Les participants ont commenté en termes favorables les mises à jour régulières données par les responsables fédéraux et les experts en santé publique alors que la situation continuait d'évoluer. Les points de presse quotidiens du premier ministre dans les premiers mois de la pandémie ont aussi été cités par plusieurs pour leur effet rassurant dans un contexte de grande incertitude;
- Le recours efficace à des mesures de santé publique pour stopper la propagation – Plusieurs participants ont noté que le gouvernement fédéral avait mis en œuvre avec succès des mesures comme la vaccination obligatoire des voyageurs et des employés dans les secteurs sous

réglementation fédérale, notamment le transport aérien et ferroviaire. Le fait qu'il ait encouragé la population à suivre les consignes sanitaires (port du masque, lavage des mains, distanciation sociale) leur paraissait également avoir limité la progression du virus;

- L'adaptabilité – Nombre de participants trouvaient que le gouvernement du Canada avait su s'adapter à la trajectoire changeante de la COVID-19, en particulier à l'émergence des nouveaux variants Delta et Omicron. Des mesures précises ont été citées à cet égard : l'introduction d'exigences ciblées relatives aux voyages, l'envoi de membres des Forces armées canadiennes (FAC) en renfort au Québec, en Ontario, au Manitoba, en Alberta et en Saskatchewan, ainsi que la décision d'investir dans la capacité nationale de fabrication de vaccins en faisant construire une usine de production à Montréal, au coût de 126 millions de dollars.

Certains participants avaient une opinion assez neutre de la prestation du gouvernement du Canada, mais convenaient qu'il avait fait de son mieux, étant donné le caractère inédit de la situation. Quelques autres l'envisageaient sous un angle plus critique. Sans donner de détails précis, ces participants jugeaient que la réponse nationale à la pandémie laissait à désirer depuis le début.

Invités à dire dans quels domaines la réponse du gouvernement du Canada aurait pu être meilleure, les participants ont formulé diverses suggestions, dont certaines relevaient en partie ou exclusivement des compétences provinciales et territoriales :

- Un temps de réaction trop long pour fermer les frontières et des exigences changeantes relatives aux voyages tout au long de la pandémie – Certains trouvaient que le gouvernement fédéral aurait dû agir de façon plus décisive dès le début, en fermant plus tôt les frontières canadiennes pour n'autoriser que les voyages essentiels. Plusieurs déploraient également le manque de cohérence des mesures relatives aux voyages adoptées au fil des mois. D'autres se demandaient pourquoi des règles distinctes s'appliquaient aux déplacements par voie terrestre et par voie aérienne, estimant qu'elles auraient dû être identiques pour tous les voyageurs, peu importe le mode de transport. Quelques participants croyaient qu'il aurait fallu attendre avant de rouvrir les frontières, ou même s'en abstenir et conserver l'interdiction de voyager pour des raisons non essentielles;
- Une gestion inefficace de la PCU – Plusieurs participants avaient des réserves au sujet des différents soutiens financiers offerts par le gouvernement fédéral, en particulier la PCU. Il leur semblait que beaucoup de gens avaient profité de ces aides sans en avoir vraiment besoin ou sans remplir tous les critères d'admissibilité. Il aurait fallu définir les conditions d'accès à ces programmes de façon plus précise, selon eux, et exercer une surveillance accrue pour repérer les demandes contenant de faux renseignements. Certains s'inquiétaient du rôle joué par la PCU dans la forte hausse de la dette nationale et la montée de l'inflation. D'autres auraient souhaité que les répercussions fiscales de ces soutiens financiers soient clairement expliquées. Ils craignaient que les Canadiens (surtout les aînés) soient nombreux à ignorer que les prestations de la PCU sont imposables et aient une mauvaise surprise au moment de produire leur déclaration de revenus;
- Des aides et des mesures plus ciblées – D'après certains participants, les initiatives auraient dû prévoir une aide financière accrue pour le personnel de première ligne assurant des services essentiels, notamment dans le domaine de la santé. Ils trouvaient préoccupant que ces personnes aient travaillé dans des milieux à risque élevé tout au long de la pandémie, dans certains cas pour une rémunération identique ou à peine supérieure à ce que touchaient les bénéficiaires de la PCU.

Cette situation leur semblait injuste et certains estimaient qu'il aurait fallu offrir aux travailleurs essentiels un supplément pour leurs efforts et une compensation pour leur exposition prolongée à la COVID-19. Quelques-uns ont également signalé que les écoles et d'autres lieux très fréquentés avaient besoin de meilleurs systèmes de ventilation et qu'il était nécessaire de consacrer plus d'investissements au renforcement des mesures de protection;

- L'état de préparation à la pandémie – Plusieurs participants croyaient que le gouvernement du Canada ne s'était pas adéquatement préparé à cette pandémie, tant en ce qui concerne l'accès à des stocks d'équipement de protection individuelle (EPI) que la capacité de fabriquer des vaccins localement. Selon eux, après avoir constaté que d'importantes quantités de vaccins, d'EPI et de ventilateurs seraient nécessaires, le gouvernement fédéral aurait dû redoubler d'efforts pour se les procurer. Quelques participants estimaient aussi qu'il aurait dû confier aux FAC un plus grand rôle de soutien dans la réponse à la pandémie;
- Les communications – Certains reprochaient aux communications du gouvernement fédéral d'avoir parfois manqué de cohérence durant la pandémie. Selon leur perception, les Canadiens avaient reçu des messages contradictoires de la part des organismes fédéraux et des différents ordres de gouvernement (fédéral, provincial ou territorial). Plusieurs participants auraient également souhaité que le gouvernement du Canada formule ses communications sur un ton plus positif et encourageant, en soulignant les succès obtenus tandis que le pays bravait la crise. D'autres estimaient qu'il aurait dû faire plus d'efforts pour apaiser les tensions et les divisions sociales qui avaient surgi durant cette période;
- Les confinements, fermetures et ordres de vaccination – Certains participants ont fait valoir que les fermetures temporaires et les mises à l'arrêt de certains secteurs ou entreprises avaient causé plus de tort que le virus lui-même. Selon eux, ces mesures avaient lourdement pénalisé une foule de petites entreprises, y compris leurs propriétaires et leurs employés. D'autres ont mentionné que les confinements prolongés et les limites de rassemblement avaient eu des effets délétères sur la santé mentale de nombreux Canadiens. Enfin, quelques participants étaient d'avis que les ordres de vaccination et les systèmes de preuve vaccinale constituaient un abus de pouvoir de la part du gouvernement et qu'ils n'avaient pas lieu d'être, certains allant jusqu'à affirmer qu'aucune restriction n'aurait dû être instaurée.

Nous avons ensuite demandé aux participants si la gestion de la pandémie par le gouvernement du Canada leur paraissait meilleure, moins bonne ou sensiblement la même à l'heure actuelle qu'aux premiers jours de la crise. Les réactions ont varié. Alors qu'un nombre relativement faible de participants ont dressé un bilan plutôt négatif, la majorité jugeait que le gouvernement avait assuré une solide prestation tout au long de la pandémie, voire même qu'il avait fait des progrès. Quelques personnes aux opinions assez neutres ont expliqué qu'elles prêtaient moins attention aux informations et aux nouvelles à propos de la COVID-19 et des mesures prises par le gouvernement.

Les participants d'après qui la performance du gouvernement du Canada s'était maintenue grosso modo au même niveau considéraient généralement que les bons et les mauvais coups se valaient et que les experts en santé publique avaient tâché au mieux de s'adapter à une situation en constante évolution.

Parmi ceux dont l'évaluation était positive ou qui avaient noté une amélioration, il a été mentionné qu'après le chaos et l'incertitude des premiers mois de la pandémie, le gouvernement fédéral avait modifié sa réponse à la lumière des nouvelles avancées dans la compréhension du virus. L'opinion de ces participants était que le gouvernement du Canada, y voyant plus clair, pouvait maintenant appliquer une approche plus nuancée en matière de santé publique.

Le principal reproche adressé au gouvernement fédéral par ceux qui trouvaient que sa gestion de la pandémie s'était détériorée avec le temps concernait le caractère autoritaire et contraignant des mesures adoptées. Les restrictions de voyage, par exemple, leur donnaient l'impression d'une réaction plutôt que d'une réponse réfléchie et fondée sur des données probantes. De leur point de vue, ces restrictions étaient largement inefficaces pour endiguer la propagation de la COVID-19. Certains ont également fait allusion à une batterie de mesures qui leur semblaient malavisées – confinements, fermetures d'entreprises, port du masque obligatoire, ordres de vaccination – en ajoutant que de trop nombreuses restrictions locales restaient en vigueur à ce stade. À ce sujet, d'autres ont signalé qu'une certaine confusion régnait entre les mesures et les conseils de santé publique émanant du gouvernement fédéral, et ceux des provinces et des territoires. Certains participants ont souligné le manque d'uniformité et le caractère parfois contradictoire des messages diffusés par les responsables fédéraux et les experts en santé publique, et quelques-uns craignaient que l'approche de gestion fédérale ait des effets régressifs (vu le peu de progrès réalisés, selon eux, et les mesures actuelles qui leur paraissaient nuire plus qu'autre chose). Plusieurs ont affirmé qu'il était temps d'apprendre à cohabiter avec le virus et d'assouplir ou éliminer bon nombre des consignes sanitaires. Par ailleurs, certains estimaient que la réponse fédérale n'avait pas assez tenu compte des conséquences de la pandémie sur l'économie et la santé mentale de la population, problèmes qui atteignaient un point critique, d'après eux, et qui découlaient directement de la gestion de la crise par le gouvernement du Canada (à nouveau, cependant, les exemples donnés avaient souvent à voir avec les interventions d'un gouvernement provincial ou territorial).

La discussion a ensuite porté sur les attentes des participants à propos de la trajectoire de la pandémie. Pour débiter, nous leur avons demandé s'ils croyaient que le pire était passé. Même si une majorité était de cet avis dans tous les groupes, une proportion importante se montrait moins optimiste et redoutait que la situation se détériore avec l'émergence de nouveaux variants. Signalons qu'un certain nombre de participants hésitaient à faire des prévisions, vu la situation actuelle et la forte incertitude qui leur semblait avoir caractérisé l'évolution de la pandémie jusqu'à présent.

Chez ceux qui avaient le sentiment d'avoir traversé les pires heures de la pandémie, l'arrivée des vaccins et leur adoption généralisée étaient les principaux facteurs qui incitaient à l'optimisme. Ces participants croyaient qu'un haut niveau de vaccination des adultes, des jeunes et des enfants âgés de cinq ans ou plus réduirait le nombre de cas de COVID-19, et en particulier les conséquences les plus graves du virus, comme les hospitalisations et les décès. Ils s'attendaient également à ce que la récente introduction des doses de rappel (c.-à-d. la troisième dose) offre une protection encore plus complète à cet égard. Certains ont fait remarquer que l'atteinte d'une couverture vaccinale élevée était l'objectif poursuivi dès le départ et que, conjuguée à une immunité naturelle accrue, elle permettrait sans doute de renouer avec des habitudes plus normales dans un proche avenir. Il a été mentionné par quelques-uns qu'advenant une augmentation des cas au cours des prochains mois sous l'effet du variant

Omicron, les personnes les plus touchées par une nouvelle poussée de la transmission se limiteraient aux non-vaccinés. D'autres ont ajouté qu'après presque deux ans de pandémie, les hauts fonctionnaires, les experts en santé et les Canadiens ordinaires en savaient tous beaucoup plus sur le virus et s'étaient habitués à la nouvelle donne. Ces participants pensaient que l'application assidue des mesures de santé publique comme le port du masque, le lavage fréquent des mains et l'éloignement physique contribueraient également à éviter la contagion.

Les participants qui croyaient que le pire était encore possible voyaient l'émergence régulière de nouveaux variants comme un facteur déterminant. Certains ont indiqué que la population non vaccinée risquait d'alourdir la charge du système de soins de santé, en particulier si le nombre de cas augmentait sensiblement. De plus, certains pensaient que la pandémie persisterait tant et aussi longtemps qu'une grande partie du monde ne serait pas vaccinée et qu'il fallait consacrer plus d'efforts à la distribution de vaccins aux pays en développement. D'autres craignaient que même si la lutte contre la COVID-19 progressait et que les pressions sur le système de santé s'allégeaient, les difficultés économiques et les problèmes de santé mentale engendrés par cette pandémie au long cours soient susceptibles de durer, voire de s'aggraver dans les prochaines années. Certains s'inquiétaient à l'idée que la lassitude générale à l'égard de la pandémie suscite une certaine complaisance ou une indifférence délibérée en ce qui concerne le respect des mesures de santé publique, ce qui pourrait ouvrir la porte à une résurgence du virus.

À la question de savoir si la COVID-19 poserait toujours problème dans un an, presque tous les participants ont répondu qu'à leur avis, les effets du virus continueraient de se faire sentir. Beaucoup croyaient néanmoins qu'il finirait par devenir endémique et que les Canadiens pourraient bientôt reprendre leurs activités quotidiennes normales, quitte à devoir être inoculés annuellement. La plupart pensaient que la meilleure façon de procéder était d'apprendre à coexister avec le virus, en s'adaptant au besoin, mais de continuer à vivre le mieux possible. Un petit nombre de participants estimaient que la pandémie deviendrait moins problématique une fois les mesures de santé publique abolies, car les exigences sévères relatives aux voyages, les ordres de confinement, les systèmes de preuve de vaccination et l'obligation de porter le masque entravaient la reprise des activités normales.

Le variant Omicron (tous les lieux)

Tous les groupes ont discuté de l'émergence récente du variant Omicron, découvert par les autorités sanitaires de l'Afrique du Sud à la mi-novembre et désigné « préoccupant » par l'Organisation mondiale de la Santé à la fin du mois. Lorsque nous leur avons demandé s'ils étaient au courant de son existence, tous les participants ou presque ont dit en avoir au moins un peu entendu parler. Voici quelques-uns des détails qu'ils avaient vus, lus ou entendus :

- Le variant avait d'abord été détecté dans la région australe de l'Afrique, puis s'était propagé dans plusieurs pays d'Europe ainsi qu'au Canada;
- Bien qu'il soit plus contagieux que les souches précédentes, ses symptômes semblaient moins virulents et un cycle vaccinal complet éviterait sans doute de tomber gravement malade. Quelques participants ont dit avoir entendu le contraire, soit que certaines personnes présentaient des

symptômes sévères après avoir contracté ce variant. Il semblait donc y avoir eu des messages contradictoires à ce sujet;

- Certains avaient entendu dire que les vaccins contre la COVID-19 étaient moins efficaces pour ce variant, d'où le redoublement d'efforts pour distribuer plus largement les doses de rappel.

Nous avons demandé aux participants dans quelle mesure le variant Omicron les inquiétait. La plupart ont exprimé une relative indifférence à l'égard de cette toute dernière souche de la COVID-19, mais quelques-uns craignaient que la situation dégénère rapidement. Plusieurs ne savaient trop à quoi s'attendre, vu le caractère imprévisible du virus lors des vagues précédentes.

Les participants qui n'étaient pas particulièrement inquiets ont le plus couramment invoqué des facteurs tels que le degré élevé de prise vaccinale et les rapports préliminaires faisant état de symptômes plus légers associés à ce variant. Par ailleurs, certains croyaient qu'il fallait s'attendre à ce que les mutations du virus se poursuivent et à ce que de nouveaux variants voient le jour. Beaucoup croyaient également que les responsables de la santé publique étaient maintenant plus aptes à composer avec les nouveaux variants dès leur apparition, grâce aux données scientifiques et aux observations sur les tendances réunies jusqu'à présent. Plusieurs participants ont mentionné qu'ils s'étaient quelque peu désensibilisés au fil de la pandémie, et d'autres trouvaient exagérée la récente couverture médiatique du variant Omicron.

Le taux de transmissibilité élevé du variant Omicron a été cité par les participants plus inquiets. Selon eux, en dépit de ses symptômes apparemment bénins, ce variant risquait tout de même de mettre à rude épreuve le système de santé. D'autres se faisaient du souci pour les aînés, les personnes immunodéprimées et tous ceux qui n'avaient pas encore eu la possibilité de se faire vacciner, en particulier les jeunes enfants. Plusieurs ont dit que le nouveau variant les préoccupait, non pas tant pour des raisons de santé personnelle que par crainte qu'il entraîne d'autres mesures de santé publique, des confinements par exemple, et une prolongation des exigences actuelles relatives à la vaccination et au port du masque.

Lorsque nous avons demandé aux participants si l'apparition du nouveau variant avait modifié leurs attentes concernant la durée de la pandémie, beaucoup ont répondu que non. Leur expérience des vagues précédentes, et notamment des répercussions du variant Delta plus tôt cette année, les portait à croire que la COVID-19 demeurerait un problème dans un avenir prévisible. Les participants sont revenus sur les problèmes de santé mentale à long terme causés par la pandémie et par les restrictions et les mesures sanitaires qui y sont associées. Ils craignaient que la situation se détériore davantage si une résurgence du virus commandait de rétablir de telles mesures. Quelques personnes ont exprimé leur épuisement face à cet enjeu, répétant qu'ils avaient pratiquement cessé de suivre les nouvelles à ce sujet. D'autres croyaient que le virus perdurerait, mais qu'il poserait moins de danger avec le temps. Ils s'attendaient à ce que la COVID-19 finisse par devenir endémique, un peu comme la grippe.

Invités à dire s'ils avaient eu vent de mesures prises par le gouvernement fédéral pour limiter la propagation du variant Omicron, les participants se sont rappelés ce qui suit :

- L'interdiction des voyages à destination et en provenance de plusieurs pays d'Afrique australe considérés comme des points chauds du nouveau variant;

- Le renforcement des contrôles dans les aéroports canadiens, par exemple le dépistage à l'arrivée pour tous les voyageurs, même ceux qui sont vaccinés, ainsi que la quarantaine obligatoire pour ceux dont le test est positif;
- Les efforts visant à accélérer l'administration de la dose de rappel du vaccin contre la COVID-19 afin de protéger le plus de gens possible contre le nouveau variant;
- La recherche de solutions pour rapatrier les Canadiens se trouvant actuellement dans les pays touchés. Certains se rappelaient avoir entendu parler d'efforts menés par le gouvernement fédéral pour ramener au pays l'équipe féminine canadienne de hockey sur gazon qui s'était rendue en Afrique du Sud pour participer à un tournoi avant la mise en œuvre de ces mesures. L'équipe est rentrée au Canada le 9 décembre.

Pour faciliter la discussion et préciser les détails de la réponse du gouvernement du Canada, nous avons fourni les renseignements qui suivent aux participants :

À titre de mesure préventive, jusqu'au 31 janvier 2022, les mesures frontalières mises en place par le gouvernement du Canada seront solidifiées pour tous les voyageurs qui auront séjourné dans les pays d'Afrique affectés dans les 14 jours avant leur arrivée au Canada.

Les ressortissants étrangers qui ont voyagé dans l'un ou l'autre de ces pays au cours des 14 jours précédents ne seront pas autorisés à entrer au pays.

Peu importe leur statut vaccinal ou leur historique de résultat de dépistage positif de COVID-19, les citoyens canadiens, les résidents permanents et les personnes inscrites aux termes de la Loi sur les Indiens qui ont visité l'un de ces pays dans les 14 jours précédents seront soumis à des mesures de dépistage et de quarantaine renforcées.

Au cours des prochains jours, tous les voyageurs entièrement vaccinés qui arrivent par voie aérienne en provenance de pays autres que les États-Unis seront soumis à un test de dépistage à leur arrivée. Les voyageurs entièrement vaccinés devront également se mettre en quarantaine en attendant le résultat de leur test de dépistage subi à l'arrivée.

Ces mesures paraissaient raisonnables et appropriées à de nombreux participants, surtout dans l'immédiat, jusqu'à ce qu'on en sache plus sur le potentiel de propagation et la gravité du variant. Certains pensaient qu'un dépistage de suivi serait également utile pour le cas où des voyageurs obtiendraient un résultat positif dans les jours suivant leur arrivée au Canada. Il a été mentionné qu'en toute logique, les personnes déterminées à voyager en ce moment devaient s'attendre à des mesures renforcées. Plusieurs participants se demandaient pourquoi les voyageurs prenant l'avion depuis les États-Unis étaient exemptés des mesures supplémentaires. Sur ce point, quelques participants trouvaient cette politique potentiellement discriminatoire, dans la mesure où elle ciblait uniquement des pays africains, alors que d'autres pays comme le Royaume-Uni et le Danemark (également aux prises avec de forts taux de transmission du variant Omicron) n'étaient pas visés par l'interdiction d'entrée. Enfin, d'après un petit nombre de participants, ces mesures dénotaient un manque de confiance dans la capacité du vaccin à prévenir les conséquences graves du virus, ce qui avait de quoi décourager aussi bien les personnes vaccinées que celles qui hésitent à recevoir leur dose.

Lorsque nous leur avons demandé s'ils trouvaient ces mesures trop strictes ou pas assez, la plupart des participants ont répondu qu'elles étaient de circonstance. Certains ont fait remarquer que le gouvernement du Canada tâchait de prendre les devants pour protéger les citoyens et que ces mesures accrues assuraient un équilibre raisonnable entre les libertés individuelles et la sécurité publique. Cela dit, beaucoup croyaient que les États-Unis devraient également y être assujettis et que tous les voyageurs, peu importe leur point de départ, devraient être traités de la même manière. Plusieurs trouvaient logique de tester tous les voyageurs, quel que soit leur statut de vaccination, puisqu'on savait maintenant que les personnes entièrement vaccinées peuvent également contracter et transmettre le virus. En ce qui concerne le coût des tests de dépistage, les opinions ont divergé au sein des groupes : certains participants l'auraient souhaité plus abordable pour les voyageurs, alors que d'autres le considéraient comme un bon moyen de dissuasion à l'heure actuelle.

Plusieurs participants étaient favorables à un resserrement des restrictions, étant donné que le variant avait rapidement migré vers des continents comme l'Europe. De leur point de vue, il fallait limiter tous les déplacements non essentiels. Quelques-uns croyaient que le gouvernement fédéral devait aller plus loin et provisoirement interdire les voyages internationaux; ils reconnaissaient toutefois qu'une telle mesure aurait des répercussions économiques. Il a été suggéré que tous les passagers soient tenus de faire un test de dépistage rapide avant le départ ainsi qu'en arrivant au Canada. D'autres trouvaient que les voyageurs devraient s'isoler pendant un certain temps, car un résultat positif demeurait possible dans les jours suivant l'arrivée. Ces participants ont précisé que des vérifications seraient nécessaires, car il était peu probable que tous les voyageurs s'isolent volontairement.

Quoique nettement moins nombreux, certains participants trouvaient les exigences relatives aux voyages trop strictes. Selon eux, les mesures adoptées précédemment en réponse à l'essor du variant Delta avaient échoué à contrer la propagation du virus et ils ne voyaient donc pas pourquoi le même type d'approche aurait plus de succès cette fois-ci. Certains ont argué que ces restrictions pourraient avoir comme conséquence indirecte de saper la confiance du public dans l'efficacité des vaccins, en donnant l'impression qu'un cycle de vaccination complet ne suffit pas à protéger contre le virus. D'autres trouvaient que les tests de dépistage supplémentaires coûteraient cher aux voyageurs et que les mesures seraient essentiellement inefficaces puisque le variant Omicron était déjà présent au Canada. Quelques personnes préconisaient la levée de toutes les exigences et mesures relatives aux voyages, estimant qu'il était temps de laisser les gens retrouver un semblant de vie normale.

Nous avons demandé aux participants de tous les groupes, excepté ceux du nord de l'Ontario et du sud de l'Alberta, ce qu'ils pensaient du fait que les voyageurs entièrement vaccinés arrivant par avion des États-Unis n'avaient pas à subir de test de dépistage à leur arrivée. Tous ou presque doutaient du bien-fondé de cette exemption et pensaient qu'il fallait la supprimer. Plusieurs ont réitéré l'opinion selon laquelle, par principe d'équité et pour donner un vrai coup de frein au virus, les exigences de dépistage devraient être identiques pour tous les voyageurs, quel que soit leur pays de provenance. D'après beaucoup, tant que cette exemption serait en place, des voyageurs venant de pays où les taux de transmission sont élevés pourraient contourner les mesures en vigueur et entrer au Canada en passant par les États-Unis. Un petit nombre de participants ne voyaient pas d'inconvénient à la politique d'exemption des voyageurs pleinement vaccinés en provenance des États-Unis, car ils estimaient que la preuve de vaccination exigée rendait le dépistage superflu.

Les participants des deux autres groupes (nord de l'Ontario et sud de l'Alberta) devaient répondre à une question supplémentaire sur les stratégies de distribution possibles du vaccin de rappel contre la COVID-19 à la lumière de la découverte du variant Omicron. Invités à dire si la dose de rappel devrait être offerte à l'ensemble de la population canadienne ou seulement aux personnes qui présentent un risque accru de complications sévères, la plupart des participants ont recommandé un accès le plus large possible. Cela dit, il était généralement admis que la stratégie de distribution devrait se calquer sur le modèle par étapes adopté durant la première campagne de vaccination, de manière à donner la priorité aux personnes les plus vulnérables. Quelques participants hésitaient à se prononcer; ils souhaitaient qu'on ait en main davantage de données scientifiques sur le délai optimal entre les doses du vaccin, au lieu de presser les gens à obtenir leur dose de rappel sur-le-champ. Une poignée de participants qui s'étaient sentis contraints de recevoir les deux premières doses ont dit qu'ils n'avaient pas l'intention d'en recevoir une autre.

Mesures liées à la COVID-19 (voyageurs de l'est de l'Ontario, résidents des basses-terres continentales de la Colombie-Britannique comptant acheter une propriété, parents d'enfants de moins de 12 ans de Québec, leaders d'opinion de Toronto, résidents de grandes villes et de villes de taille moyenne de la Colombie-Britannique, francophones du Nouveau-Brunswick, parents d'enfants de moins de 12 ans de grandes villes du Manitoba, résidents des Territoires du Nord-Ouest)

Huit des douze groupes tenus en décembre ont eu des discussions plus poussées sur les mesures de santé publique liées à la COVID-19. Les rencontres se sont déroulées durant la première moitié du mois, après la découverte du variant Omicron, mais avant sa propagation dans l'ensemble du pays et le resserrement des mesures sanitaires.

Nous avons présenté aux participants une série d'initiatives de santé publique en cours ou potentielles, en leur demandant d'indiquer celles qui leur paraissaient les plus efficaces pour freiner la progression de la COVID-19 :

- *Interdire aux voyageurs non canadiens qui ont visité des pays considérés comme des points chauds de la COVID-19 de venir au Canada*
- *Soumettre tous les voyageurs étrangers à un test de dépistage avant leur embarquement à bord d'un avion à destination ou en provenance du Canada*

- *Soumettre tous les voyageurs en provenance de pays autres que les États-Unis à un test de dépistage à leur arrivée au Canada*
- *Soumettre tous les voyageurs à un test de dépistage à leur arrivée au Canada*
- *Accélérer le programme de rappel de vaccination COVID-19*
- *Faire des dons de vaccins aux pays en développement*
- *Encourager les Canadiens à suivre les mesures de santé publique, notamment le port du masque et la distanciation sociale*
- *Faire vacciner un plus grand nombre d'enfants*
- *Les mandats de vaccination qui exigent que les personnes soient entièrement vaccinées pour certains types de voyages et d'activités*

La plupart des participants pensaient que les initiatives axées sur le dépistage des voyageurs auraient le plus d'impact, en particulier le fait de tester tous les voyageurs internationaux à leur arrivée au Canada ainsi qu'avant leur embarquement à destination ou au départ du Canada. Aux yeux de beaucoup, la série de mesures liées aux voyages offrait une approche pratique, efficace et intégrée pour ralentir la propagation de la COVID-19. Plusieurs considéraient l'administration de tests à l'arrivée comme une mesure prudente qui permettrait d'identifier et d'isoler les personnes infectées, afin de ralentir ou d'empêcher la transmission au Canada de nouveaux variants en train de s'implanter à l'étranger. Autre avantage mentionné, cette approche permettrait au gouvernement du Canada d'appliquer des normes de dépistage uniformes au lieu de devoir se fier aux systèmes disparates mis en place dans les pays d'origine. Certains croyaient également qu'en plus de subir un test à l'arrivée, les voyageurs devraient faire un test de suivi pour le cas où ils contracteraient la COVID-19 peu après leur entrée au Canada. Les partisans du dépistage des voyageurs internationaux avant l'embarquement estimaient que cela éviterait des transmissions durant le trajet. D'autres ont renchéri en disant que cela donnerait aussi aux voyageurs l'assurance supplémentaire que tous les passagers de leur vol ont reçu un résultat négatif. Les seules réserves exprimées à l'égard de ces mesures concernaient leurs coûts potentiellement élevés et la difficulté de faire passer des tests à un volume élevé de voyageurs chaque jour. L'initiative consistant à tester tous les voyageurs sauf ceux venant des États-Unis a pour sa part reçu un accueil mitigé, la plupart des participants préconisant un dépistage universel et systématique pour empêcher le virus de s'étendre.

L'idée que le gouvernement fédéral donne des vaccins aux pays en développement afin de les aider à augmenter leur taux de vaccination a également reçu un bon accueil. De l'avis de nombreux participants, la pandémie persisterait jusqu'à ce que tous les pays du monde soient en mesure de vacciner leur population. En acheminant des doses aux pays qui en ont besoin, le gouvernement du Canada contribuerait non seulement à protéger ces populations, mais aussi à faire reculer la pandémie à l'échelle planétaire. Certains participants ont dit qu'ils seraient prêts à reporter leur dose de rappel si cela permettait d'accélérer la vaccination dans ces pays. Ceux qui étaient moins conquis par cette initiative ont soulevé le problème de la surveillance et des moyens à la disposition du gouvernement fédéral pour s'assurer que la distribution des vaccins est équitable.

L'interdiction d'entrée au Canada pour les voyageurs non canadiens ayant visité des pays considérés comme des points chauds de la COVID-19 passait pour une autre mesure prometteuse. Les

participants qui appuyaient cette interdiction y voyaient un moyen rapide et décisif pour le gouvernement du Canada d'endiguer la progression de la COVID-19. Quelques personnes ont ajouté que, même si elles ne préconisaient pas d'interdire à long terme les voyages en provenance de certaines régions, elles pensaient qu'à court terme (p. ex., pour une période de deux ou trois semaines) pareille mesure pourrait être utile. D'autres ont exprimé des doutes quant à l'efficacité de ce type d'initiative, vu la vitesse à laquelle le virus se propage. D'après eux, le gouvernement du Canada devrait déployer une panoplie de restrictions de voyage plus complète ou n'en utiliser aucune. Plusieurs ont également soulevé la possibilité que ces mesures soient perçues comme discriminatoires envers les pays qui sont des « points chauds » de la COVID-19 et qu'elles causent des difficultés aux étudiants étrangers inscrits dans des universités et des collèges canadiens. Dans ce dernier cas, il paraissait nécessaire de faire des exceptions.

Certains participants étaient en faveur d'encourager les Canadiens à continuer de suivre les mesures de santé publique comme la distanciation sociale et le port du masque. Selon plusieurs, le respect des mesures était une responsabilité individuelle et un aspect de la COVID-19 qui donnait aux particuliers le sentiment de pouvoir agir, mais également un moyen pour les Canadiens d'unir leurs efforts pour freiner la propagation. Les participants ont fait remarquer que beaucoup de gens avaient déjà intégré les pratiques sanitaires de base à leur quotidien et qu'il était important que le gouvernement fédéral continue à les promouvoir, vu le risque de complaisance ou de lassitude face à la pandémie. Beaucoup croyaient qu'elles avaient fait leurs preuves jusqu'à présent et offraient une protection supplémentaire aux personnes tant vaccinées que non vaccinées. Un petit nombre ont émis l'opinion que ces mesures, en particulier les masques, étaient relativement peu efficaces et que leur respect devrait être affaire de choix personnel.

Parmi les initiatives soumises aux groupes, celles qui se rapportaient à la campagne de vaccination en cours – soit la vaccination des enfants de 5 à 11 ans, le déploiement des doses de rappel et le recours aux mandats de vaccination – ont moins souvent été retenues. Plusieurs participants souscrivaient à l'idée de faire vacciner un plus grand nombre d'enfants, jugeant que ces derniers étaient un vecteur de transmission important et que la hausse du taux de vaccination des jeunes pourrait atténuer le phénomène. D'autres s'opposaient catégoriquement à cette mesure; selon eux, la COVID-19 posait un risque assez faible pour les enfants et l'on connaissait encore trop mal les effets des vaccins à long terme. Pour ce qui est d'accélérer le programme de rappel, les participants n'étaient pas contre, mais pensaient que cela aurait peu d'incidence. Beaucoup ne se croyaient pas admissibles au vaccin de rappel, car ils avaient cru comprendre que six mois devaient s'être écoulés depuis leur dernière dose. Certains se demandaient également si le vaccin de rappel n'allait pas être modifié pour cibler spécifiquement le variant Omicron. En ce qui concerne le recours aux mandats de vaccination dans le cadre d'activités précises, certains participants pensaient que c'était un moyen utile d'encourager les indécis à prendre rendez-vous et qu'une hausse générale des taux de vaccination limiterait fortement les risques pour tout le monde. Quelques personnes ont toutefois ajouté qu'elles appuyaient ces mandats à titre provisoire et ne souhaitaient pas les voir se prolonger plus longtemps qu'il le fallait pour réduire les transmissions et les hospitalisations, ni devenir permanentes.

Vaccination des enfants contre la COVID-19 (parents d'enfants de moins de 12 ans de Québec, parents d'enfants de moins de 12 ans de grandes villes du Manitoba)

Dans les deux groupes composés de participants ayant de jeunes enfants, des discussions ont eu lieu sur l'approbation prévue par Santé Canada des vaccins contre la COVID-19 destinés aux enfants de 5 à 11 ans. Nous avons rappelé aux parents que Santé Canada avait approuvé le vaccin Comirnaty de Pfizer-BioNTech le 19 novembre dernier et que sa distribution avait commencé dans certains territoires et provinces durant les semaines suivantes.

En guise d'entrée en matière, nous avons demandé aux participants s'ils avaient abordé le sujet des vaccins avec leurs enfants. Tous ont répondu que oui. Dans certains cas, les parents avaient pris l'initiative et dans d'autres, c'étaient les enfants qui avaient soulevé la question. Près de la moitié des participants des deux groupes ont dit avoir fait vacciner leurs enfants, tandis que l'autre moitié, non. Parmi ces derniers, beaucoup ont précisé qu'ils avaient pris rendez-vous et quelques-uns ne comptaient pas le faire.

Plusieurs facteurs avaient pesé dans la décision de ceux qui avaient choisi de faire vacciner leurs enfants :

- Les conseils des professionnels de la santé – Certains participants travaillaient eux-mêmes dans le milieu des soins ou avaient consulté des professionnels de la santé en qui ils avaient confiance pour s'assurer que la vaccination des enfants était sûre et efficace;
- La protection supplémentaire offerte par les vaccins – Bon nombre de participants trouvaient que le vaccin apportait un surcroît de protection contre le virus, tant à leurs enfants qu'aux personnes plus vulnérables de la famille, comme les grands-parents. Ils souhaitaient que leurs enfants puissent voir le reste de la famille et se disaient que s'ils étaient vaccinés, ils ne mettraient personne à risque;
- Les exigences en matière de vaccination – Un petit nombre de participants s'attendaient à ce que la vaccination des enfants devienne obligatoire et tenaient à ce que leurs enfants puissent continuer de participer à des activités sportives, récréatives et sociales.

Dans la généralité des cas, les parents qui hésitaient à faire vacciner leurs enfants ne s'y opposaient pas pour des raisons idéologiques. Ils ont plutôt exprimé le désir d'être mieux renseignés sur les effets secondaires possibles du vaccin à long terme. La plupart reportaient leur décision afin de pouvoir faire un choix éclairé. Certains avaient des réserves sur la technologie de l'ARN messenger utilisée dans les vaccins contre la COVID-19, se disant inquiets qu'elle modifie la structure génétique. D'autres, dont les enfants avaient des problèmes de santé ou des antécédents médicaux, voulaient des assurances que le vaccin était sûr dans leur cas particulier. Quelques-uns estimaient que les enfants couraient peu de risques de contracter la COVID-19 ou de tomber gravement malade si cela se produisait, et se

sentaient donc moins pressés d'agir. Plusieurs participants, y compris ceux dont les enfants étaient vaccinés, étaient sensibles aux raisons qui faisaient hésiter certains parents. Ils comprenaient la difficulté à laquelle les parents font face lorsqu'il s'agit de prendre des décisions qui concernent la santé de leurs enfants, surtout dans les circonstances actuelles.

Mesures de voyage et considérations liées à la COVID-19 (voyageurs de l'est de l'Ontario, voyageurs de la GRM)

Deux groupes tenus au mois de décembre se composaient de participants qui avaient récemment voyagé ou avaient l'intention de le faire. Quelques questions supplémentaires leur ont été posées sur les mesures de voyage fédérales liées à la COVID-19. Nous avons commencé par demander aux participants s'ils étaient au courant des exigences en matière de dépistage applicables lors du retour au Canada. Une majorité de participants des deux groupes ont répondu que oui, en précisant que les voyageurs devaient être pleinement vaccinés, présenter un test PCR négatif avant le départ et fournir l'adresse où ils passeraient leur quarantaine (le cas échéant). Certains ont mentionné que des protocoles supplémentaires s'appliquaient aux Canadiens non vaccinés qui rentrent au pays.

Afin de guider la discussion, nous leur avons présenté les renseignements ci-dessous.

Pour les voyageurs entièrement vaccinés, les exigences suivantes sont actuellement en vigueur ou le seront bientôt :

- *Doivent obligatoirement fournir le résultat d'un test de dépistage moléculaire (un test PCR) préalable à l'entrée dans la plupart des cas*
- *Doivent obligatoirement utiliser ArriveCAN pour fournir leurs renseignements de voyage avant et après leur entrée au Canada*
- *Doivent obligatoirement se soumettre à un test de dépistage à l'arrivée pour tous les vols en provenance de pays autres que les États-Unis*
- *Se mettre en quarantaine en attendant le résultat de leur test de dépistage*
- *Exemptés de subir un test de dépistage au huitième jour après leur arrivée*

La question de savoir si ces exigences étaient utiles et nécessaires a suscité des avis divergents. Alors que certains participants croyaient qu'elles aideraient à freiner ou enrayer la propagation de la COVID-19 au Canada, beaucoup ont aussi mentionné le lourd fardeau financier imposé aux voyageurs, qui devaient notamment assumer le coût des tests de dépistage moléculaire effectués à l'étranger. Plusieurs souhaitaient que le gouvernement fédéral s'efforce d'accroître la capacité d'approvisionnement du pays en tests antigéniques rapides. Selon eux, cela réduirait non seulement les coûts des voyageurs à l'extérieur du Canada, mais aussi le niveau de stress et les difficultés logistiques associés à l'obligation de se mettre en quarantaine en attendant les résultats. Certains ont

d'ailleurs signalé le côté frustrant de la quarantaine pour les voyageurs pleinement immunisés, puisque les vaccins avaient justement été promus comme un moyen d'éviter ce genre d'exigences et de retrouver une vie normale. Quelques participants ont noté que l'application ArriveCAN était un outil utile et intuitif, en particulier pour la recherche de contacts. En écho à des commentaires entendus lors d'autres discussions, les participants se demandaient pourquoi les voyageurs des États-Unis étaient exemptés des tests à l'arrivée; certains ont avancé l'idée que cette exemption avait davantage à voir avec les liens économiques entre le Canada et les États-Unis, qu'avec des considérations liées à la santé publique ou des preuves scientifiques.

Nous avons demandé aux participants qui avaient des projets de voyage à l'extérieur du Canada s'ils les avaient remis en question. Plusieurs personnes qui avaient prévu se rendre aux États-Unis, en Italie, au Portugal et au Costa Rica ont indiqué qu'elles n'étaient pas sûres de partir, vu l'incertitude entourant le variant Omicron, réputé hautement contagieux. Leur principale préoccupation était les circonstances au lieu de destination, et au premier chef la possibilité que des restrictions de voyage et des mesures sanitaires plus strictes soient adoptées face à une résurgence du virus. La perspective de contracter le virus les inquiétait moins. Certains participants ont confirmé que leurs plans tenaient toujours, sous réserve de faits nouveaux venant les contrecarrer, tandis que d'autres pensaient prendre une décision au cours des prochaines semaines ou des prochains mois, selon l'évolution de la situation. Quelques-uns ont mentionné que les changements continuels apportés aux règles en matière de voyage, tant au Canada qu'à l'étranger, avaient énormément compliqué la planification des déplacements tout au long de la pandémie.

Lorsque nous leur avons demandé s'ils comptaient prendre des précautions supplémentaires (au-delà des exigences de dépistage) durant leur voyage à l'extérieur du Canada, la plupart des participants ont dit qu'ils respecteraient les mesures de santé publique en vigueur dans le pays de destination. Plusieurs pensaient que le fait de suivre ces mesures, associé à la protection procurée par les vaccins, permettait de voyager à l'étranger avec un sentiment de confiance et de sécurité renouvelé. En définitive, les participants avaient l'impression qu'hormis l'adoption plus généralisée des tests de dépistage rapide, on ne pouvait pas faire grand-chose de plus, sur le plan individuel, pour se protéger contre la COVID-19 lors d'un voyage.

Évaluation d'une publicité du ministère des Finances Canada (résidents de grandes villes de l'Alberta comptant acheter une propriété, résidents des Territoires du Nord-Ouest, voyageurs de la GRM)









Les participants de trois des douze groupes tenus en décembre ont examiné une publicité à laquelle travaillait le gouvernement du Canada en vue de renseigner les Canadiens sur une série de nouveaux

programmes et initiatives économiques liés à la reprise post-pandémique. Nous avons présenté aux participants de l'Alberta et des Territoires du Nord-Ouest un scénarimage de la publicité, en leur expliquant que le produit final prendrait la forme d'une vidéo d'animation professionnelle. À ceux de la grande région de Montréal, nous avons montré le scénarimage en format vidéo. Nous avons indiqué aux participants des deux groupes que la publicité durerait 30 secondes et qu'elle était destinée à la télévision.

Scénarimage d'une publicité du ministère des Finances Canada (résidents de grandes villes de l'Alberta comptant acheter une propriété, résidents des Territoires du Nord-Ouest)

Récupération de COVID - 30 SEC. Télé

LE STYLE D'ANIMATION SERA FLUIDE, AMICAL ET PLEIN D'ENTRAÎN POUR AIDER À INSUFFER UNE ÉNERGIE AU FILM. LES ÉLÉMENTS DE CHAQUE SCÈNE SE DÉPLACERONT ET INTERAGIRONT, CRÉANT UN MONDE VIVANT DANS CHAQUE BULLE. VOIR LES PAGES 6 À 8 POUR LE TRAITEMENT DÉTAILLÉ DES ANIMATIONS.

<p>Cadre 1</p> <p>Programme de relance pour le tourisme et l'accueil</p> 	<p>Cadre 2</p> <p>Programme de relance pour le tourisme et l'accueil</p> 	<p>Cadre 3</p> <p>Programme de relance pour les entreprises les plus durement touchées</p> 	<p>Cadre 4</p> <p>Programme de relance pour les entreprises les plus durement touchées</p> 
<p>Nous commençons par le scénario de l'hôtel qui s'ouvre rapidement sur une bulle.</p> <p>SUPER: Programme de relance pour le tourisme et l'accueil</p>	<p>La mère arrive sur les lieux. Nous voyons la scène en mouvement : le bébé bouge, la réceptionniste donne à la famille la carte de la chambre et la mère utilise un désinfectant d'une bouteille.</p> <p>VO: Se remettre de la pandémie signifie</p>	<p>La bulle du scénario précédent se ferme rapidement et la bulle du deuxième scénario s'ouvre.</p> <p>SUPER: Programme de relance pour les entreprises les plus durement touchées</p>	<p>La bulle s'ouvre et s'agrandit pour nous montrer le scénario suivant : le centre de conditionnement physique. Nous voyons la scène en mouvement : une fille marche sur un tapis roulant et un homme lève des poids.</p> <p>VO: rebâtir une économie qui ne laisse personne pour compte.</p>
<p>Cadre 5</p> <p>Programme d'embauche pour la relance économique du Canada</p> 	<p>Cadre 6</p> <p>Programme d'embauche pour la relance économique du Canada</p> 	<p>Cadre 7</p> <p>Prestation canadienne pour les travailleurs en cas de confinement</p> 	<p>Cadre 8</p> <p>Prestation canadienne pour les travailleurs en cas de confinement</p> 
<p>La bulle du scénario précédent se ferme rapidement et la bulle du prochain scénario s'ouvre.</p> <p>SUPER: Programme d'embauche pour la relance économique du Canada</p>	<p>La bulle s'ouvre encore une fois et s'agrandit pour nous montrer le scénario suivant : le restaurant. Nous voyons la scène en mouvement : la serveuse place une assiette sur la table et s'éloigne, alors que les deux hommes continuent de manger.</p> <p>VO: Pour les propriétaires d'entreprises et les Canadiens qui éprouvent toujours des difficultés.</p>	<p>La bulle du scénario précédent se ferme rapidement et la bulle du dernier scénario s'ouvre.</p>	<p>La bulle s'ouvre et s'agrandit pour nous montrer le dernier scénario : le salon de coiffure. Nous voyons la scène en mouvement : le travailleur tourne l'affiche « Ouvert » du côté « Fermé ».</p> <p>SUPER: Prestation pour les travailleurs en cas de confinement</p> <p>VO: des programmes de soutien financier ciblés sont disponibles aujourd'hui.</p>

Le scénarimage ci-dessus débute par deux cadres portant le titre « Programme de relance pour le tourisme et l'accueil », avec une bulle montrant une famille qui se présente à la réception d'un hôtel. Sous chaque cadre se trouve une description de ce que les téléspectateurs verraient dans la version finale de la publicité vidéo de 30 secondes. Pour les deux premiers cadres, la description se lit comme suit : « Nous commençons par le scénario de l'hôtel qui s'ouvre rapidement sur une bulle. La mère arrive sur les lieux. Nous voyons la scène en mouvement : le bébé bouge, la réceptionniste donne à la famille la carte de la chambre et la mère utilise un désinfectant d'une bouteille ». Les troisième et quatrième cadres s'intitulent « Programme de relance pour les entreprises les plus durement touchées » et mettent en scène un centre de conditionnement physique. Cette description est fournie en dessous : « La bulle du scénario précédent se ferme rapidement et la bulle du deuxième scénario s'ouvre. La bulle s'ouvre et s'agrandit pour nous montrer le scénario suivant : le centre de conditionnement physique. Nous voyons la scène en mouvement : une fille marche sur un tapis roulant et un homme lève des poids ». À la ligne suivante, les cinquième et sixième cadres s'intitulent « Programme d'embauche pour la relance économique du Canada » et comportent une bulle montrant deux personnes assises à une table. La description se lit comme suit : « La bulle du scénario précédent se ferme rapidement et la bulle du prochain scénario s'ouvre. La bulle s'ouvre encore une fois et s'agrandit pour nous montrer le scénario suivant : le restaurant. Nous voyons la scène en mouvement : la serveuse place une assiette sur la table et s'éloigne, alors que les deux hommes continuent de manger ». Les septième et huitième cadres s'intitulent « Prestation canadienne pour les travailleurs en cas de confinement » et s'accompagnent de la description suivante : « La bulle du scénario précédent se ferme rapidement et

la bulle du dernier scénario s'ouvre. La bulle s'ouvre et s'agrandit pour nous montrer le dernier scénario : le salon de coiffure. Nous voyons la scène en mouvement : le travailleur tourne l'affiche "Ouvert" du côté "Fermé" ».

Récupération de COVID - 30 sec. Télé

LE STYLE D'ANIMATION SERA FLUIDE, AMICAL ET DYNAMIQUE AFIN D'APPORTER DE L'ÉNERGIE AU PUBLICITÉ. LES ÉLÉMENTS DE CHAQUE SCÈNE BOUGERONT ET RÉAGIRONT LES UNS AUX AUTRES, CRÉANT AINSI UN MONDE VIVANT À L'INTÉRIEUR DE CHAQUE BULLE. VOIR PAGES 6 - 8 POUR LE TRAITEMENT DÉTAILLÉ DE L'ANIMATION.



Canada | McCANN

Deux cadres viennent conclure le scénarimage. Il s'agit d'un écran sans texte comportant une feuille d'érable et le logo officiel du gouvernement du Canada. Cette description figure en dessous : « La bulle se transforme en feuille d'érable. Le logo du Canada et les renseignements obligatoires apparaissent ».

Vidéo du ministère des Finances Canada (voyageurs de la GRM)

[Finance Canada 30s FR 1215 2PM](#)

La vidéo ci-dessus débute par un plan intitulé « Programme de relance pour le tourisme et l'accueil » où l'on voit, dans une bulle, l'image d'une famille qui se présente à la réception d'un hôtel. Le narrateur dit : « Se remettre de la pandémie signifie rebâtir une économie qui ne laisse personne pour compte », pendant que la réceptionniste remet à la famille la carte de la chambre; le père tient un nourrisson et la mère utilise un désinfectant pour les mains. Le plan suivant, intitulé « Programme de relance pour les entreprises les plus durement touchées » présente, dans une bulle, l'image d'un salon de coiffure dont un employé retourne la pancarte d'« ouvert » à « fermé ». Le narrateur dit : « Pour les propriétaires d'entreprises et les Canadiens qui éprouvent toujours des difficultés... ». La scène suivante, intitulée « Programme d'embauche pour la relance économique du Canada », montre deux hommes attablés au restaurant et une serveuse qui leur apporte un plat. Le narrateur continue : « ...des programmes de soutien financier ciblés sont disponibles aujourd'hui ». Le plan suivant, intitulé « Prestation canadienne pour les travailleurs en cas de confinement » montre, dans une bulle, l'image d'un centre de conditionnement physique. On y voit une femme qui marche sur un tapis roulant et un homme assis qui lève des poids. Le narrateur dit : « C'est le moment de bâtir une économie plus résiliente ». La bulle du centre de conditionnement physique se transforme en feuille d'érable et Le narrateur dit : « Consultez [Canada.ca/le-coronavirus](https://canada.ca/le-coronavirus) pour connaître les programmes de soutien financier qui vous sont offerts ». Le dernier plan présente le logo du gouvernement du Canada, et les mots « Un message du gouvernement du Canada » viennent conclure la vidéo.

Les participants ont été nombreux à remarquer et apprécier le ton optimiste de la publicité. Ils la trouvaient positive et dynamique et aimaient qu'elle mette l'accent sur l'après-pandémie et la relance économique. Le ton de l'annonce leur semblait rafraîchissant en comparaison du ton plutôt sérieux, selon eux, qui avait caractérisé les messages des divers ordres de gouvernement presque tout au long de la pandémie. Quelques participants ont tout de même mentionné que le contenu ressemblait à celui d'autres communications fédérales sur le sujet, d'où son côté un peu répétitif. D'autres ne savaient pas très bien si la publicité cherchait à promouvoir des programmes de relance existants ou de nouvelles initiatives. Un petit nombre de participants se sont montrés plus critiques à l'égard de son contenu, exprimant un certain cynisme quant à la possibilité que les programmes en question aient des effets bénéfiques tangibles pour les particuliers et les entreprises de leur collectivité. Certains auraient trouvé utile qu'on donne plus de précisions sur l'utilisation concrète de ces programmes.

Plusieurs personnes estimaient que le concept publicitaire était simplement trop succinct pour la nature du propos. Ils trouvaient difficile d'absorber tous les renseignements transmis en si peu de temps et n'avaient pas forcément le réflexe d'aller consulter le site Web du gouvernement du Canada pour en savoir plus. Les participants de Montréal, qui avaient visionné la version vidéo, avaient parfois eu du mal à suivre de front la narration et l'animation. Plusieurs ont précisé que la cadence rapide des éléments visuels faisait qu'il était difficile d'assimiler l'information donnée en parallèle par la voix hors champ ou le narrateur.

Aux dires de la plupart des participants, le message principal de la publicité était que la reprise économique se profilait à l'horizon et que le gouvernement du Canada proposait diverses initiatives pour aider les particuliers et les petites entreprises en mauvaise posture financière à cause de la pandémie. De l'avis de certains, elle se destinait tout particulièrement aux travailleurs et aux entrepreneurs durement éprouvés durant cette période. Plusieurs en retenaient un message d'espoir et d'optimisme, qui laissait entrevoir une activité économique plus vigoureuse et un retour à des habitudes plus normales dans un proche avenir.

Lorsque nous avons demandé aux participants de décrire les points forts de la publicité, beaucoup ont répondu qu'elle communiquait de l'information sur une série d'initiatives économiques pertinentes pour les nombreux Canadiens qui avaient traversé toutes sortes de difficultés au cours de la pandémie. Outre le ton optimiste de l'annonce, le caractère inclusif et diversifié de ses images a également été cité comme un point positif, dans la mesure où il renforçait l'idée que les Canadiens avancent ensemble. Selon d'autres, enfin, on voyait très bien que le gouvernement du Canada en était l'auteur.

Au chapitre des points faibles, certains participants ont reparlé de la cadence rapide de la publicité, en faisant remarquer qu'elle contenait trop d'informations pour une vidéo de 30 secondes. Certains auraient préféré voir une série d'annonces, ou plusieurs versions de la même annonce, ce qui permettrait de braquer les projecteurs sur un programme précis ou sur des programmes de même nature. Les participants étaient curieux d'en savoir plus sur le fonctionnement des programmes, leurs critères d'admissibilité et l'aide financière prévue. Donner des exemples concrets, pratiques, de ces soutiens financiers en les montrant à l'œuvre leur paraissait un bon moyen de les promouvoir et de répondre aux questions les concernant. Les autres critiques ont souvent porté sur les aspects visuels :

- La publicité mettait trop l'accent sur des personnes occupant des emplois peu rémunérateurs;
- Il y avait un décalage perçu entre les images et le contenu – par exemple, certains participants pensaient que les Canadiens en manque d'argent n'iraient probablement pas souvent prendre un café;
- La possibilité que les soutiens financiers décrits se concrétisent ou produisent les résultats espérés faisait des sceptiques, qui craignaient que le message donne de faux espoirs aux Canadiens;
- En ce qui concerne le ton de l'annonce, même si l'approche optimiste et enjouée plaisait, certains participants trouvaient aussi qu'on avait manqué l'occasion de reconnaître les conséquences de la pandémie au-delà des aspects financiers, par exemple ses effets sur la santé mentale et la cohésion sociale.

En règle générale, les participants pensaient que le langage utilisé était facile à comprendre et accessible pour la plupart des Canadiens. Quelques-uns ont signalé des aspects moins clairs, surtout liés au désir qu'ils avaient de trouver dans la publicité des détails pratiques sur les moyens d'accéder à ces programmes. Ils ont mentionné qu'à cette fin, il serait utile de mieux mettre en évidence l'adresse URL du site Web, de créer une adresse électronique plus courte ou d'indiquer d'autres moyens de communication, par exemple un numéro sans frais pour les personnes moins à l'aise en ligne.

En ce qui concerne le public cible, la plupart croyaient que le message s'adressait aux Canadiens à revenu faible ou moyen touchés financièrement par la pandémie ainsi qu'aux petites entreprises ou aux entrepreneurs qui avaient vécu des heures difficiles à cause d'une baisse d'activité, des limites de capacité qui leur avaient été imposées et des confinements. À la question de savoir si cette publicité se démarquerait à la télévision, plusieurs participants qui avaient examiné le scénarimage statique pensaient que oui, même si certains ont ajouté qu'ils y porteraient sans doute peu attention, puisque les programmes ne les concernaient pas personnellement. Ceux qui avaient regardé le scénarimage vidéo ont exprimé des opinions plus contrastées. Certains trouvaient la publicité accrocheuse, mais d'autres trouvaient qu'elle manquait de dynamisme et que son style et son contenu rappelaient d'autres messages liés à la pandémie, d'où une impression de déjà vu. Il a été suggéré qu'elle pourrait rejoindre un plus large public, notamment celui des jeunes Canadiens, si en plus de passer à la télévision, elle était diffusée sur les plateformes de médias sociaux et sur YouTube en tant que publicité d'avant programme.

Nous avons soumis aux participants deux versions légèrement différentes du message lu par le narrateur :

- *Version originale* : « Se remettre de la pandémie signifie rebâtir une économie qui ne laisse personne pour compte. Pour les propriétaires d'entreprises et les Canadiens qui éprouvent toujours des difficultés, des programmes de soutien financier ciblés sont disponibles aujourd'hui. C'est le moment de bâtir une économie plus résiliente. »
- *Autre version* : « Se remettre de la pandémie signifie rebâtir une économie qui ne laisse personne pour compte. Vous pouvez accéder dès maintenant à des programmes de soutien financier ciblés, faits pour les propriétaires d'entreprises et les Canadiens qui en ont besoin. C'est aujourd'hui qu'il faut bâtir une économie plus résiliente. »

Les trois groupes ont généralement préféré l'autre version à la version originale, pour diverses raisons. Les participants qui ont choisi la seconde narration trouvaient qu'elle insistait davantage sur l'unité, tout en lançant un appel personnel à l'action. Ce double accent découlait de la formulation utilisée par le narrateur, qui s'adresse aux Canadiens collectivement ainsi qu'individuellement (« vous pouvez accéder dès maintenant à des programmes de soutien financier ciblés... »). De plus, le choix d'utiliser « dès maintenant » plutôt que « C'est le moment » leur semblait conférer un caractère d'immédiateté ou d'urgence au message. Certains participants ont également noté que la formulation originale ciblait explicitement les personnes éprouvées par la pandémie, alors que l'autre version était plus inclusive. Les rares personnes qui ont préféré la narration originale aimaient son côté direct et le fait qu'elle identifie clairement les gens qui profiteraient des programmes. En comparaison, l'autre version leur paraissait un peu trop générale ou vague.

Résultats détaillés – Partie II : Autres enjeux

Mot-symbole du gouvernement du Canada (résidents du nord de l'Ontario, résidents du sud de l'Alberta, parents d'enfants de moins de 12 ans de Québec, résidents de grandes villes et de villes de taille moyenne de la Colombie-Britannique, francophones du Nouveau-Brunswick, parents d'enfants de moins de 12 ans de grandes villes du Manitoba)

Dans six groupes, les participants ont discuté de l'information qu'ils reçoivent du gouvernement du Canada et en particulier de la façon dont ils reconnaissent les renseignements et les messages provenant du gouvernement fédéral qui sont diffusés à la télévision, dans les médias sociaux, dans les journaux et à la radio.

Nous avons d'abord demandé aux participants comment ils distinguaient les renseignements et les messages du gouvernement du Canada de ceux provenant d'autres sources, y compris les renseignements qu'ils voient en ligne, à la télévision, dans les journaux ou à l'extérieur de leur domicile, comme sur les panneaux publicitaires et les abribus. Les participants ont fourni plusieurs réponses et commentaires :

- L'information provenant du gouvernement du Canada est souvent accompagnée d'un « logo » qui le représente. Plusieurs participants se rappelaient que cette image contient le mot « Canada » écrit en caractères uniques et « officiels », de même que le drapeau canadien;
- Habituellement, les communications fédérales mentionnent explicitement qu'elles proviennent du gouvernement du Canada (c.-à-d. que le message est communiqué au nom du gouvernement du Canada). Bon nombre de participants se rappelaient que les communications étaient accompagnées d'un message du genre « ce message vous est présenté par le gouvernement du Canada », que ce soit sous forme audio ou écrite; et
- Les communications du gouvernement du Canada qui font mention d'un site Web sont facilement vérifiables puisqu'elles contiennent le nom de domaine de deuxième niveau « gc.ca ».

Plusieurs participants étaient d'avis que les communications du gouvernement du Canada étaient très cohérentes et familières, et que généralement, l'information pouvait être considérée comme crédible et fiable. Certains ont aussi indiqué qu'en cas de doute quant à la légitimité d'une source, ils se tournaient habituellement vers un site Web officiel du gouvernement du Canada pour valider l'information. Une poignée de participants ont mentionné qu'ils avaient parfois de la difficulté à distinguer l'information de source fédérale de celle provenant d'un gouvernement provincial, mais que

certains éléments visuels comme les couleurs utilisées pour le mot-symbole du gouvernement du Canada étaient des identifiants utiles.

Par la suite, nous avons demandé aux participants comment ils pouvaient savoir si une information provenait du gouvernement du Canada simplement en l'entendant (à la radio, par exemple), comparativement aux messages diffusés dans les médias traditionnels ou numériques et qui contiennent des indices visuels. Plusieurs identifiants ont été mentionnés :

- Plusieurs participants se sont rappelé que la plupart des communications du gouvernement fédéral se terminent par une narration vocale (certains ont supposé que la voix était toujours féminine) qui informe les auditeurs que le message est « commandité par le gouvernement du Canada ». Bon nombre d'entre eux ont avoué que cette voix dans les messages et les publicités du gouvernement fédéral leur était devenue familière puisqu'ils l'entendaient depuis plusieurs années;
- Plusieurs ont aussi identifié l'air ou le « refrain publicitaire » qui accompagne les communications du gouvernement fédéral et qui reprend les quatre premières notes de l'« Ô Canada ». Ce type de « marque sonore » était hautement reconnaissable et certains participants ont pu fredonner le court refrain, alors que d'autres se souvenaient à tout le moins du son distinctif de la signature musicale utilisée par le gouvernement du Canada; et
- Quelques participants ont mentionné que les communications du gouvernement du Canada avaient souvent un ton plus « officiel » que les autres publicités à la radio qui les distinguent clairement.

Le mot-symbole du gouvernement du Canada a été présenté à l'écran à l'intention des participants.

Mot-symbole du gouvernement du Canada



Canada

Dans l'image ci-dessus, le mot « Canada » est écrit en noir sur fond blanc. Au-dessus du dernier « a », on voit le drapeau canadien rouge et blanc.

Plusieurs ont confirmé qu'il s'agissait du logo auquel ils avaient fait allusion plus tôt dans la discussion. Lorsque nous leur avons demandé s'ils avaient déjà vu ce symbole, presque tous les participants ont répondu par l'affirmative. Bon nombre d'entre eux voient régulièrement le mot-symbole, que ce soit

par écrit ou en ligne, lorsqu'ils interagissent avec les ministères et agences du gouvernement fédéral dont Service Canada ou l'Agence du revenu du Canada (ARC) lorsqu'ils accomplissent des tâches du quotidien, comme la production des déclarations de revenus, l'obtention de licences ou de permis, ou pour tous autres besoins de nature administrative. Certains participants se rappelaient également avoir vu ce mot-symbole sur les immeubles fédéraux, en association avec la Gendarmerie royale du Canada (GRC), à la fin des publicités du gouvernement du Canada à la télévision et sur la correspondance d'organisations financées par le fédéral.

Lorsque nous leur avons demandé de décrire ce que signifiait le mot-symbole pour eux, plusieurs participants ont mentionné qu'il venait confirmer que les communications qu'ils avaient reçues étaient officielles, fiables et que l'information qu'elles contenaient était importante ou méritait leur attention. Quelques-uns ont émis une réserve selon laquelle même si le mot-symbole conférait de la légitimité à l'information en indiquant qu'elle provenait du gouvernement du Canada, ils hésitaient à dire qu'on devrait la considérer comme étant entièrement digne de confiance. Certains avaient l'impression que, selon le sujet, l'information provenant du gouvernement du Canada pourrait être erronée ou appelée à changer au fil du temps. Presque tous les participants s'entendaient pour dire que le mot-symbole représente bien le gouvernement du Canada. Quelques-uns ont indiqué que le drapeau canadien et la feuille d'érable étaient les images qu'on associait le plus souvent au gouvernement du Canada et à notre nation.

Pour ce qui est de ce que signifie le mot-symbole pour eux personnellement, les participants ont émis plusieurs commentaires représentant différents points de vue :

- Plusieurs ont indiqué que le mot-symbole leur inspirait de la fierté envers le Canada. Ils ont exprimé leur profonde satisfaction en tant que Canadiens et considéraient que le mot-symbole renforçait ce sentiment;
- Certains ont indiqué que le mot-symbole servait à représenter leur chez-soi et quand ils l'apercevaient en voyage à l'étranger, celui-ci leur donnait un sentiment de confort et de sécurité;
- D'autres ont mentionné le caractère inclusif du mot-symbole, ajoutant qu'il représentait tous les Canadiens au pays et ceux qui vivent à l'étranger;
- Quelques participants ont indiqué qu'ils associaient habituellement ce symbole à la correspondance officielle, comme les avis d'imposition ou la production de déclarations de revenus, qu'ils considéraient être une source de stress et d'anxiété. Par conséquent, le mot-symbole inspire de l'anxiété à certains, surtout quand la correspondance vise à corriger des erreurs commises dans leurs déclarations;
- Certains ont indiqué que leurs opinions du mot-symbole varient selon l'information qui s'y rattache et leurs perceptions, négatives ou positives, des communications reçues; et
- Quelques participants ont mentionné qu'ils avaient tendance à associer le symbole au gouvernement élu plutôt qu'à l'institution qu'est le gouvernement du Canada.

En ce qui concerne les sentiments favorables, neutres ou défavorables à l'égard du mot-symbole, la grande majorité des participants a affirmé que celui-ci suscitait des émotions principalement positives. Comme mentionné précédemment, quelques-uns ont toutefois réagi de façon négative, surtout ceux qui ressentaient de l'anxiété lorsqu'ils recevaient de la correspondance officielle du gouvernement du

Canada. Quelques autres ont également affirmé que le mot-symbole leur faisait penser aux injustices sociales antérieures, comme les relations historiques du gouvernement fédéral avec les peuples autochtones. Plusieurs ont mentionné que le mot-symbole ne suscitait aucune réaction positive ou négative, mais qu'il revêtait un caractère plus neutre dans leur esprit.

Les participants comprenaient et reconnaissaient généralement la valeur à utiliser le mot-symbole dans toutes les communications du gouvernement du Canada pour assurer une certaine uniformité grâce à un élément visuel facilement reconnaissable. Certains ont reconnu que le mot-symbole était un élément de marque important pour l'institution du gouvernement du Canada, au même titre que les marques que la plupart des organisations des secteurs public et privé utilisent dans leurs stratégies de marketing pour solidifier et renforcer la préférence de marque chez les consommateurs et les parties intéressées. D'autres étaient d'avis que le mot-symbole avait pour but de promouvoir l'unité en agissant comme symbole d'unification pour tous les Canadiens d'un océan à l'autre.

En ce qui concerne les attentes quant à l'utilisation et à l'application du mot-symbole, quelques participants ont indiqué qu'ils s'attendraient à voir celui-ci sur les immeubles fédéraux officiels (p. ex., le Parlement, les immeubles de bureaux fédéraux, les divisions de divers ministères et agences du gouvernement du Canada, et les comptoirs de service dans leurs communautés). D'autres s'attendraient à le voir sur toute la correspondance fédérale, imprimée ou en ligne, de même que dans les endroits où on pourrait s'attendre à interagir avec des représentants du gouvernement du Canada ou à recevoir des services de celui-ci, y compris les aéroports, les douanes, les ambassades et les consulats du Canada à l'étranger.

La plupart des participants s'entendaient pour dire que le mot-symbole évoque un sentiment de confiance. Bon nombre d'entre eux étaient convaincus que l'information reçue pourrait être considérée comme étant importante, légitime et généralement transmise de manière partielle et factuelle. Quelques-uns ont précisé que même s'ils étaient persuadés que l'information provenait du gouvernement du Canada, ils ne la considéraient pas automatiquement comme étant exacte et n'hésiteraient pas à remettre en question certains renseignements qu'ils jugent erronés, surtout lorsque cela concerne des affaires personnelles, comme les déclarations de revenus.

Nous avons fait jouer la signature musicale du gouvernement du Canada aux participants; presque tous l'ont reconnue, l'ayant déjà entendue à la télévision ou à la radio.

Signature musicale du gouvernement du Canada



GC approved musical signature for FIP.wav

Ceci est un court audioclip de deux secondes où on peut entendre les premières notes de l'hymne national du Canada.

Plusieurs participants ont confirmé qu'il s'agissait du « refrain publicitaire » auquel ils avaient fait allusion précédemment. Lorsque nous leur avons demandé les raisons pour lesquelles le gouvernement du Canada utiliserait cette signature musicale dans ses communications, la plupart des

participants croyaient que le but premier était de fournir un indice sonore pour rappeler aux auditeurs qu'il s'agissait d'un message du gouvernement fédéral. Selon eux, cet élément de marque est particulièrement utile pour les messages diffusés à la radio. Reprenant les commentaires formulés plus tôt, plusieurs ont ajouté que la signature musicale utilisait les premières notes de notre hymne national et qu'ils la trouvaient généralement accrocheuse et facile à reconnaître.

Opioides (nord de l'Ontario, sud de l'Alberta)

Deux groupes ont discuté de la question des opioïdes, plus particulièrement de l'augmentation des cas de dépendance aux opioïdes et des décès signalés dans tout le pays qui lui sont attribuables.

À la question de savoir s'ils avaient entendu parler des opioïdes dans les nouvelles ou pouvaient préciser ce qu'ils savaient de la question, la plupart des participants ont répondu qu'ils savaient de quoi il s'agissait et se sont dits préoccupés. Certains ont parlé des conséquences que le problème avait sur eux personnellement, leur collectivité ou des personnes qu'ils connaissaient directement ou indirectement. Si certains se souvenaient d'avoir entendu parler du problème des opioïdes dans les médias, d'autres étaient d'avis que ces derniers ne rendaient pas suffisamment compte de l'ampleur et de la portée véritables de la crise. Quelques participants étaient d'avis que les opioïdes représentaient un danger aussi grand pour les Canadiens que la pandémie de COVID-19 en cours et qu'il fallait accorder beaucoup plus d'attention à cette question. Si la plupart connaissaient la vaste catégorie des drogues classées comme étant des opioïdes, certains se souvenaient d'opioïdes précis, comme le fentanyl, l'oxycodone et la morphine.

Nous avons demandé aux participants qui, selon eux, était le plus touché par ce problème. Dans les deux groupes, l'opinion consensuelle était que la dépendance aux opioïdes pouvait toucher n'importe qui. Alors que de nombreuses personnes ont déclaré que la perception commune voulait que la crise des opioïdes soit plus répandue parmi les groupes plus vulnérables ou marginalisés, les participants avaient l'impression que sa portée était bien plus importante. Par ailleurs, plusieurs ont ajouté que l'itinérance et le statut socioéconomique d'une personne étaient probablement des facteurs contributifs. Il a également été suggéré que les personnes ayant des problèmes de santé mentale ainsi que celles qui souffrent de douleurs chroniques étaient plus susceptibles de développer une dépendance aux opioïdes. D'autres étaient d'avis que cette dépendance était également répandue chez les personnes souffrant d'un traumatisme personnel ou intergénérationnel, certains s'inquiétant du fait que les communautés autochtones sont particulièrement vulnérables, en raison des traumatismes de longue date subis par de nombreuses personnes au sein de ces communautés.

Les participants ont discuté de ce qui avait mené au problème actuel des opioïdes et relevé un certain nombre de points, à savoir :

- les compagnies pharmaceutiques produisent et commercialisent des produits dangereux — plusieurs participants ont estimé que les fabricants se concentraient davantage sur les profits que sur la santé des personnes et que cela les avait incités à mettre au point des produits sans tenir compte des conséquences néfastes qu'ils pouvaient engendrer pour les utilisateurs;

- les médecins prescrivent trop d'opioïdes — les participants pensaient que certains médecins prescrivent des opioïdes puissants par défaut sans vérifier au préalable s'il s'agit de la meilleure option de gestion de la douleur pour le patient, et que cette approche contribue à une utilisation et à une dépendance accrues. Il a été mentionné que les médecins devraient être encouragés à élaborer des stratégies de soins plus personnalisées et davantage axées sur les besoins de la personne;
- la santé mentale et les traumatismes — comme mentionné précédemment, certains ont estimé que l'utilisation persistante ou prolongée d'opioïdes avait non seulement une incidence sur la santé mentale, mais que l'utilisation abusive de ces médicaments pouvait se développer plus facilement chez les personnes qui y avaient recours pour soulager la douleur et la souffrance résultant de troubles mentaux existants ou de traumatismes passés;
- une puissance accrue — quelques participants ont fait remarquer que l'augmentation de la puissance des opioïdes en vente libre et des opioïdes de synthèse constatée au cours des dernières années les a rendus beaucoup plus dangereux et a directement entraîné un nombre croissant de décès. Certains ont mentionné que même une petite quantité de fentanyl peut être très dangereuse et provoquer un pourcentage élevé de décès en cas de mauvaise utilisation;
- un manque de sensibilisation et de compréhension des dangers associés à ces substances — les participants ont indiqué que de nombreuses personnes qui développent une accoutumance aux opioïdes n'étaient probablement pas conscientes au départ des risques posés par ce type de médicaments, qu'ils aient été prescrits par un médecin ou utilisés à des fins récréatives;
- les trousse de naloxone — un petit nombre de participants étaient d'avis que la disponibilité des trousse de naloxone, utiles pour inverser temporairement les effets d'une surdose d'opioïdes, pouvait par inadvertance accroître le niveau de confiance des utilisateurs et les inciter à expérimenter ce type de drogues, sachant qu'ils peuvent être réanimés relativement rapidement si un effet indésirable se produit.

Outre les facteurs susmentionnés, plusieurs participants ont exprimé l'opinion que la dépendance aux opioïdes était probablement due à un certain nombre de facteurs interdépendants et qu'il était difficile d'affirmer avec certitude qu'un seul d'entre eux était à l'origine de ce problème. Il a été ajouté que le statut socioéconomique, la vie familiale, l'éducation et l'environnement d'une personne, la santé mentale et les expériences personnelles étaient tous des facteurs déterminants en ce qui concerne la susceptibilité à la dépendance aux opioïdes.

Après avoir reçu une liste de facteurs pouvant être à l'origine du problème, les participants ont ensuite été invités à en choisir jusqu'à trois qui leur semblaient essentiels :

- les médecins qui ne prescrivent pas correctement;
- les compagnies pharmaceutiques qui fabriquent des produits dangereux;
- les gangs;
- une surveillance policière insuffisante;
- les gens qui prennent de mauvaises décisions;
- un mauvais contrôle aux frontières.

Dans les deux groupes, ils étaient nombreux à penser que les pratiques inappropriées des médecins en matière d'ordonnance constituaient un problème crucial à l'origine de la crise croissante des opioïdes. Plusieurs participants étaient d'avis que les médecins prescrivaient souvent ces substances dangereuses trop facilement, certains décrivant des expériences personnelles où ils avaient reçu des opioïdes puissants pour traiter ce qu'ils percevaient comme une blessure relativement mineure. Les compagnies pharmaceutiques ont également été largement pointées du doigt, en raison de leur responsabilité à l'égard de ce problème, perçue comme étant importante. Plusieurs participants étaient d'avis que la recherche du profit avait amené les compagnies pharmaceutiques à fabriquer et à commercialiser des produits créant une forte dépendance, et à recourir à des tactiques particulières pour inciter les médecins à prescrire des opioïdes plutôt que d'autres médicaments ou traitements. Parmi les autres facteurs énumérés, quelques participants ont identifié un manque de surveillance policière et le fait que les gens prennent de mauvaises décisions, certains croyant qu'il fallait renforcer l'application des lois existantes sur les drogues et accroître la sensibilisation pour mieux informer les gens sur les dangers de ces drogues et les aider à faire de meilleurs choix. Des questions comme les gangs et les contrôles inadéquats aux frontières ont été perçues comme jouant un rôle moins important, bien que quelques participants croyaient que les activités des gangs pouvaient constituer un facteur dans certaines situations. Quelques participants avaient aussi l'impression qu'un important afflux d'opioïdes traversait actuellement la frontière américaine et entrait au Canada, augmentant ainsi l'offre et la disponibilité de ces substances dans les collectivités frontalières canadiennes.

Lorsque nous leur avons demandé ce que le gouvernement du Canada pourrait faire pour s'attaquer à ce problème croissant, plusieurs ont répondu qu'il fallait responsabiliser davantage les médecins et les compagnies pharmaceutiques, favoriser un traitement individuel des patients et déterminer au cas par cas si les opioïdes sont les médicaments les plus appropriés à prescrire pour gérer la douleur. Les participants ont également indiqué que le gouvernement fédéral devrait s'efforcer de sensibiliser davantage le public à ces substances et accroître les ressources en santé mentale afin d'encourager les gens à explorer d'autres possibilités de traitement, au lieu de recourir à ce type de médicaments, qu'ils soient prescrits ou non.

Les participants ont discuté de leurs points de vue sur un projet récent de la ville de Vancouver visant à obtenir l'approbation de Santé Canada pour décriminaliser la possession de petites quantités de drogues illicites. Cette proposition était peu connue et certains ont estimé qu'elle pourrait s'inspirer de programmes mis en œuvre dans d'autres pays, comme au Portugal. Dans les deux groupes, les participants ont réagi positivement à cette proposition. Ils estimaient qu'elle aurait pour effet de réduire la stigmatisation liée à la consommation de drogues, de réglementer l'utilisation de cette catégorie de drogues et de permettre aux utilisateurs de se faire soigner plus facilement. Nombreux sont ceux qui ont affirmé qu'une approche qui mettrait l'accent sur le traitement plutôt que sur la punition et l'incarcération aurait probablement des résultats plus positifs et un effet bénéfique important à long terme pour les personnes concernées.

La plupart d'entre eux étaient en faveur de la poursuite par le gouvernement du Canada d'une politique de décriminalisation de ces substances et de l'adoption d'une approche davantage axée sur la réduction des méfaits, bien que certaines préoccupations aient été soulevées quant à cette orientation. L'une des principales inquiétudes était que ce changement puisse surcharger le système

de soins de santé du Canada. Les participants ont recommandé une stratégie de mise en œuvre graduelle, parallèlement à l'augmentation de la capacité du système de soins de santé. Quelques participants craignaient que cette approche contribue à une augmentation de la consommation de drogues, bien qu'ils aient également reconnu l'inefficacité des approches actuelles. Lorsque nous leur avons demandé s'ils pensaient que cette approche contribuerait à réduire la stigmatisation des consommateurs de drogues et encouragerait les personnes souffrant de dépendance à demander de l'aide, la plupart ont répondu par l'affirmative et se sont montrés ouverts à la poursuite de cette solution.

Enjeux locaux (Territoires du Nord-Ouest)

Nous avons posé aux participants des Territoires du Nord-Ouest (T.N.-O.) une série de questions sur les enjeux propres à la région. Au début de la discussion, nous avons demandé aux participants de définir ce qu'ils croyaient être les industries ou les secteurs les plus importants pour les Territoires du Nord-Ouest. Les participants ont ainsi mentionné les secteurs des ressources et de l'accueil, y compris l'exploitation minière, la pêche, le tourisme, les voyages et le transport, ainsi qu'un domaine en plein essor lié à la recherche sur le climat (p. ex. les essais par temps froid pour les constructeurs automobiles).

Lorsque nous leur avons demandé quels étaient les secteurs ou les industries qui avaient le plus besoin d'aide, certains des secteurs susmentionnés ont été désignés, ainsi que d'autres, dont les suivants :

- les soins de santé — il a été estimé que le système de soins de santé dans les T.N.-O. était actuellement surchargé et que la pandémie actuelle de COVID-19 n'avait fait qu'exacerber ce problème. Les participants ont ajouté que les difficultés en matière de dotation en personnel dans de nombreuses régions et petites collectivités des T.N.-O ont eu un impact négatif sur les soins de maternité et d'accouchement dans la région;
- les services et l'accueil — les participants ont estimé qu'il fallait investir davantage dans le secteur de l'accueil et des services afin d'accroître à la fois la qualité et la variété des restaurants, des hôtels et des services personnels disponibles dans les T.N.-O. Il a été suggéré que cela améliorerait la qualité de vie et l'expérience des résidents des T.N.-O. et constituerait le fondement d'une croissance économique plus poussée, en encourageant les travailleurs des secteurs des services et des ressources à s'installer dans la région à long terme plutôt que pour un travail saisonnier ou de courte durée;
- le transport — les participants ont fait remarquer que le coût des vols à destination et en provenance des Territoires du Nord-Ouest était élevé et qu'il augmentait de plus en plus, ce qui rendait prohibitifs les déplacements à destination et en provenance de la région, tant pour les résidents que pour les visiteurs. Les participants ont estimé que les voyages à destination et en provenance des T.N.-O. devraient être plus accessibles;
- les télécommunications — beaucoup étaient d'avis que l'amélioration de l'accès à l'Internet dans les collectivités éloignées du Nord était une priorité. Les participants ont affirmé qu'une plus grande connectivité était essentielle à l'amélioration de la qualité de vie, en permettant aux

résidents d'accéder aux cours et aux activités en ligne, et aux travailleurs de participer pleinement à l'économie numérique.

Assez peu de participants ont pu se souvenir de soutiens récents octroyés à ces secteurs par le gouvernement fédéral, à l'exception de certaines subventions à l'industrie minière et au secteur de l'hôtellerie pendant la pandémie. Certains ont fait remarquer que les programmes de financement ou de soutien fédéraux étaient souvent difficiles d'accès en raison de critères d'admissibilité très ciblés. Plusieurs d'entre eux avaient également l'impression que de nombreux programmes de financement fédéraux étaient spécifiquement conçus pour les régions les plus peuplées du Canada, alors qu'ils estimaient que les programmes annoncés comme étant destinés aux régions du nord du pays avaient tendance à être peu concrets et à ne relever que de la rhétorique.

En ce qui concerne les questions ou les secteurs qui, selon les participants, nécessitent une plus grande attention de la part du gouvernement du Canada, les éléments suivants ont été retenus :

- le logement et les infrastructures — les participants ont fait remarquer que l'offre actuelle de logements était insuffisante pour répondre aux besoins des personnes résidant sur le territoire. Des préoccupations ont également été soulevées quant à l'état des infrastructures vitales (comme les routes et les bâtiments) dans de nombreuses collectivités et au fait que des fonds étaient désespérément nécessaires pour les réparations, les mises à niveau et les nouvelles constructions;
- des services de garde abordables — les participants ont mentionné l'accès limité à des services de garde dans de nombreuses collectivités et les places existantes qui deviennent trop onéreuses. Certains étaient d'avis que les coûts élevés des services de garde faisaient en sorte que des parents choisissaient de quitter le marché du travail pour demeurer à la maison et s'occuper de leurs enfants. Les participants ont estimé que cela entraînait des conséquences négatives pour les familles et l'économie en général, puisque des personnes talentueuses faisaient le choix, pour des raisons purement financières, de quitter leur emploi;
- le coût de la vie — les participants ont mentionné que le coût des biens et des services essentiels, comme l'épicerie, le carburant, le chauffage et les services généraux étaient considérablement plus élevés dans le Nord que dans d'autres régions du Canada. Ils se sont dits préoccupés par l'impact de la hausse des prix sur la qualité de vie des résidents. De façon indirecte, certains ont également mentionné que les salaires élevés dans certains secteurs (p. ex. l'exploitation minière) faisaient également grimper les prix dans la région, de sorte que les personnes qui gagnent un salaire moyen perdent du terrain et voient leurs gains diminuer en comparaison;
- le recrutement et la dotation en personnel — certains participants ont indiqué que des secteurs essentiels, comme les soins de santé et l'éducation, étaient confrontés à d'importantes pénuries de main-d'œuvre, en raison des difficultés à recruter des travailleurs talentueux dans la région;
- les possibilités sportives et culturelles — plusieurs participants ont commenté le manque de possibilités de pratiquer des activités sportives et de participer à des événements culturels pour les personnes vivant dans les collectivités nordiques. La distance à parcourir pour se rendre dans le Nord pose des problèmes pour les personnes qui souhaitent organiser des activités sportives et culturelles, ainsi que pour celles qui voudraient y participer, notamment les athlètes et les artistes. Certains avaient également l'impression que les programmes sportifs et artistiques destinés aux

jeunes étaient perpétuellement sous-financés dans l'ensemble des Territoires du Nord-Ouest, et ce, depuis un certain temps déjà.

Une partie de la discussion a porté sur les problèmes environnementaux résultant de la fermeture de la mine Giant, une mine d'or située au nord de Yellowknife, dont l'exploitation s'est amorcée en 1948 pour se terminer en 2004, et qui avait été un important moteur économique pour la ville et la région. Le degré de connaissance des efforts déployés par le gouvernement du Canada pour régler les problèmes environnementaux après la fermeture de la mine (p. ex., le projet d'assainissement de la mine Giant) variait. Plusieurs participants étaient au courant des mesures d'assainissement prises par le gouvernement du Canada pour remédier aux niveaux dangereux d'arsenic qui s'étaient infiltrés dans les eaux souterraines environnantes. Quelques participants ont souligné qu'ils avaient participé à l'opération de nettoyage. Interrogés sur les efforts supplémentaires que le gouvernement fédéral pourrait consentir pour favoriser ce nettoyage particulier et s'attaquer à d'autres problèmes environnementaux de même nature, plusieurs participants ont déclaré que les sociétés minières devraient être assujetties à des normes de responsabilité plus strictes dans les Territoires du Nord-Ouest et, surtout, qu'elles ne puissent abandonner des sites miniers sans procéder à des fermetures et à des remises en état appropriées. Certains participants ont également suggéré que tous les niveaux de gouvernement devraient veiller à ce que les collectivités autochtones touchées soient consultées tout au long du processus d'établissement, d'exploitation et de fermeture des opérations minières. Enfin, certains pensaient qu'une présence plus visible du gouvernement fédéral sur le terrain contribuerait à accélérer le processus de nettoyage de ces installations.

Discours du Trône (résidents du nord de l'Ontario, résidents du sud de l'Alberta, résidents des basses-terres continentales de la Colombie-Britannique comptant acheter une propriété, leaders d'opinion de Toronto, résidents de grandes villes de l'Alberta comptant acheter une propriété)

Le discours du Trône prononcé le 23 novembre 2021 par la gouverneure générale du Canada a fait l'objet de discussions dans cinq des douze groupes tenus en décembre. Quel que soit le groupe, les participants en avaient généralement peu entendu parler. Les mieux informés se rappelaient qu'il portait sur des enjeux comme les soins de santé, la garde d'enfants et les changements climatiques, mais sans pouvoir donner grands détails.

Avant de poursuivre la discussion, nous avons indiqué aux participants que le discours du Trône marque le début d'une nouvelle session du Parlement, en énonçant l'orientation et les objectifs du gouvernement fédéral ainsi que la façon dont il compte les respecter.

Évaluation des initiatives clés (résidents du nord de l'Ontario, résidents du sud de l'Alberta, leaders d'opinion de Toronto)

Nous avons invité les participants de trois groupes à prendre connaissance d'une série d'initiatives exposées dans le discours du Trône :

- « *Le Fonds pour accélérer la construction de logements, par exemple, aidera les municipalités à bâtir plus, à bâtir mieux, et à bâtir plus rapidement* » (note : *Le Fonds pour accélérer la construction de logements mettrait des fonds à la disposition des municipalités pour accélérer leur plan de logement.*)
- « *Le gouvernement continuera d'augmenter l'immigration et de réduire le temps d'attente, tout en favorisant la réunification des familles et en offrant un programme de rétablissement des réfugiés parmi les meilleurs au monde* »
- « *Plafonner et réduire les émissions des secteurs pétrolier et gazier, et aller plus vite vers une électricité complètement carboneutre* »
- « *Investir dans les transports en commun et rendre obligatoire la vente de véhicules zéro émission* »
- « *Le rachat obligatoire des armes d'assaut déjà interdites et aller de l'avant avec les provinces et les territoires qui veulent interdire les armes de poing* »
- « *Achever le travail d'interdiction des thérapies de conversion* »
- « *La création d'un monument national à la mémoire des survivants [des pensionnats]* ».

Les participants devaient signaler les initiatives qui se démarquaient, soit parce qu'elles leur semblaient particulièrement valables, soit parce qu'elles soulevaient des préoccupations.

Le Fonds pour accélérer la construction de logements a très souvent été considéré comme une excellente initiative. De nombreux participants ont mentionné que l'achat d'une propriété était de moins en moins à la portée des familles canadiennes. Plusieurs jugeaient prioritaire de s'attaquer à ce qu'ils ont qualifié de « crise du logement » au Canada. Les participants ont fait remarquer que ce genre d'initiative ne fonctionnerait qu'à condition que le gouvernement fédéral parvienne à accroître l'offre de logements tout en rendant leur prix plus abordable.

La promesse d'achever le travail d'interdiction des thérapies de conversion a également reçu un bon accueil. Plusieurs participants croyaient que l'interdiction était la bonne chose à faire par principe. De plus, l'initiative leur semblait facilement réalisable. Au cours de la discussion, certains participants se sont rappelés qu'une loi interdisant les thérapies de conversion avait été soumise au vote et adoptée à l'unanimité à la Chambre des communes le 1^{er} décembre 2021. Cette nouvelle a suscité des réactions d'approbation dans les groupes.

Un certain nombre de participants appuyaient les initiatives fédérales liées au climat, par exemple le projet d'investir dans le transport en commun et de rendre obligatoire la vente de véhicules zéro émission (VZE) d'ici 2035, et l'engagement de plafonner et réduire les émissions des secteurs pétrolier et gazier. D'après plusieurs, le Canada n'en faisait pas assez à l'heure actuelle pour réduire les émissions, et ces initiatives pourraient aider à la tâche. D'autres ont réitéré l'importance du transport en commun dans le cadre d'une stratégie sur le changement climatique. Quelques-uns ont renchéri en disant qu'ils dépendaient eux-mêmes du transport en commun et croyaient que ces investissements

amélioreraient grandement le quotidien de nombreux Canadiens. Même si les participants étaient généralement en faveur de l'obligation de vendre uniquement des VZE d'ici 2035, certains s'inquiétaient qu'étant donné les rudes hivers canadiens, en particulier dans le nord du pays, il soit difficile de compter uniquement sur les véhicules électriques, leur perception étant que les conditions hivernales nuisent à l'autonomie des VZE et à l'efficacité de leur batterie. D'autres trouvaient que leur prix restait prohibitif, du moins par rapport aux véhicules équipés d'un moteur à combustion interne conventionnel, et qu'il devrait fortement baisser avant que la population canadienne en général considère les VZE comme une option abordable. Les diverses initiatives liées au climat ont été jugées ambitieuses par certains participants, qui ont fait remarquer qu'il serait peut-être difficile de mettre fin à notre dépendance au pétrole et au gaz en si peu de temps.

Le rachat obligatoire des armes d'assaut et l'engagement d'aller de l'avant avec les provinces et les territoires qui veulent interdire les armes de poing a suscité des commentaires favorables, mais également certaines réserves. Les partisans de cette initiative croyaient que la violence armée était devenue un grave problème, surtout dans des centres urbains comme Toronto, et qu'il fallait agir. Plusieurs ont ajouté qu'ils ne voyaient aucune raison logique de continuer à autoriser la vente d'armes de poing à de simples citoyens où que ce soit au Canada. Un petit nombre de participants de l'Alberta se sont montrés sceptiques à l'égard de l'initiative, notamment parce que la définition des « armes d'assaut » leur semblait trop large. Ils croyaient également que l'interdiction risquait d'englober de nombreuses armes qui ressemblent aux armes d'assaut, mais n'entrent pas techniquement dans cette catégorie. Les participants qui rejetaient l'initiative ou avaient des réserves à son sujet ont également fait remarquer que le programme de rachat ne réglerait nullement la question de la possession et de l'utilisation de ces armes par des malfaiteurs et des organisations criminelles, qui constituait le véritable problème, selon eux.

L'engagement d'augmenter l'immigration et de réduire le temps d'attente a été mentionné par un petit nombre de participants seulement. Ces derniers estimaient qu'un tel programme présenterait le double avantage de réunir plus de familles, tout en renforçant la population active dans un contexte de pénurie de main-d'œuvre au Canada. Cela dit, ils recommandaient également que des stratégies d'établissement soient mises en œuvre pour veiller à ce que les nouveaux arrivants s'installent un peu partout au Canada, et non seulement dans les grandes villes comme Toronto, Montréal et Vancouver.

La suggestion de créer un monument national à la mémoire des survivants des pensionnats a généralement déplu. Même si un petit nombre de participants appuyaient l'idée de poser un geste symbolique envers les survivants et leur famille, de nombreux autres trouvaient que la construction d'un tel monument n'était pas appropriée à l'heure actuelle. Plusieurs, y compris des participants qui s'étaient identifiés comme Autochtones, ont fait valoir qu'étant donné les problèmes persistants liés aux traumatismes intergénérationnels hérités de l'histoire des pensionnats au Canada, à l'approvisionnement en eau potable dans les réserves, au niveau de vie médiocre de nombreuses communautés autochtones et à la faible scolarisation de ce segment de population, l'argent et les ressources nécessaires à l'édification d'un monument pourraient être utilisés à meilleur escient. Beaucoup trouvaient inopportun de songer à construire un monument avant de s'attaquer à ces autres enjeux et pensaient que cela apporterait peu d'avantages concrets aux peuples autochtones.

Initiatives en matière de logement (résidents des basses-terres continentales de la Colombie-Britannique comptant acheter une propriété, résidents de grandes villes de l'Alberta comptant acheter une propriété)

Deux groupes formés de participants qui projetaient d'acheter une propriété ont répondu à une série de questions plus pointues sur les initiatives en matière de logement décrites dans le discours du Trône. La plupart d'entre eux n'étaient pas au courant d'annonces ou d'initiatives récentes du gouvernement du Canada en ce domaine. Avant de poursuivre la discussion, nous leur avons précisé qu'avec les services de garde d'enfants, le logement faisait figure de grande priorité dans le plan du gouvernement du Canada. Nous leur avons cité les extraits suivants du discours du Trône :

- « *Le Fonds pour accélérer la construction de logements, par exemple, aidera les municipalités à bâtir plus, à bâtir mieux, et à bâtir plus rapidement* » (note : *Le Fonds pour accélérer la construction de logements mettrait des fonds à la disposition des municipalités pour accélérer leur plan de logement.*)
- « *Le gouvernement aidera également les familles à acheter plus tôt leur première propriété en assouplissant l'Incitatif à l'achat d'une première propriété, en créant un nouveau programme de location avec option d'achat et en réduisant les frais de clôture pour les nouveaux acheteurs* ».

Invités à se prononcer sur ces initiatives, les participants s'y sont montrés très favorables. À l'instar des participants d'autres groupes, beaucoup estimaient que le marché immobilier au Canada devenait de plus en plus inabordable et qu'il fallait se réjouir de toute mesure prise par le gouvernement fédéral pour remédier à la situation. Les engagements d'accroître l'offre de logements et de réduire les frais de clôture leur ont semblé particulièrement prometteurs. Au cours de la discussion, certains ont dit qu'ils aimeraient avoir plus d'informations sur ces initiatives, afin de pouvoir les évaluer plus à fond.

Lorsque nous leur avons demandé s'ils connaissaient l'Incitatif à l'achat d'une première propriété, quelques participants ont répondu que oui. Dans leurs mots, l'incitatif s'apparentait davantage à un investissement en capital de la part du gouvernement du Canada qu'à un prêt classique. Ce détail en inquiétait certains, qui ne voyaient pas d'un bon œil que le gouvernement fédéral détienne une participation dans la résidence principale d'un particulier. Selon eux, cet aspect de l'Incitatif méritait des explications, car de nombreux intéressés risquaient de ne pas bien le saisir. Les autres participants avaient une compréhension limitée du programme ou le confondaient avec le Régime d'accession à la propriété (RAP), qui permet aux Canadiens de retirer des sommes de leurs régimes enregistrés d'épargne-retraite (REER) pour la mise de fonds.

Pour alimenter la discussion, nous avons présenté aux participants l'information qui suit :

L'Incitatif à l'achat d'une première propriété permet à des gens de partout au Canada d'acquérir leur première maison. Le programme offre un montant de 5 ou 10 % du prix d'achat de l'habitation pour la mise de fonds. Cet ajout à la mise de fonds réduit vos coûts liés au prêt hypothécaire, ce qui rend l'achat d'une propriété plus abordable.

Cet incitatif correspond à un prêt hypothécaire avec participation. Cela signifie que le gouvernement participe à l'appréciation et à la dépréciation de la valeur de la propriété. Le programme vous permet

d'emprunter 5 ou 10 % du prix d'achat d'une propriété. Vous remboursez le même pourcentage de la valeur de votre propriété lorsque vous la vendez ou, au plus tard, 25 ans après l'achat.

Dans la plupart des cas, les participants ne connaissaient pas les critères à respecter pour profiter de l'Incitatif à l'achat d'une première propriété, mais quelques-uns supposaient qu'en plus de devoir être l'acquéreur d'un premier logement, il fallait détenir la citoyenneté canadienne et ne pas dépasser un certain seuil de revenu annuel (p. ex., un revenu familial maximal de 150 000 \$). Pour clarifier les choses, nous avons montré aux participants cette liste de critères d'admissibilité :

En plus d'être un acheteur d'une première maison :

- *Votre revenu annuel total admissible ne dépasse pas 120 000 \$ (150 000 \$ si l'habitation que vous achetez est à Toronto, Vancouver ou Victoria)*
- *Votre emprunt total ne dépasse pas quatre fois votre revenu admissible (4,5 fois si l'habitation que vous achetez se trouve à Toronto, Vancouver ou Victoria)*
- *Vous répondez aux exigences de la mise de fonds minimale provenant de fonds traditionnels (des économies, un retrait ou la liquidation d'un régime enregistré d'épargne-retraite [REER] ou un don non remboursable d'un proche parent).*

Nous avons ensuite demandé à chaque groupe de réfléchir à ce qui constituerait une série de critères d'admissibilité plus souples pour l'Incitatif à l'achat d'une première propriété. Les idées suivantes ont émergé de la discussion :

- Augmenter le plafond du revenu annuel admissible. Plusieurs participants ont indiqué que le montant actuel était trop faible compte tenu de l'escalade des prix du logement des dernières années. Ils ont proposé de l'augmenter à 200 000 \$, voire plus, et de réévaluer cette limite tous les deux ou trois ans afin de rester en phase avec l'évolution du marché;
- Au lieu de réserver à quelques villes (Toronto, Vancouver et Victoria) les montants supérieurs de revenu annuel et d'emprunt, les appliquer à toutes les villes et régions du pays, et ajuster régulièrement ces maximums en fonction de l'inflation et des prix des logements dans différents marchés;
- Assouplir les exigences liées au test de résistance des prêts hypothécaires et aux mises de fonds pour les premiers acheteurs. Aux dires de certains, les règles actuelles faisaient en sorte que la mise de fonds et les paiements hypothécaires coûtaient beaucoup trop cher, ce qui privait de nombreuses familles canadiennes de la possibilité d'accéder à la propriété;
- Exiger que les acheteurs soient des citoyens ou des résidents du Canada. Certains participants avaient cru comprendre que ce programme s'adressait également aux acheteurs ne vivant pas au Canada et croyaient fermement que cela ne devrait pas être le cas;
- Réduire les taux d'intérêt pour les premiers acheteurs en leur proposant des conditions financières plus viables, étant donné les autres frais considérables souvent associés à l'achat d'une première habitation;
- Tenir compte de la taille du ménage. Les participants ont fait remarquer que les besoins en matière de logement étaient plus importants pour les familles nombreuses (comptant plus de deux enfants) et qu'il leur était difficile de réunir les conditions requises pour l'achat d'un

logement plus grand et souvent plus coûteux. Les participants recommandaient que le programme soit assez souple pour tenir compte des besoins et de la situation des familles sur le plan du revenu et de la taille du ménage.

Annexe A – Questionnaires de recrutement

Questionnaire de recrutement, version anglaise

Privy Council Office Recruiting Script – December 2021 English Groups

Recruitment Specifications Summary

- Groups conducted online
- Each group is expected to last for two hours
- Recruit 8 participants
- Incentives will be \$100 per person and will be sent to participants via e-transfer following the group

Specifications for the focus groups are as follows:

GROUP	DATE	TIME (EST)	TIME (LOCAL)	LOCATION	COMPOSITION	MODERATOR
1	Wed., December 1 st	6:00-8:00	6:00-8:00 (EST)	Northern Ontario	General Population	DN
2	Thurs., December 2 nd	8:00-10:00	6:00-8:00 (MST)	Southern Alberta	General Population	TBW
3	Mon., December 6 th	6:00-8:00	6:00-8:00 (EST)	Eastern Ontario	Travellers	DN
5	Tues., December 7 th	9:00-11:00	6:00-8:00 (PST)	Lower Mainland B.C.	Prospective Homeowners	TBW
6	Wed., December 8 th	6:00-8:00	6:00-8:00 (EST)	City of Toronto	Opinion Leaders	DN
8	Thurs., December 9 th	9:00-11:00	6:00-8:00 (PST)	Mid-size and Major Centres B.C.	General Population	TBW
9	Mon., December 13 th	7:00-9:00	6:00-8:00 (CST)	Major Centres Manitoba	Parents of Children Under 12	DN
10	Tues., December 14 th	8:00-10:00	6:00-8:00 (PST)	Major Centres Alberta	Prospective Homeowners	TBW
11	Tues., December 14 th	8:00-10:00	6:00-8:00 (MST)	Northwest Territories	General Population	DN

Recruiting Script

INTRODUCTION

Hello, my name is **[RECRUITER NAME]**. I'm calling from The Strategic Counsel, a national public opinion research firm, on behalf of the Government of Canada. / Bonjour, je m'appelle **[NOM DU RECRUTEUR]**. Je vous téléphone du Strategic Counsel, une entreprise nationale de recherche sur l'opinion publique, pour le compte du gouvernement du Canada.

Would you prefer to continue in English or French? / Préférez-vous continuer en français ou en anglais?
[CONTINUE IN LANGUAGE OF PREFERENCE]

RECORD LANGUAGE

English **CONTINUE**
French **THANK AND END**

On behalf of the Government of Canada, we're organizing a series of online video focus group discussions to explore current issues of interest to Canadians.

The format is a "round table" discussion, led by an experienced moderator. Participants will be given a cash honorarium in appreciation of their time.

Your participation is completely voluntary and all your answers will be kept confidential. We are only interested in hearing your opinions - no attempt will be made to sell or market you anything. The report that is produced from the series of discussion groups we are holding will not contain comments that are attributed to specific individuals.

But before we invite you to attend, we need to ask you a few questions to ensure that we get a good mix/variety of people in each of the groups. May I ask you a few questions?

Yes **CONTINUE**
No **THANK AND END**

SCREENING QUESTIONS

1. Have you, or has anyone in your household, worked for any of the following types of organizations in the last 5 years?

A market research firm	THANK AND END
A marketing, branding or advertising agency	THANK AND END
A magazine or newspaper	THANK AND END
A federal/provincial/territorial government department or agency	THANK AND END
A political party	THANK AND END
In public/media relations	THANK AND END
In radio/television	THANK AND END

No, none of the above

CONTINUE

1a. **IN ALL LOCATIONS:** Are you a retired Government of Canada employee?

Yes **THANK AND END**
 No **CONTINUE**

2. In which city do you reside?

LOCATION	CITIES	
Northern Ontario	Cities could include (but are not limited to): Sudbury, Thunder Bay, Sault Ste. Marie, North Bay, Timmins, Kenora, West Nipissing, Elliot Lake, Temiskaming Shores, Kapuskasing, Dryden NO MORE THAN 2 PER CITY. ENSURE A GOOD MIX OF CITIES ACROSS THE REGION. INCLUDE THOSE RESIDING IN LARGER AND SMALLER COMMUNITIES.	CONTINUE – GROUP 1
Southern Alberta	Cities could include (but are not limited to): Lethbridge, Medicine Hat, Brooks, High River, Taber, Coaldale, Pincher Creek, Carston, Turner Valley, Vulcan NO MORE THAN 2 PER CITY. ENSURE A GOOD MIX OF CITIES ACROSS THE REGION. INCLUDE THOSE RESIDING IN LARGER AND SMALLER COMMUNITIES.	CONTINUE – GROUP 2
Eastern Ontario	Cities could include (but are not limited to): Ottawa, Kingston, Kanata, Belleville, Cornwall, Brockville, Pembroke, Petawawa, Rockland, Carleton Place, Hawkesbury, Arnprior NO MORE THAN 2 PER CITY. ENSURE A GOOD MIX OF CITIES ACROSS THE REGION. INCLUDE THOSE RESIDING IN LARGER AND SMALLER COMMUNITIES.	CONTINUE – GROUP 3
Lower Mainland B.C.	Cities include: Vancouver, Abbotsford, Burnaby, Coquitlam, Richmond, Surrey, Delta, Langley, White Rock, Chilliwack, Mission Hope, Maple Ridge, New Westminster, North Vancouver, Port Coquitlam, Port Moody ENSURE A GOOD MIX OF CITIES ACROSS THE REGION. NO MORE THAN TWO PER CITY. INCLUDE	CONTINUE – GROUP 5

	THOSE RESIDING IN LARGER AND SMALLER COMMUNITIES.	
City of Toronto	Toronto PARTICIPANTS SHOULD RESIDE IN THE ABOVE-NOTED CENTER PROPER.	CONTINUE – GROUP 6
Mid-size and Major Centres B.C.	Cities could include (but are not limited to): Vancouver, Victoria, Kelowna, Abbotsford, Surrey, Richmond, White Rock, Nanaimo, Kamloops, Chilliwack, Prince George, Vernon, Courtenay, Campbell River, Penticton, Mission MAX 2 PARTICIPANTS FROM MAJOR CITIES (VANCOUVER/VICTORIA). ENSURE A GOOD MIX OF CITIES ACROSS THE REGION.	CONTINUE – GROUP 8
Major Centres Manitoba	Cities include: Winnipeg and Brandon PARTICIPANTS SHOULD RESIDE IN THE ABOVE-NOTED CENTERS PROPER. NO MORE THAN 4 PER CITY.	CONTINUE – GROUP 9
Major Centres Alberta	Cities include: Calgary, Edmonton, Red Deer PARTICIPANTS SHOULD RESIDE IN THE ABOVE-NOTED CENTERS PROPER. NO MORE THAN 3 PER CITY.	CONTINUE – GROUP 10
Northwest Territories	Cities include (but not limited to): Yellowknife, Hay River, Inuvik, Fort Smith ENSURE A GOOD MIX OF CITIES ACROSS THE REGION. INCLUDE THOSE RESIDING IN LARGER AND SMALLER COMMUNITIES.	CONTINUE – GROUP 11

2a. How long have you lived in [INSERT CITY]? **RECORD NUMBER OF YEARS.**

Less than two years	THANK AND END
Two years or more	CONTINUE
Don't know/Prefer not to answer	THANK AND END

ENSURE A GOOD MIX BY NUMBER OF YEARS IN CITY. NO MORE THAN 2 PER GROUP UNDER 5 YEARS.

3. **ASK ONLY IF GROUP 3** Have you travelled outside of Canada in the past six months?

Yes **CONTINUE TO Q3A**

No **CONTINUE TO Q4**

VOLUNTEERED Prefer not to answer **THANK AND END**

3a. Did you travel to...

To the U.S. **CONTINUE**
Internationally (outside of North America) **CONTINUE**
VOLUNTEERED Prefer not to answer **THANK AND END**

ENSURE GOOD MIX OF THOSE TRAVELLING WITHIN NORTH AMERICA AND OUTSIDE OF NORTH AMERICA.

4. **ASK ONLY IF GROUP 3** Do you have any plans to travel outside of Canada between now and the end of the year?

Yes **CONTINUE TO Q4A**
No **CONTINUE IF 'YES' AT Q3, THANK AND END IF 'NO' AT Q3**
VOLUNTEERED Prefer not to answer **THANK AND END**

4a. Are you planning to travel ...

To the U.S. **CONTINUE**
Internationally (outside of North America) **CONTINUE**
VOLUNTEERED Prefer not to answer **THANK AND END**

ENSURE GOOD MIX OF THOSE TRAVELLING WITHIN NORTH AMERICA AND OUTSIDE OF NORTH AMERICA.

FOR GROUP 3, ENSURE A MIX OF THOSE WHO HAVE TRAVELLED RECENTLY (AT Q.3) AND/OR PLANNING TO TRAVEL (AT Q.4).

5. **ASK ONLY IF GROUP 5 OR 10** Do you currently or have you previously owned a home?

Yes **THANK AND END**
No **CONTINUE TO Q5**
VOLUNTEERED Prefer not to answer **THANK AND END**

5a. **ASK ONLY IF GROUP 5 OR 10** Are you looking to purchase a home sometime within the next 5 years?

Yes **CONTINUE**
Not sure/Maybe **CONTINUE**
No **THANK AND END**
VOLUNTEERED Prefer not to answer **THANK AND END**

SKEW GROUPS TO THOSE WHO SAY 'YES.' NO MORE THAN 2 WHO SAY 'NOT SURE/MAYBE.'

6. **ASK ONLY IF GROUP 6** To what extent do you agree or disagree with the following statements?

- In discussions with family/friends, I am usually the one who shares my opinion most often.
- In discussions with family/friends, I am often used as a source for advice.

Strongly agree **CONTINUE**
 Somewhat agree **CONTINUE**
 Somewhat disagree **THANK AND END**
 Strongly disagree **THANK AND END**
VOLUNTEERED Prefer not to answer **THANK AND END**

7. **ASK ONLY IF GROUP 9** Do you have any children under the age of 12?

Yes **CONTINUE**
 No **THANK AND END**
VOLUNTEERED Prefer not to answer **THANK AND END**

7a. **ASK ONLY IF GROUP 9** Could you please tell me the ages of these children?

Child	Age
1	
2	
3	
4	
5	

ENSURE A GOOD MIX BY AGE AND NUMBER OF CHILDREN IN EACH GROUP. ALL MUST HAVE AT LEAST 1 CHILD BETWEEN THE AGES OF 5 AND 11.

8. Would you be willing to tell me in which of the following age categories you belong?

Under 18 years of age	IF POSSIBLE, ASK FOR SOMEONE OVER 18 AND REINTRODUCE. OTHERWISE THANK AND END.
18-24	CONTINUE
25-34	
35-44	
45-54	
55+	
VOLUNTEERED Prefer not to answer	THANK AND END

**ENSURE A GOOD MIX OF AGES WITHIN EACH GROUP.
 PROSPECTIVE HOMEOWNERS IN GROUPS 5 AND 10 MAY SKEW YOUNGER-MIDDLE AGED (30S/40S).
 PARENTS IN GROUP 9 MAY SKEW YOUNGER-MIDDLE AGED (30S/40S).**

9. **[DO NOT ASK]** Gender **RECORD BY OBSERVATION.**

Male	CONTINUE
Female	CONTINUE

**ENSURE A GOOD MIX BY GENDER IN EACH GROUP.
 PARENTS IN GROUP 9 MAY SKEW FEMALE BUT TRY FOR A 50/50 SPLIT MALE/FEMALE.**

10. Which of the following best describes the industry sector in which you are currently employed?

- Accommodation and Food Services
- Administrative and Support, Waste Management and Remediation Services
- Agriculture, Forestry, Fishing and Hunting
- Arts, Entertainment and Recreation
- Construction
- Educational Services
- Finance and Insurance
- Health Care and Social Assistance
- Information and Cultural Industries
- Management of Companies and Enterprises
- Manufacturing
- Mining, Quarrying, and Oil and Gas Extraction
- Other Services (except Public Administration)
- Professional, Scientific and Technical Services
- Public Administration
- Real Estate and Rental and Leasing
- Retail Trade
- Transportation and Warehousing
- Utilities
- Wholesale Trade
- Unemployed
- Full Time Student
- Retired
- Other, please specify: _____

CONTINUE FOR ALL. ENSURE A GOOD MIX BY TYPE OF EMPLOYMENT FOR EACH GROUP. NO MORE THAN TWO PER SECTOR.

11. Are you familiar with the concept of a focus group?

Yes **CONTINUE**

No **EXPLAIN THE FOLLOWING** *“a focus group consists of six to eight participants and one moderator. During a two-hour session, participants are asked to discuss a wide range of issues related to the topic being examined.”*

12. As part of the focus group, you will be asked to actively participate in a conversation. Thinking of how you engage in group discussions, how would you rate yourself on a scale of 1 to 5 where 1 means ‘you tend to sit back and listen to others’ and 5 means ‘you are usually one of the first people to speak’?

1-2 **THANK AND END**
3-5 **CONTINUE**

13. As this group is being conducted online, in order to participate you will need to have high-speed Internet and a computer with a working webcam, microphone and speaker. **RECRUITER TO CONFIRM THE FOLLOWING. TERMINATE IF NO TO ANY.**

Participant has high-speed access to the Internet
Participant has a computer/webcam

14. Have you used online meeting software, such as Zoom, WebEx, Microsoft Teams, Google Hangouts/Meet, etc., in the last two years?

Yes **CONTINUE**
No **CONTINUE**

15. How skilled would you say you are at using online meeting platforms on your own, using a scale of 1 to 5, where 1 means you are not at all skilled, and 5 means you are very skilled?

1-2 **THANK AND END**
3-5 **CONTINUE**

16. During the discussion, you could be asked to read or view materials on screen and/or participate in poll-type exercises online. You will also be asked to actively participate online using a webcam. Can you think of any reason why you may have difficulty reading the materials or participating by video?

TERMINATE IF RESPONDENT OFFERS ANY REASON SUCH AS SIGHT OR HEARING PROBLEM, A WRITTEN OR VERBAL LANGUAGE PROBLEM, A CONCERN WITH NOT BEING ABLE TO COMMUNICATE EFFECTIVELY, ANY CONCERNS WITH USING A WEBCAM OR IF YOU AS THE INTERVIEWER HAVE A CONCERN ABOUT THE PARTICIPANT'S ABILITY TO PARTICIPATE EFFECTIVELY.

17. Have you ever attended a focus group discussion, an interview or survey which was arranged in advance and for which you received a sum of money?

Yes **CONTINUE**
No **SKIP TO Q.21**

18. How long ago was the last focus group you attended?

Less than 6 months ago **THANK AND END**
More than 6 months ago **CONTINUE**

19. How many focus group discussions have you attended in the past 5 years?

0-4 groups **CONTINUE**
5 or more groups **THANK AND END**

20. On what topics were they and do you recall who or what organization the groups were being undertaken for?

TERMINATE IF ANY ON SIMILAR/SAME TOPIC OR GOVERNMENT OF CANADA IDENTIFIED AS ORGANIZATION

ADDITIONAL RECRUITING CRITERIA

Now we have just a few final questions before we give you the details of the focus group, including the time and date.

21. Which of the following racial or cultural groups best describes you? (multi-select)

- White/Caucasian
- South Asian (e.g., East Indian, Pakistani, Sri Lankan)
- Chinese
- Black
- Latin American
- Filipino
- Arab
- Southeast Asian (e.g., Vietnamese, Cambodian, Thai)
- Korean or Japanese
- Indigenous
- Other (specify)

VOLUNTEERED Prefer not to answer **THANK AND END**
ENSURE A GOOD MIX.

22. What is the highest level of formal education that you have completed?

- Grade 8 or less
- Some high school
- High school diploma or equivalent
- Registered Apprenticeship or other trades certificate or diploma
- College, CEGEP or other non-university certificate or diploma
- University certificate or diploma below bachelor's level
- Bachelor's degree
- Post graduate degree above bachelor's level

VOLUNTEERED Prefer not to answer **THANK AND END**
ENSURE A GOOD MIX.

23. Which of the following categories best describes your total household income in 2020? That is, the total income of all persons in your household combined, before taxes?

- Under \$20,000
- \$20,000 to just under \$40,000
- \$40,000 to just under \$60,000
- \$60,000 to just under \$80,000
- \$80,000 to just under \$100,000
- \$100,000 to just under \$150,000
- \$150,000 and above

VOLUNTEERED Prefer not to answer **THANK AND END**
ENSURE A GOOD MIX.

24. The focus group discussion will be audio-taped and video-taped for research purposes only. The taping is conducted to assist our researchers in writing their report. Do you consent to being audio-taped and video-taped?

Yes

No **THANK AND END**

INVITATION

I would like to invite you to this online focus group discussion, which will take place the evening of **[INSERT DATE/TIME BASED ON GROUP # IN CHART ON PAGE 1]**. The group will be two hours in length and you will receive \$100 for your participation following the group via an e-transfer.

Please note that there may be observers from the Government of Canada at the group and that the discussion will be videotaped. By agreeing to participate, you have given your consent to these procedures.

Would you be willing to attend?

Yes

CONTINUE

No

THANK AND END

May I please have your full name, a telephone number that is best to reach you at as well as your e-mail address if you have one so that I can send you the details for the group?

Name:

Telephone Number:

E-mail Address:

You will receive an e-mail from **The Strategic Counsel** with the instructions to login to the online group. Should you have any issues logging into the system specifically, you can contact our technical support team at support@thestrategiccounsel.com.

We ask that you are online at least 15 minutes prior to the beginning of the session in order to ensure you are set up and to allow our support team to assist you in case you run into any technical issues. We also ask that you restart your computer prior to joining the group.

You may be required to view some material during the course of the discussion. If you require glasses to do so, please be sure to have them handy at the time of the group. Also, you will need pen and paper in order to take some notes throughout the group.

This is a firm commitment. If you anticipate anything preventing you from attending (either home or work-related), please let me know now and we will keep your name for a future study. If for any reason you are unable to attend, please let us know as soon as possible at **[1-800-xxx-xxxx]** so we can find a replacement.

Thank you very much for your time.



RECRUITED BY: _____
DATE RECRUITED: _____

Questionnaire de recrutement, version française

Bureau du Conseil privé Questionnaire de recrutement – décembre 2021 Groupes en français

Résumé des consignes de recrutement

- Groupes tenus en ligne.
- Durée prévue de chaque rencontre : deux heures.
- Recrutement de huit participants.
- Incitatifs de 125 \$ par personne, versés aux participants par transfert électronique après la rencontre.

GROUPE	DATE	HEURE (DE L'EST)	HEURE (LOCALE)	LIEU	COMPOSITION DU GROUPE	MODÉRATEUR
4	7 décembre	18 h-20 h	18 h-20 h (HNE)	Ville de Québec	Parents d'enfants de moins de 12 ans	M. Proulx
7	9 décembre	17 h-19 h	18 h-20 h (AST)	Nouveau-Brunswick	Population générale	M. Proulx
12	15 décembre	18 h-20 h	18 h-20 h (HNE)	Grande région de Montréal (GRM)	Voyageurs internationaux	M. Proulx

Caractéristiques des groupes de discussion :

Questionnaire de recrutement

INTRODUCTION

Hello, my name is **[RECRUITER NAME]**. I'm calling from The Strategic Counsel, a national public opinion research firm, on behalf of the Government of Canada / Bonjour, je m'appelle **[NOM DU RECRUTEUR]**. Je vous téléphone du Strategic Counsel, une entreprise nationale de recherche sur l'opinion publique, pour le compte du gouvernement du Canada.

Would you prefer to continue in English or French? / Préférez-vous continuer en français ou en anglais?
[CONTINUER DANS LA LANGUE PRÉFÉRÉE]

NOTER LA LANGUE ET CONTINUER

Anglais **REMERCIER ET CONCLURE**

Français **CONTINUER**

Nous organisons, pour le compte du gouvernement du Canada, une série de groupes de discussion vidéo en ligne afin d'explorer des questions d'actualité qui intéressent les Canadiens.

La rencontre prendra la forme d'une table ronde animée par un modérateur expérimenté. Les participants recevront un montant d'argent en remerciement de leur temps.

Votre participation est entièrement volontaire et toutes vos réponses seront confidentielles. Nous aimerions simplement connaître vos opinions : personne n'essaiera de vous vendre quoi que ce soit ou de promouvoir des produits. Notre rapport sur cette série de groupes de discussion n'attribuera aucun commentaire à une personne en particulier.

Avant de vous inviter à participer, je dois vous poser quelques questions qui nous permettront de former des groupes suffisamment diversifiés. Puis-je vous poser quelques questions?

Oui **CONTINUER**

Non **REMERCIER ET CONCLURE**

QUESTIONS DE SÉLECTION

1. Est-ce que vous ou une personne de votre ménage avez travaillé pour l'un des types d'organisations suivants au cours des cinq dernières années?

Une société d'études de marché
CONCLURE

REMERCIER ET

Une agence de commercialisation, de marque ou de publicité
CONCLURE

REMERCIER ET

Un magazine ou un journal
CONCLURE

REMERCIER ET

Un ministère ou un organisme gouvernemental fédéral, provincial ou territorial
CONCLURE

REMERCIER ET

Un parti politique CONCLURE	REMERCIER ET
Dans les relations publiques ou les relations avec les médias CONCLURE	REMERCIER ET
Dans le milieu de la radio ou de la télévision CONCLURE	REMERCIER ET
Non, aucune de ces réponses	CONTINUER

1a. **POUR TOUS LES LIEUX** : Êtes-vous un ou une employé(e) retraité(e) du gouvernement du Canada?

- Oui **REMERCIER ET CONCLURE**
Non **CONTINUER**

2. Quelle langue parlez-vous le plus souvent à la maison?

- Anglais **REMERCIER ET CONCLURE**
Français **CONTINUER**
Autre [Préciser ou non la langue, selon les besoins de l'étude] **REMERCIER ET CONCLURE**
Préfère ne pas répondre **REMERCIER ET CONCLURE**

3. Dans quelle ville habitez-vous?

LIEU	VILLES	
Ville de Québec	Ville de Québec. LES PARTICIPANTS DOIVENT RÉSIDER DANS LESDITS CENTRES.	CONTINUER – GROUPE 4
Nouveau-Brunswick	Les villes du N-B. peuvent notamment comprendre : Campbellton-Miramichi, Moncton-Richibucto, Edmundston-Woodstock, Fredericton-Oromocto, Saint John-St. Stephen ASSURER UNE BONNE REPRÉSENTATION DES VILLES DE LA PROVINCE. PAS PLUS DE DEUX PARTICIPANTS PAR VILLE. RECRUTER DES RÉSIDENTS DE GRANDES ET DE PETITES COLLECTIVITÉS.	CONTINUER – GROUPE 7
Grande région de Montréal (GRM)	Les villes de la GRM peuvent notamment comprendre : Montréal, Laval, Longueuil, Terrebonne, Brossard, Saint-Jérôme, Blainville, Mirabel, Dollard-des-Ormeaux	CONTINUER – GROUPE 12

	PAS PLUS DE DEUX PARTICIPANTS DE LA VILLE DE MONTRÉAL. ASSURER UNE BONNE REPRÉSENTATION DES VILLES DANS CHAQUE LIEU.	
Autre lieu	-	REMERCIER ET CONCLURE
RÉPONSE SPONTANÉE Préfère ne pas répondre	-	REMERCIER ET CONCLURE

3a. Depuis combien de temps habitez-vous à [INSÉRER LE NOM DE LA VILLE]? **NOTER LE NOMBRE D'ANNÉES.**

Moins de deux ans	REMERCIER ET CONCLURE
Deux ans ou plus	CONTINUER
Ne sais pas/Préfère ne pas répondre	REMERCIER ET CONCLURE

ASSURER UNE BONNE REPRÉSENTATION EN FONCTION DU NOMBRE D'ANNÉES DE RÉSIDENCE DANS LA VILLE. PAS PLUS DE DEUX PAR GROUPE DOIVENT Y VIVRE DEPUIS MOINS DE 5 ANS.

4. **DEMANDER SEULEMENT POUR LE GROUPE 4** Avez-vous des enfants qui ont moins de 12 ans?

Oui **CONTINUER**

Non **REMERCIER ET CONCLURE**

RÉPONSE SPONTANÉE Je préfère ne pas répondre **REMERCIER ET CONCLURE**

4a. **DEMANDER SEULEMENT POUR LE GROUPE 4** Pourriez-vous me dire l'âge de ces enfants?

Enfant	Âge
1	
2	
3	
4	
5	

ASSURER UNE BONNE REPRÉSENTATION EN FONCTION DE L'ÂGE ET DU NOMBRE D'ENFANTS. TOUS LES PARTICIPANTS DOIVENT AVOIR AU MOINS UN ENFANT ÂGÉ DE 5 À 11 ANS.

5. **DEMANDER UNIQUEMENT AU GROUPE 12** Avez-vous voyagé à l'extérieur du Canada au cours des six derniers mois?

Oui **PASSER A LA Q5A**

Non **PASSER A LA Q6**

RÉPONSE SPONTANÉE Je préfère ne pas répondre **REMERCIER ET CONCLURE**

5a. Avez-vous voyagé...

Aux États-Unis **CONTINUER**

À l'international (ailleurs qu'en Amérique du Nord) **CONTINUER**
RÉPONSE SPONTANÉE Je préfère ne pas répondre **REMERCIER ET CONCLURE**

BIEN REPRÉSENTER LES RÉPONDANTS QUI ONT VOYAGÉ EN AMÉRIQUE DU NORD ET CEUX QUI ONT VOYAGÉ AILLEURS QU'EN AMÉRIQUE DU NORD.

6. **DEMANDER UNIQUEMENT AU GROUPE 12** Prévoyez-vous voyager à l'extérieur du Canada d'ici la fin de l'année?

Oui **PASSER À LA Q6A**

Non **CONTINUER SI « OUI » À LA Q5; REMERCIER ET CONCLURE SI « NON » À LA Q5**

RÉPONSE SPONTANÉE Je préfère ne pas répondre **REMERCIER ET CONCLURE**

6a. Planifiez-vous un voyage...?

Aux États-Unis **CONTINUER**

À l'international (ailleurs qu'en Amérique du Nord) **CONTINUER**

RÉPONSE SPONTANÉE Je préfère ne pas répondre **REMERCIER ET CONCLURE**

BIEN REPRÉSENTER LES RÉPONDANTS QUI COMPTENT VOYAGER EN AMÉRIQUE DU NORD ET CEUX QUI VOYAGERONT AILLEURS QU'EN AMÉRIQUE DU NORD.

POUR LE GROUPE 12, ASSURER UN BON ÉQUILIBRE ENTRE LES RÉPONDANTS QUI ONT VOYAGÉ RÉCEMMENT (Q.5) ET/OU CEUX QUI PRÉVOIENT VOYAGER D'ICI LA FIN DE L'ANNÉE (Q.6).

7. Seriez-vous prêt/prête à m'indiquer votre tranche d'âge dans la liste suivante?

Moins de 18 ans	SI POSSIBLE, DEMANDER À PARLER À UNE PERSONNE DE 18 ANS OU PLUS ET REFAIRE L'INTRODUCTION. SINON, REMERCIER ET CONCLURE.
18 à 24	CONTINUER ASSURER UNE BONNE REPRÉSENTATION DES ÂGES DANS CHAQUE GROUPE.
25 à 34	
35 à 44	
45 à 54	
55 ans ou plus	REMERCIER ET CONCLURE
RÉPONSE SPONTANÉE Je préfère ne pas répondre	

LES PARENTS DU GROUPE 4 POURRAIENT ÊTRE PLUS JEUNES (DANS LA TRENTAINE OU LA QUARANTAINE).

8. **[NE PAS DEMANDER]** Sexe **NOTER SELON VOTRE OBSERVATION.**

Homme

Femme

ASSURER UNE PROPORTION ÉGALE D'HOMMES ET DE FEMMES DANS CHAQUE GROUPE.

LES PARENTS DU GROUPE 4 POURRAIENT AVOIR TENDANCE À ÊTRE DES FEMMES, MAIS ESSAYER D'OBTENIR LA PARITÉ.

9. Parmi les choix suivants, lequel décrit le mieux le secteur d'activité dans lequel vous travaillez?

- Administrations publiques
 - Agriculture, foresterie, pêche et chasse
 - Arts, spectacle et loisirs
 - Autres services, sauf les administrations publiques
 - Commerce de détail
 - Commerce de gros
 - Construction
 - Extraction minière, exploitation en carrière, et extraction de pétrole et de gaz
 - Fabrication
 - Finance et assurances
 - Gestion de sociétés et d'entreprises
 - Hébergement et services de restauration
 - Industrie de l'information et industrie culturelle
 - Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement
 - Services d'enseignement
 - Services immobiliers et services de location et de location à bail
 - Services professionnels, scientifiques et techniques
 - Services publics
 - Soins de santé et assistance sociale
 - Transport et entreposage
 - Sans emploi
 - Aux études à temps plein **PAS D'ÉTUDIANTS ÉTRANGERS**
- À la retraite – **DEMANDER : « DANS QUEL SECTEUR TRAVAILLIEZ-VOUS AVANT? » ET NOTER LA RÉPONSE**
- Autre situation ou autre secteur; veuillez préciser : _____

CONTINUER POUR TOUS LES RÉPONDANTS. ASSURER UNE BONNE REPRÉSENTATION DES TYPES D'EMPLOI DANS CHAQUE GROUPE. PAS PLUS DE DEUX RÉPONDANTS PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ.

10. Est-ce que vous connaissez le concept du « groupe de discussion »?

Oui **CONTINUER**

Non **EXPLIQUER QUE** : « *un groupe de discussion se compose de six à huit participants et d'un modérateur. Au cours d'une période de deux heures, les participants sont invités à discuter d'un éventail de questions reliées au sujet abordé* ».

11. Dans le cadre du groupe de discussion, on vous demandera de participer activement à une conversation. En pensant à la manière dont vous interagissez lors de discussions en groupe, quelle note vous donneriez-vous sur une échelle de 1 à 5 si 1 signifie « j'ai tendance à ne pas intervenir et à écouter les autres parler » et 5, « je suis habituellement une des premières personnes à parler »?

1-2 **REMERCIER ET CONCLURE**
3-5 **CONTINUER**

12. Étant donné que ce groupe se réunira en ligne, vous aurez besoin, pour participer, d'un accès Internet haut débit et d'un ordinateur muni d'une caméra Web, d'un microphone et d'un haut-parleur en bon état de marche. **CONFIRMER LES POINTS CI-DESSOUS. METTRE FIN À L'APPEL SI NON À L'UN DES TROIS.**

Le participant a accès à Internet haut débit
Le participant a un ordinateur avec caméra Web

13. Avez-vous utilisé des logiciels de réunion en ligne tels que Zoom, Webex, Microsoft Teams, Google Hangouts/Meet, etc., au cours des deux dernières années?

Oui **CONTINUER**
Non **CONTINUER**

14. Sur une échelle de 1 à 5 où 1 signifie que vous n'êtes pas du tout habile et 5 que vous êtes très habile, comment évaluez-vous votre capacité à utiliser seul(e) les plateformes de réunion en ligne?

1-2 **REMERCIER ET CONCLURE**
3-5 **CONTINUER**

15. Au cours de la discussion, vous pourriez devoir lire ou visionner du matériel affiché à l'écran, ou faire des exercices en ligne comme ceux qu'on trouve dans les sondages. On vous demandera aussi de participer activement à la discussion en ligne à l'aide d'une caméra Web. Pensez-vous avoir de la difficulté, pour une raison ou une autre, à lire les documents ou à participer à la discussion par vidéo? **CONCLURE L'ENTRETIEN SI LE RÉPONDANT SIGNALE UN PROBLÈME DE VISION OU D'AUDITION, UN PROBLÈME DE LANGUE PARLÉE OU ÉCRITE, S'IL CRAINT DE NE POUVOIR COMMUNIQUER EFFICACEMENT, SI L'UTILISATION D'UNE CAMÉRA WEB LUI POSE PROBLÈME, OU SI VOUS, EN TANT QU'INTERVIEWEUR, AVEZ DES DOUTES QUANT À SA CAPACITÉ DE PARTICIPER EFFICACEMENT AUX DISCUSSIONS.**

16. Avez-vous déjà participé à un groupe de discussion, à une entrevue ou à un sondage organisé à l'avance en contrepartie d'une somme d'argent?

Oui **CONTINUER**
Non **PASSER À LA Q.20**

17. À quand remonte le dernier groupe de discussion auquel vous avez participé?

À moins de six mois, **REMERCIER ET CONCLURE**
À plus de six mois, **CONTINUER**

18. À combien de groupes de discussion avez-vous participé au cours des cinq dernières années?

0 à 4 groupes, **CONTINUER**

5 groupes ou plus **REMERCIER ET CONCLURE**

19. Quel était leur sujet, et vous rappelez-vous pour qui ou pour quelle organisation ces groupes étaient organisés?

TERMINER SI LE SUJET EST SEMBLABLE OU IDENTIQUE, OU SI L'ORGANISATION NOMMÉE EST LE GOUVERNEMENT DU CANADA

CRITÈRES DE RECRUTEMENT SUPPLÉMENTAIRES

Il me reste quelques dernières questions avant de vous donner les détails du groupe de discussion, comme l'heure et la date.

20. Lequel ou lesquels des groupes raciaux ou culturels suivants vous décrivent le mieux? (plusieurs choix possibles)

Blanc

Sud-asiatique (p. ex., indien, pakistanais, sri-lankais)

Chinois

Noir

Latino-américain

Philippin

Arabe

Asiatique du sud-est (p. ex., vietnamien, cambodgien, thaïlandais)

Coréen ou japonais

Autochtone

Autre groupe racial ou culturel (préciser)

RÉPONSE SPONTANÉE : Préfère ne pas répondre

ASSURER UN BON MÉLANGE.

21. Quel est le niveau de scolarité le plus élevé que vous avez atteint?

École primaire

Études secondaires partielles

Diplôme d'études secondaires ou l'équivalent

Certificat ou diplôme d'apprenti inscrit ou d'une école de métiers

Certificat ou diplôme d'un collège, cégep ou autre établissement non universitaire

Certificat ou diplôme universitaire inférieur au baccalauréat

Baccalauréat

Diplôme d'études supérieur au baccalauréat

RÉPONSE SPONTANÉE : Préfère ne pas répondre

ASSURER UN BON MÉLANGE.

22. Laquelle des catégories suivantes décrit le mieux le revenu annuel total de votre ménage en 2020 – c'est-à-dire le revenu cumulatif de l'ensemble des membres de votre ménage avant impôt?

Moins de 20 000 \$

20 000 \$ à moins de 40 000 \$

40 000 \$ à moins de 60 000 \$
60 000 \$ à moins de 80 000 \$
80 000 \$ à moins de 100 000 \$
100 000 \$ à moins de 150 000 \$
150 000 \$ ou plus

RÉPONSE SPONTANÉE : Préfère ne pas répondre

ASSURER UN BON MÉLANGE.

23. La discussion sera enregistrée sur bandes audio et vidéo, strictement aux fins de la recherche. Les enregistrements aideront nos chercheurs à rédiger leur rapport. Est-ce que vous consentez à ce qu'on vous enregistre sur bandes audio et vidéo?

Oui

Non **REMERCIER ET CONCLURE**

INVITATION

J'aimerais vous inviter à ce groupe de discussion en ligne, qui aura lieu le **[DONNER LA DATE ET L'HEURE EN FONCTION DU N° DE GROUPE INDIQUÉ DANS LE TABLEAU, PAGE 1]**. La discussion durera deux heures et vous recevrez 125 \$ pour votre participation. Ce montant vous sera envoyé par transfert électronique après la tenue du groupe de discussion.

Veillez noter que des observateurs du gouvernement du Canada pourraient être présents au groupe et que la discussion sera enregistrée sur bande vidéo. En acceptant de participer, vous donnez votre consentement à ces modalités.

Est-ce que vous accepteriez de participer?

Oui **CONTINUER**
Non **REMERCIER ET CONCLURE**

Puis-je avoir votre nom complet, le numéro de téléphone où vous êtes le plus facile à joindre et votre adresse électronique, si vous en avez une, pour vous envoyer les détails au sujet du groupe?

Nom :

Numéro de téléphone :

Adresse courriel :

Vous recevrez un courrier électronique du **Strategic Counsel** expliquant comment rejoindre le groupe en ligne. Si la connexion au système vous pose des difficultés, veuillez en aviser notre équipe de soutien technique à : support@thestrategiccounsel.com.

Nous vous prions de vous mettre en ligne au moins 15 minutes avant l'heure prévue, afin d'avoir le temps de vous installer et d'obtenir l'aide de notre équipe de soutien en cas de problèmes techniques. Veuillez également redémarrer votre ordinateur avant de vous joindre au groupe.

Vous pourriez devoir lire des documents au cours de la discussion. Si vous utilisez des lunettes, assurez-vous de les avoir à portée de main durant la rencontre. Vous aurez également besoin d'un stylo et de papier pour prendre des notes.

Ce rendez-vous est un engagement ferme. Si vous pensez ne pas pouvoir participer pour des raisons personnelles ou professionnelles, veuillez m'en aviser dès maintenant et nous conserverons votre nom pour une étude ultérieure. Enfin, si jamais vous n'êtes pas en mesure de participer, veuillez nous prévenir le plus rapidement possible au **[1-800-xxx-xxxx]** pour que nous puissions trouver quelqu'un pour vous remplacer.

Merci de votre temps.

RECRUTEMENT FAIT PAR : _____

DATE DU RECRUTEMENT : _____

Annexe B – Guides de discussion

Guide du modérateur, version anglaise

MODERATOR'S GUIDE – December 2021 MASTER

INTRODUCTION (10 minutes) All Locations

- Moderator or technician should let participants know that they will need pen and paper in order to take some notes, jot down some thoughts around some material that we will show them later in the discussion.

GOVERNMENT OF CANADA IN THE NEWS (5-20 minutes) All Locations

- What have you seen, read or heard about the Government of Canada in the last few days? Northern Ontario, Southern Alberta *(Note to Moderator: go through this quickly)*
- Northern Ontario, Southern Alberta, City of Toronto Opinion Leaders, New Brunswick Francophones Have you seen, read or heard anything about the Government of Canada and child care?
 - PROMPT AS NECESSARY: Have you heard about any agreements between the Government of Canada and individual provinces and territories?

Northern Ontario, Southern Alberta, City of Toronto Opinion Leaders, New Brunswick Francophones

CLARIFY AS NECESSARY: The Government of Canada has reached agreements with some provinces and territories to make child care services more affordable.

- Northern Ontario, City of Toronto Opinion Leaders Do you know if there is an agreement between Ontario and the Government of Canada?
- Southern Alberta Do you know if there is an agreement between Alberta and the Government of Canada?
- New Brunswick Francophones Do you know if there is an agreement between New Brunswick and the Government of Canada?
- Northern Ontario, Southern Alberta, City of Toronto Opinion Leaders, New Brunswick Francophones When it comes to making child care services more affordable, do you know what the target is for these agreements (i.e. the targeted cost per child for parents), and when this is expected to be achieved?

Northern Ontario, Southern Alberta, City of Toronto Opinion Leaders, New Brunswick Francophones

CLARIFY AS NECESSARY: The Government of Canada's plan is to lower to cost of child care to an average of \$10/day by 2025-2026.

- **Northern Ontario, Southern Alberta, City of Toronto Opinion Leaders, New Brunswick Francophones** When you think of various priorities, do you think investing to lower the cost of child care is an important one?

Northern Ontario, City of Toronto Opinion Leaders, New Brunswick Francophones CLARIFY AS NECESSARY: Currently, the Government of Canada has reached agreements with most provinces and territories. It has *not* reached agreements with Ontario, New Brunswick, the Northwest Territories and Nunavut.

- **Northern Ontario, City of Toronto Opinion Leaders** How do you feel about no agreement being in place between the federal government and Ontario?
- **New Brunswick Francophones** How do you feel about no agreement being in place between the federal government and New Brunswick?
- **Lower Mainland Prospective Homeowners, Mid-size and Major Centres BC** Have you seen, read or heard anything about the Government of Canada's response to the extreme flooding in British Columbia?

Lower Mainland Prospective Homeowners, Mid-size and Major Centres BC CLARIFY AS NECESSARY: The Government of Canada has approved a Request for Federal Assistance from British Columbia to help with their response to extreme flooding in the province. The Canadian Armed Forces (CAF) has provided both air assets (e.g. assisting evacuations, supporting critical provincial supply chains) and a land component (e.g. assisting in the protection of critical infrastructure, access roads, etc.) to assist with the whole-of-government relief effort.

Additionally, residents and essential workers who must travel by land to or through the United States are exempt from pre-entry, arrival, and Day-8 testing and quarantine requirements.

- **Lower Mainland Prospective Homeowners, Mid-size and Major Centres BC** What are your thoughts on this?
- **Lower Mainland Prospective Homeowners, Mid-size and Major Centres BC** Is there anything else you think the Government of Canada should do to support British Columbia?
- **GMA Travellers** Have you seen, read or heard anything about the Quebec teacher removed from a local classroom for wearing a hijab, because of the Quebec law that bans wearing of religious symbols at work (Bill 21)?
 - IF YES: What have you heard?
- **GMA Travellers** Have you heard anything about how the Government of Canada has responded?
 - IF YES: What have you heard?

GOVERNMENT OF CANADA WORDMARK (20 minutes) Northern Ontario, Southern Alberta, Quebec City Parents of Children Under 12, Mid-size and Major Centres BC, New Brunswick Francophones, Major Centres Manitoba Parents of Children Under 12

- When you are looking at information from the Government of Canada (either online, on paper, on billboards, on TV, etc.), how do you know it is from the Government of Canada?
 - *Probe:* Is it clear to you that you are looking at information from the Government of Canada? Why? Why not?
 - *If not, probe:* Can you give me an example of an instance when you weren't sure?
- When you *hear* information, on the radio for instance, how do you know it's from the Government of Canada?
 - *Probe:* Where do you hear this? Radio? TV?
 - *Probe:* Are there specific statements or sounds that are used to identify the information is from the Government of Canada?

SHOW "Canada" wordmark ON SCREEN

- Have you seen this symbol before? If so, where?
- I want to ask you what this symbol means in general and also what it means to *you* personally:
 - So, first: what does this symbol mean in general? Anything else?
 - *If not mentioned, probe:* Do you think that the symbol represents the Government of Canada? Why? Why not?
 - Ok, now what does this symbol mean to *you* personally?
 - *Probe if necessary:*
 - What are you most likely to associate this symbol with? How does it make you *feel*? Why?
 - Does the symbol represent positive or negative feelings/ideas? Why?
- Why do you think the Government of Canada uses this symbol in its communications/information?
- Where do you expect to see this symbol? *Where* should this symbol be shown?

If TRUST/CREDIBILITY/CONFIDENCE not mentioned yet, ask: When you see this symbol, do you trust the information that comes along with it? Do you have confidence that the information is credible? Why? Why not?

PLAY 'GC approved musical signature for FIP'

- Have you heard this jingle before? If so, where?
- The Government of Canada uses this jingle in its communications. Why do you think they do that?

COVID-19 OUTLOOK (20-40 minutes) All Locations

- Eastern Ontario Travellers, Lower Mainland Prospective Homeowners, Quebec City Parents of Children Under 12, City of Toronto Opinion Leaders, Mid-size and Major Centres BC, New Brunswick Francophones, Major Centres Manitoba Parents of Children Under 12, Major Centres Alberta Prospective Homeowners, Northwest Territories, GMA Travellers When it comes to how the Government of Canada has performed throughout the pandemic, what are some things you think they have been doing well?
 - What makes you say that?
 - What could they be doing better?
- Eastern Ontario Travellers, Lower Mainland Prospective Homeowners, Quebec City Parents of Children Under 12, City of Toronto Opinion Leaders, Mid-size and Major Centres BC, New Brunswick Francophones, Major Centres Manitoba Parents of Children Under 12, Major Centres Alberta Prospective Homeowners, Northwest Territories, GMA Travellers, GMA Travellers Do you think that the Government of Canada is doing as good a job now as they did at the start of the pandemic, or are they doing better or worse?
 - Please explain.
- Eastern Ontario Travellers, Lower Mainland Prospective Homeowners, Quebec City Parents of Children Under 12, City of Toronto Opinion Leaders, Mid-size and Major Centres BC, New Brunswick Francophones, Major Centres Manitoba Parents of Children Under 12, Major Centres Alberta Prospective Homeowners, Northwest Territories, GMA Travellers Do you think that the spread of COVID-19 is going to get worse in the near term or is the worst behind us?
- Eastern Ontario Travellers, Lower Mainland Prospective Homeowners, Quebec City Parents of Children Under 12, City of Toronto Opinion Leaders, Mid-size and Major Centres BC, New Brunswick Francophones, Major Centres Manitoba Parents of Children Under 12, Major Centres Alberta Prospective Homeowners, Northwest Territories, GMA Travellers And thinking ahead to a year from now, do you think we'll no longer be in a pandemic, or do you think COVID-19 will still be an issue?
 - IF STILL AN ISSUE: Do you think COVID-19 will be here for a long time?
- Northern Ontario, Southern Alberta Have you heard anything about the Omicron variant?
- Eastern Ontario Travellers, Lower Mainland Prospective Homeowners, Quebec City Parents of Children Under 12, City of Toronto Opinion Leaders, Mid-size and Major Centres BC, New Brunswick Francophones, Major Centres Manitoba Parents of Children Under 12, Major Centres

Alberta Prospective Homeowners, Northwest Territories, GMA Travellers IF NOT MENTIONED:
Have you heard anything about the Omicron variant?

CLARIFY AS NECESSARY

Recently public health authorities in South Africa have confirmed that a new COVID-19 variant of concern has been detected in that country, which has been named Omicron by the World Health Organization. Omicron has also been detected in other countries.

- What are your thoughts on this – does this worry you?
- Has the detection of a new variant changed how long you think the pandemic will last?
 - IF YES: How so?
- Have you heard about anything the Government of Canada has done in response to this new variant being detected?

CLARIFY AS NECESSARY/SHOW ON SCREEN

As a precautionary measure, until January 31, 2022, the Government of Canada is implementing enhanced border measures for all travellers who have been in affected countries in Africa within the last 14 days before arriving in Canada.

Foreign nationals who have travelled in any of these countries within the previous 14 days will not be permitted entry into Canada.

Canadian citizens, permanent residents and people with status under the Indian Act, regardless of their vaccination status or having had a previous history of testing positive for COVID-19, who have been in these countries in the previous 14 days will be subject to enhanced testing, screening, and quarantine measures.

In the coming days, all fully vaccinated travellers arriving by air from departure points other than the United States will be subject to arrival testing. Fully vaccinated travellers will be required to quarantine while they await the results of their arrival test.

BACKGROUND INFORMATION FOR MODERATOR: the list of countries with entry prohibitions are South Africa, Eswatini, Lesotho, Botswana, Zimbabwe, Mozambique, Namibia, as well as Egypt, Nigeria and Malawi

- What do you think of this? Should the Government of Canada tighten travel restrictions further, loosen these travel restrictions, or do you think this approach is about right?
- **Northern Ontario, Southern Alberta** And now thinking about booster doses of COVID-19 – do you think booster shots should be made available to all Canadians, or do you think Canada should stick with offering these to those at increased risk of severe outcomes?

- Eastern Ontario Travellers, Lower Mainland Prospective Homeowners, Quebec City Parents of Children Under 12, City of Toronto Opinion Leaders, Mid-size and Major Centres BC, New Brunswick Francophones, Major Centres Manitoba Parents of Children Under 12, Major Centres Alberta Prospective Homeowners, Northwest Territories, GMA Travellers Do you think these travel restrictions will have an impact? Why/why not?
- Eastern Ontario Travellers, Lower Mainland Prospective Homeowners, Quebec City Parents of Children Under 12, City of Toronto Opinion Leaders, Mid-size and Major Centres BC, New Brunswick Francophones, Major Centres Manitoba Parents of Children Under 12, Major Centres Alberta Prospective Homeowners, Northwest Territories, GMA Travellers What do you think about the fact that all fully vaccinated travellers arriving by air from the United States won't be subject to arrival testing?

SPEECH FROM THE THRONE (20 minutes) Northern Ontario, Southern Alberta, Lower Mainland Prospective Homeowners, City of Toronto Opinion Leaders, Major Centres Alberta Prospective Homeowners

I'd now like to shift our attention to another topic.

- Have you seen, read or heard anything about the Government of Canada's Speech from the Throne?
 - IF YES: What have you heard?

CLARIFY AS NECESSARY

A new session of Parliament opened with the Speech from the Throne, which introduced the government's direction and goals, and outlines how it will work to achieve them.

- Now that I've provided a bit of information, do you recall hearing anything about this?
- Lower Mainland Prospective Homeowners, Major Centres Alberta Prospective Homeowners What about any Government of Canada actions related to housing affordability?
 - IF YES: What have you heard?

Northern Ontario, Southern Alberta, City of Toronto Opinion Leaders IF YES:

- What did you hear? What did you hear about what it includes?
- What is the focus of this new plan?
- Is there something about this new plan that you particularly liked or did not like?

Northern Ontario, Southern Alberta, City of Toronto Opinion Leaders I want to focus on a few things that were mentioned in the Speech from the Throne, and get your thoughts.

For the first one, we've added a bit of explanatory text in brackets, since you may not be familiar with the name of the proposed initiative.

Northern Ontario, Southern Alberta, City of Toronto Opinion Leaders SHOW ON SCREEN

- “The Housing Accelerator Fund will help municipalities build more and better, faster”
(note: The Housing Accelerator Fund would make funding available to municipalities to speed up their housing plan)
 - “The government will continue increasing immigration levels and reducing wait times, while supporting family reunification and delivering a world-leading refugee resettlement program”
 - “Cap and cut oil and gas sector emissions while accelerating our path to a 100% net-zero electricity future”
 - “Investing in public transit and mandating the sale of zero emission vehicles.”
 - “Mandatory buyback of banned assault-style weapons and move forward with any province or territory that wants to ban handguns”
 - “Completing the ban on conversion therapy”
 - “The creation of a national monument to honour survivors [of residential schools]”
- **Northern Ontario, Southern Alberta, City of Toronto Opinion Leaders** Is there anything that stands out as being a really good initiative? What makes you say that?
 - **Northern Ontario, Southern Alberta, City of Toronto Opinion Leaders** Is there anything that stands out as either confusing or a cause for concern? What makes you say that?

Lower Mainland Prospective Homeowners, Major Centres Alberta Prospective Homeowners The Government of Canada’s plan includes two major priorities: housing and child care. I want to focus on the housing initiatives that were mentioned in the Speech from the Throne, and get your thoughts.

For the first one, we’ve added a bit of explanatory text in brackets, since you may not be familiar with the name of the proposed initiative.

Lower Mainland Prospective Homeowners, Major Centres Alberta Prospective Homeowners SHOW ON SCREEN

- “The Housing Accelerator Fund will help municipalities build more and better, faster”
(note: The Housing Accelerator Fund would make funding available to municipalities to speed up their housing plan)
 - “The Government will also help families buy their first home sooner with a more flexible First-Time Home Buyer’s Incentive, a new Rent-to-Own program, and by reducing the closing costs for first-time buyers”
- **Lower Mainland Prospective Homeowners, Major Centres Alberta Prospective Homeowners** What do you think about these initiatives?
 - **Lower Mainland Prospective Homeowners, Major Centres Alberta Prospective Homeowners** Do you know what the First-Time Home Buyer Incentive is? Can you describe it?

Lower Mainland Prospective Homeowners, Major Centres Alberta Prospective Homeowners SHOW ON SCREEN/CLARIFY AS NECESSARY

The First-Time Home Buyer Incentive helps people across Canada purchase their first home. The program offers 5 or 10% of the home's purchase price to put toward a down payment. This addition to your down payment lowers your mortgage carrying costs, making homeownership more affordable.

This program is a shared equity mortgage. This means that the Government of Canada shares in the upside and downside of the property value. It allows you to borrow 5 or 10% of the purchase price of a home. You pay back the same percentage of the value of your home when you sell it or within a 25-year window.

- **Lower Mainland Prospective Homeowners, Major Centres Alberta Prospective Homeowners**
Do you know what the criteria are to be eligible for the First-Time Home Buyer Incentive?

Lower Mainland Prospective Homeowners, Major Centres Alberta Prospective Homeowners SHOW ON SCREEN

As well as needing to be a first-time homebuyer:

- Your total annual qualifying income doesn't exceed \$120,000 (\$150,000 if the home you are purchasing is in Toronto, Vancouver, or Victoria)
- Your total borrowing is no more than 4 times your qualifying income (4.5 times if the home you are purchasing is in Toronto, Vancouver or Victoria)
- You meet the minimum down payment requirements with traditional funds (savings, withdrawal/collapse of a Registered Retirement Savings Plan (RRSP), or a non-repayable financial gift from a relative/immediate family member)
- **Lower Mainland Prospective Homeowners, Major Centres Alberta Prospective Homeowners**
What do you think a more flexible First-Time Home Buyer's Incentive will look like?

OPIOIDS (25 minutes) Northern Ontario, Southern Alberta

And now shifting to a completely different topic...

- Has anyone heard anything about opioids in the news? Can you explain to me what is going on in your own words?
 - Can you name any opioids? (PROBE on familiarity with "Fentanyl" if no one mentions it)
- What type of people do you think are most affected by this?
 - If vague answers, PROBE them to rank who they think most falls victim to overdoses on opioids – seniors vs. middle age vs. teenagers, homeless vs. low income vs.

middle income vs. high income, those who frequently use illegal drugs vs. people who don't use many illegal drugs.

CLARIFY AS NEEDED:

Opioids are drugs that include prescribed pain relievers, such as fentanyl, and illegal drugs such as heroin. Misuse may lead to addiction, overdose and death. Recently, the emergence of fentanyl and other powerful illicit opioid drugs has led to an unprecedented number of deaths.

- What do you think has led to the current problem with opioids? Who or what is to blame?

POLL: Now I'd like you to think about who or what is most responsible for the current problem (*NOTE TO MODERATOR: Even if they don't know much about the problem, ask them to try the exercise based on their perceptions*). You can select up to 3:

- Doctors not prescribing properly
- Drug companies making unsafe products
- Gangs
- Lack of policing
- People making poor decisions
- Poor border control

Moderator to go through poll results and find reasons for selections

- What should the Government of Canada do in response?
- Have you seen, read or heard anything in the news about a plan by the City of Vancouver to gain Health Canada approval of the decriminalization of small amounts of illicit drugs? What have you heard?
 - What do you think the *impact* of decriminalising small amounts of illicit drugs would be?
- Some have suggested that the Government of Canada should decriminalize possession of illicit drugs for personal use, so that those with a substance use disorder are diverted away from the criminal justice system and towards a health-care approach instead. What do you think about that approach?
- Do you think that a health-care approach to substance use would allow users to avoid stigma and more easily seek help for addiction treatment or other services?

TRAVEL CONSIDERATIONS (25 minutes) Eastern Ontario Travellers, GMA Travellers

When we initially contacted you, each of you had indicated you had travelled outside Canada recently or were planning to do so soon.

In addition to the requirements we've just discussed, are you aware of the COVID-19 testing requirements when re-entering Canada?

SHOW ON SCREEN/CLARIFY AS NECESSARY

For fully vaccinated travellers, the following either currently applies or will soon apply:

- Required to show a pre-entry molecular test (a PCR test) in most instances
 - Required to use ArriveCAN to provide travel information before and after entry into Canada
 - Required to take an arrival test for all air travel departing from points other than the U.S.
 - Quarantine while awaiting arrival test results
 - Exempt from Day-8 testing
- What do you think of these requirements?
 - Do you think the various testing requirements make sense, or do you think all or some should not be required? What makes you say that?
 - Have any of you reconsidered your plans for traveling outside Canada? How so?
 - For those of you planning to travel outside Canada, do you plan to take any additional measures beyond these testing requirements?
 - IF NO: Is this because you think the current measures are enough or some other reason?
 - IF YES: What else will you do? Why will you do that?

COVID-19 MEASURES (20 minutes) Eastern Ontario Travellers, Lower Mainland Prospective Homeowners, Quebec City Parents of Children Under 12, City of Toronto Opinion Leaders, Mid-size and Major Centres BC, New Brunswick Francophones, Major Centres Manitoba Parents of Children Under 12, Northwest Territories

I'm going to show you various actions and get your thoughts...

POLL: I'd like you to think about which of the following are the most effective in terms of preventing the spread of COVID-19. You can select up to 3:

- Banning non-Canadian travellers who have visited COVID hot spot countries from coming to Canada
- Testing all international travellers before they board a plane to or from Canada
- Testing all travellers from countries other than the U.S. once they arrive in Canada
- Testing all travellers once they arrive in Canada
- Speeding up the COVID vaccine booster shot program
- Donating vaccines to developing countries

- Encouraging Canadians to follow public health measures including wearing masks and distancing
- Getting more kids vaccinated
- Vaccine mandates that require people to be fully vaccinated for certain types of travel and activities

Moderator to go through poll results and find reasons for selections

COVID-19 VACCINE FOR CHILDREN (15 minutes) Quebec City Parents of Children Under 12, Major Centres Manitoba Parents of Children Under 12

Let's talk about COVID-19...

As you may be aware, Health Canada Health Canada has approved a Pfizer-BioNTech Comirnaty vaccine made for children 5 to 11 years old.

- Have any of you talked to your kids about it?
- Have any of you gotten your kids under 12 vaccinated? (SHOW OF HANDS)
 - FOR THOSE WHO HAVE NOT: Have you made an appointment to get your kids vaccinated? (SHOW OF HANDS)

FOR THOSE WHO HAVE GOTTEN KIDS VACCINATED OR MADE AN APPOINTMENT:

- What made you decide to get your kids vaccinated?

FOR THOSE WHO HAVENT GOTTEN KIDS VACCINATED OR MADE AN APPOINTMENT:

- What are the factors that will influence your decision on whether or not to get your kids vaccinated?
- Are there questions about administering COVID-19 vaccines to kids that you would like answers to?

FINANCE CANADA AD TESTING (25 minutes) Major Centres Alberta Prospective Homeowners, Northwest Territories, GMA Travellers

Major Centres Alberta Prospective Homeowners, Northwest Territories We are now going to review a potential ad that is currently being developed by the Government of Canada. Feel free to take notes to help you remember what you liked and didn't like about the ad.

GMA Travellers We are now going to review a potential ad that is currently being developed by the Government of Canada. I will show you the ad to you twice, and then we will discuss what we thought about it. Feel free to take notes to help you remember what you liked and didn't like about the ad.

You will notice that the ad is in the early stages of development. Right now the images look more like a comic strip and convey what you would see in each frame of the ad. The final video would be produced using professional animation. Please keep this in mind as you are viewing the ad.

[MODERATOR ASKS PARTICIPANTS TO MUTE PHONES AND TURN UP VOLUME ON LAPTOP]

SHOW STORYBOARD ON SCREEN

[NOTE TO MODERATOR: READ THE DESCRIPTION FOR EACH FRAME. THEN GO BACK AND READ THE VOICE-OVER FOR EACH RELEVANT FRAME]

- What are your initial thoughts about this ad?
- What is the main message of this ad?
- What do you like most? What do you like the least?
- What are the biggest strengths? Weaknesses?
- Is the language easy to understand? (if not) What parts are unclear or confusing?
- Who is this message aimed at? Why do you say that?
- Would this ad stand out to you if you saw it on TV? Would you seek more information?

I would now like to focus on what the narrator is saying. As a reminder, the narrator says (at the appropriate points in the ad):

SHOW ON SCREEN:

- “Recovering from the pandemic means rebuilding an economy that leaves no one behind. For business owners and Canadians who continue to struggle, there are targeted financial support programs available now. This is the time to build a more resilient economy”.

I’m going to read you an alternate version of what the narrator could say:

- “Recovering from the pandemic means rebuilding an economy that leaves no one behind. You can access targeted financial support programs now, made for business owners and Canadians who need it. Today’s the day to build a more resilient economy”.

POLL: I’d like you to select which version you think is more effective in terms of explaining the targeted financial support programs available to business owners and Canadians:

- “Recovering from the pandemic means rebuilding an economy that leaves no one behind. For business owners and Canadians who continue to struggle, there are targeted financial support programs available now. This is the time to build a more resilient economy”.

- “Recovering from the pandemic means rebuilding an economy that leaves no one behind. You can access targeted financial support programs now, made for business owners and Canadians who need it. Today’s the day to build a more resilient economy”.

Moderator to go through poll results and find reasons for selections

LOCAL ISSUES (20 minutes) Northwest Territories

Let’s shift our focus a little bit.

- What are the most important sectors and industries in the Northwest Territories?
- Which sectors and industries in the Northwest Territories do you feel need the most help?

NOTE TO MODERATOR: For two or three major sectors named, probe if the Government of Canada has done anything to support these sectors? What else can the Government of Canada do to support these sectors?

- Are there any issues specific to the Northwest Territories that you feel the Government of Canada should be paying more attention to? Why do these issues need federal support?
- Have you heard anything about what the Government of Canada is doing to address environmental issues left behind after the Giant Mine stopped operating?
 - PROMPT AS NECESSARY: What about the Giant Mine Remediation Project?
 - What are your thoughts on this?
- Is there anything else you think the Government of Canada needs to do to address environmental issues like this?

NOTE TO MODERATOR: If low/no awareness of Giant Mine Remediation, move on.

BACKGROUND INFORMATION FOR MODERATOR:

Between 1948 and 2004, Giant Mine was a major economic driver for Yellowknife and the Northwest Territories. When the mine stopped operating and Canada became the site custodian, attention focused on the environmental issues left behind. The most notable is the 237,000 tonnes of arsenic trioxide stored in underground chambers.

The Giant Mine Remediation Project proposes to leave behind a site that provides an opportunity for many future uses by the community, as determined by the community. The Project’s primary goal is to protect human health and safety and the environment. This requires long-term containment and management of the arsenic trioxide waste and water treatment, as well as cleaning up the surface of the site.

CONCLUSION (5 minutes)

Guide du modérateur, version française

GUIDE DU MODÉRATEUR – Décembre 2021 DOCUMENT MAÎTRE

INTRODUCTION (10 minutes) Tous les lieux

- Le modérateur ou la personne responsable du soutien technique doit faire savoir aux participantes et aux participants qu'un stylo et du papier seront nécessaires afin de prendre des notes et d'écrire quelques réflexions au sujet des pièces de communication que nous leur montrerons plus tard au cours de la discussion.

LE GOUVERNEMENT DU CANADA DANS L'ACTUALITÉ (5-20 minutes) Tous les lieux

- Qu'avez-vous vu, lu ou entendu au sujet du gouvernement du Canada au cours des derniers jours ? **Nord de l'Ontario, sud de l'Alberta** (*Note au modérateur : passer rapidement en revue cette question*)
- **Nord de l'Ontario, sud de l'Alberta, leaders d'opinion de la ville de Toronto, francophones du Nouveau-Brunswick** Avez-vous vu, lu ou entendu quoi que ce soit par rapport au gouvernement du Canada et la garde des jeunes enfants ?
 - DEMANDER AU BESOIN : Avez-vous entendu parler de quelconques ententes entre le gouvernement du Canada et des provinces et territoires individuels ?

Nord de l'Ontario, sud de l'Alberta, leaders d'opinion de la ville de Toronto, francophones du Nouveau-Brunswick ÉCLAIRCISSEMENT AU BESOIN : Le gouvernement du Canada a conclu des ententes avec certaines provinces et certains territoires pour rendre les services de garde des jeunes enfants plus abordables.

- **Nord de l'Ontario, leaders d'opinion de la ville de Toronto** Savez-vous s'il existe une entente entre l'Ontario et le gouvernement du Canada ?
- **Sud de l'Alberta** Savez-vous s'il existe un accord entre l'Alberta et le gouvernement du Canada ?
- **Francophones du Nouveau-Brunswick** Savez-vous s'il existe une entente entre le Nouveau-Brunswick et le gouvernement du Canada ?
- **Nord de l'Ontario, sud de l'Alberta, leaders d'opinion de la ville de Toronto, francophones du Nouveau-Brunswick** Lorsqu'il s'agit de rendre les services de garde des jeunes enfants plus

abordables, savez-vous quel est l'objectif de ces ententes (c.-à-d. le coût cible par enfant qu'assureraient les parents), et quand on prévoit de l'atteindre ?

Nord de l'Ontario, sud de l'Alberta, leaders d'opinion de la ville de Toronto, francophones du Nouveau-Brunswick ÉCLAIRCISSEMENT AU BESOIN : Le plan du gouvernement du Canada est de réduire le coût des services de garde des jeunes enfants à une moyenne de 10 \$ par jour d'ici 2025-2026.

- Nord de l'Ontario, sud de l'Alberta, leaders d'opinion de la ville de Toronto, francophones du Nouveau-Brunswick Lorsque vous pensez à diverses priorités, pensez-vous qu'investir pour réduire le coût des services de garde des jeunes enfants en est une qui est importante ?

Nord de l'Ontario, leaders d'opinion de la ville de Toronto, francophones du Nouveau-Brunswick ÉCLAIRCISSEMENT AU BESOIN : Actuellement, le gouvernement du Canada a conclu des ententes avec la plupart des provinces et des territoires. Il n'en a pas conclu avec l'Ontario, le Nouveau-Brunswick, les Territoires du Nord-Ouest et le Nunavut.

- Nord de l'Ontario, leaders d'opinion de la ville de Toronto Que pensez-vous du fait qu'aucune entente entre le gouvernement fédéral et celui de l'Ontario n'ait été mise en place ?
- Francophones du Nouveau-Brunswick Que pensez-vous du fait qu'aucun accord n'ait été conclu entre le gouvernement fédéral et le Nouveau-Brunswick ?
- Acheteurs potentiels de logement du Lower Mainland, centres de taille moyenne et grande de la C.-B. Avez-vous vu, lu ou entendu quoi que ce soit au sujet de la réponse du gouvernement du Canada aux inondations extrêmes en Colombie-Britannique ?

Acheteurs potentiels de logement du Lower Mainland, centres de taille moyenne et grande de la C.-B. ÉCLAIRCISSEMENT AU BESOIN :

Le gouvernement du Canada a approuvé une demande d'aide fédérale de la Colombie-Britannique dans l'intervention aux inondations extrêmes dans la province. Les Forces armées canadiennes (FAC) fourniront à la fois des ressources aériennes (p. ex. prendre part aux évacuations, soutenir les chaînes d'approvisionnement provinciales essentielles) et une composante terrestre (p. ex. participer à la protection des infrastructures essentielles, les routes d'accès, etc.) pour aider les efforts de rétablissement pangouvernementaux.

De plus, les résidents et les travailleurs essentiels qui doivent se rendre par voie terrestre aux États-Unis ou transiter par ce pays sont exemptés des exigences relatives aux tests de dépistage avant l'entrée, à l'arrivée et au huitième jour, ainsi qu'à l'exigence de quarantaine.

- **Acheteurs potentiels de logement du Lower Mainland, centres de taille moyenne et grande de la C.-B.** Qu'en pensez-vous ?
- **Acheteurs potentiels de logement du Lower Mainland, centres de taille moyenne et grande de la C.-B.** Le gouvernement du Canada devrait-il faire quelque chose d'autre, selon vous, pour soutenir la Colombie-Britannique ?
- **Voyageurs internationaux de la RGM** Avez-vous vu, lu ou entendu quoi que ce soit au sujet de l'enseignante québécoise retirée de sa classe pour avoir porté un hijab, en raison de la loi québécoise qui interdit le port de symboles religieux au travail (projet de loi 21) ?
 - SI OUI : Qu'avez-vous entendu ?
- **Voyageurs internationaux de la RGM** Avez-vous entendu quoi que ce soit par rapport à la réponse du Gouvernement du Canada ?
 - SI OUI : Qu'avez-vous entendu ?

MOT-SYMBOLE DU GOUVERNEMENT DU CANADA (20 minutes) Nord de l'Ontario, sud de l'Alberta, parents d'enfants de moins de 12 ans de Québec, centres de taille moyenne et grande de la C.-B., francophones du Nouveau-Brunswick, parents d'enfants de moins de 12 ans des grands centres du Manitoba

- Lorsque vous consultez des informations du gouvernement du Canada (en ligne, sur papier, sur des panneaux d'affichage, à la télévision, etc.), comment savez-vous qu'elles proviennent du gouvernement du Canada ?
 - *Posez des questions d'approfondissement* : Est-il clair pour vous que vous consultez de l'information provenant du gouvernement du Canada ? Pourquoi ? Pourquoi pas ?
 - *Si la réponse est négative, question supplémentaire* : Pouvez-vous me donner un exemple d'un cas où vous avez eu des doutes ?
- Lorsque vous *entendez* de l'information, à la radio par exemple, comment savez-vous qu'elle provient du gouvernement du Canada ?
 - *Question d'approfondissement* : Par quel média a-t-elle été diffusée ? La radio ? La télévision ?
 - *Question d'approfondissement* : Y a-t-il des énoncés ou des sons spécifiques qui sont utilisés pour indiquer que l'information provient du gouvernement du Canada ?

Affichez le mot-symbole « Canada » à l'écran

- Avez-vous déjà vu ce symbole ? Si c'est le cas, où l'avez-vous vu ?
- J'aimerais savoir ce que ce symbole signifie en général et ce qu'il signifie pour *vous* personnellement :
 - Pour commencer, que signifie ce symbole en général ? Autre chose ?
 - *Si ce n'est pas mentionné, question d'approfondissement* : Pensez-vous que le

mot-symbole représente le gouvernement du Canada ? Pourquoi ? Si ce n'est pas le cas, pourquoi ?

- D'accord. Maintenant, que signifie ce symbole pour *vous*, personnellement ?
 - *Questions supplémentaires, au besoin :*
 - À quoi avez-vous le plus tendance à associer ce symbole ? Quels *sentiments* suscite-t-il ? Pourquoi ?
 - Ce symbole crée-t-il des impressions ou des idées positives ou négatives ? Pourquoi ?

- Pourquoi pensez-vous que le gouvernement du Canada utilise ce symbole dans ses communications et ses échanges d'information ?
- Où vous attendez-vous à voir ce symbole ? Où ce mot-symbole devrait-il figurer ?
- *Si les mots CONFIANCE, CRÉDIBILITÉ, CERTITUDE ne sont pas mentionnés, demander :* Lorsque vous voyez ce symbole, faites-vous confiance à l'information qui l'accompagne ? Êtes-vous certain(e) que l'information est crédible ? Pourquoi ? Si ce n'est pas le cas, pourquoi ?

Faites jouer les 4 premières notes du « Ô Canada » (signature musicale — fournie par le SCT)

- Avez-vous déjà entendu cet air ? Si c'est le cas, où ?
- Le gouvernement du Canada utilise cet air dans ses communications. Pourquoi pensez-vous qu'il le fait ?

PERSPECTIVES SUR LA COVID-19 (20-40 minutes) Tous les lieux

- Voyageurs internationaux de l'est de l'Ontario, acheteurs potentiels de logement du Lower Mainland, parents d'enfants de moins de 12 ans de Québec, leaders d'opinion de la ville de Toronto, centres de taille moyenne et grande de la C.-B., francophones du Nouveau-Brunswick, parents d'enfants de moins de 12 ans des grands centres du Manitoba, acheteurs potentiels de logement des grands centres de l'Alberta, Territoires du Nord-Ouest, voyageurs internationaux de la RGM En ce qui concerne la performance du gouvernement du Canada pendant la pandémie, à votre avis, quelles sont les choses qu'il a faites de bien jusqu'à maintenant ?
 - Qu'est-ce qui vous fait dire cela ?
 - Que pourrait-il faire de mieux ?
- Voyageurs internationaux de l'est de l'Ontario, acheteurs potentiels de logement du Lower Mainland, parents d'enfants de moins de 12 ans de Québec, leaders d'opinion de la ville de Toronto, centres de taille moyenne et grande de la C.-B., francophones du Nouveau-Brunswick, parents d'enfants de moins de 12 ans des grands centres du Manitoba, acheteurs potentiels de logement des grands centres de l'Alberta, Territoires du Nord-Ouest, voyageurs internationaux

de la RGM Pensez-vous que le gouvernement du Canada fait un aussi bon travail aujourd’hui qu’au début de la pandémie, ou diriez-vous qu’il en fait un meilleur ou qu’il en fait un moins bon ?

- Veuillez expliquer.
- **Voyageurs internationaux de l’est de l’Ontario, acheteurs potentiels de logement du Lower Mainland, parents d’enfants de moins de 12 ans de Québec, leaders d’opinion de la ville de Toronto, centres de taille moyenne et grande de la C.-B., francophones du Nouveau-Brunswick, parents d’enfants de moins de 12 ans des grands centres du Manitoba, acheteurs potentiels de logement des grands centres de l’Alberta, Territoires du Nord-Ouest, voyageurs internationaux de la RGM** Pensez-vous qu’à court terme la propagation de la COVID-19 va s’aggraver ou bien que le pire est derrière nous ?
- **Voyageurs internationaux de l’est de l’Ontario, acheteurs potentiels de logement du Lower Mainland, parents d’enfants de moins de 12 ans de Québec, leaders d’opinion de la ville de Toronto, centres de taille moyenne et grande de la C.-B., francophones du Nouveau-Brunswick, parents d’enfants de moins de 12 ans des grands centres du Manitoba, acheteurs potentiels de logement des grands centres de l’Alberta, Territoires du Nord-Ouest, voyageurs internationaux de la RGM** Et si l’on se projette dans un an, pensez-vous que nous ne serons plus en situation de pandémie, ou pensez-vous que la COVID-19 sera encore un problème ?
 - SI « ENCORE UN PROBLÈME » : Pensez-vous que la COVID-19 sera encore là pendant longtemps ?
- **Nord de l’Ontario, sud de l’Alberta** Avez-vous entendu quoi que ce soit au sujet du variant Omicron ?
- **Voyageurs internationaux de l’est de l’Ontario, acheteurs potentiels de logement du Lower Mainland, parents d’enfants de moins de 12 ans de Québec, leaders d’opinion de la ville de Toronto, centres de taille moyenne et grande de la C.-B., francophones du Nouveau-Brunswick, parents d’enfants de moins de 12 ans des grands centres du Manitoba, acheteurs potentiels de logement des grands centres de l’Alberta, Territoires du Nord-Ouest, voyageurs internationaux de la RGM** SI CE N’EST PAS MENTIONNÉ : Avez-vous entendu quoi que ce soit au sujet du variant Omicron ?

ÉCLAIRCISSEMENT AU BESOIN

Récemment, les autorités de santé publique d’Afrique du Sud ont confirmé qu’un nouveau variant préoccupant de COVID-19 a été détecté dans ce pays, qui a été nommé Omicron par l’Organisation mondiale de la santé. Omicron a également été détecté dans d’autres pays.

- Que pensez-vous de cela – est-ce que ça vous inquiète ?
- Est-ce que la détection d’un nouveau variant vous a fait changer d’avis sur la durée de la pandémie ?
 - SI OUI : Dans quel sens ?

- Avez-vous entendu quoi que ce soit sur la réponse du gouvernement du Canada à la détection de ce nouveau variant ?

ÉCLAIRCISSEMENT AU BESOIN/AFFICHER À L'ÉCRAN

À titre de mesure préventive, jusqu'au 31 janvier 2022, les mesures frontalières mises en place par le gouvernement du Canada seront solidifiées pour tous les voyageurs qui auront séjourné dans les pays d'Afrique affectés dans les 14 jours avant leur arrivée au Canada.

Les ressortissants étrangers qui ont voyagé dans l'un ou l'autre de ces pays au cours des 14 jours précédents ne seront pas autorisés d'entrer au pays.

Peu importe leur statut vaccinal ou leur historique de résultat de dépistage positif de COVID-19, les citoyens canadiens, les résidents permanents et les personnes inscrites aux termes de la *Loi sur les Indiens* qui ont visité l'un de ces pays dans les 14 jours précédents seront soumis à des mesures de dépistage et de quarantaine renforcées.

Au cours des prochains jours, tous les voyageurs entièrement vaccinés qui arrivent par voie aérienne en provenance de pays autres que les États-Unis seront soumis à un test de dépistage à leur arrivée. Les voyageurs entièrement vaccinés devront également se mettre en quarantaine en attendant le résultat de leur test de dépistage subi à l'arrivée.

RENSEIGNEMENTS CONTEXTUELS POUR LE MODÉRATEUR : la liste des pays visés par des mesures d'interdiction d'entrée inclut l'Afrique du Sud, l'Eswatini, le Lesotho, le Botswana, le Zimbabwe, le Mozambique, la Namibie, ainsi que l'Égypte, le Nigeria et le Malawi

- Qu'en pensez-vous ? Est-ce que le gouvernement du Canada devrait resserrer davantage les restrictions sur les voyages, assouplir ces restrictions, ou pensez-vous que cette approche est à peu près correcte ? Qu'est-ce qui vous fait dire cela ?
- **Nord de l'Ontario, sud de l'Alberta** Et maintenant, en ce qui concerne les doses de rappel de vaccins contre la COVID-19, pensez-vous que la vaccination de rappel devrait être offerte à toute la population canadienne, ou pensez-vous que le Canada devrait s'en tenir à offrir ces doses aux personnes qui présentent un risque accru de complications sévères ?
- **Voyageurs internationaux de l'est de l'Ontario, acheteurs potentiels de logement du Lower Mainland, parents d'enfants de moins de 12 ans de Québec, leaders d'opinion de la ville de Toronto, centres de taille moyenne et grande de la C.-B., francophones du Nouveau-Brunswick, parents d'enfants de moins de 12 ans des grands centres du Manitoba, acheteurs potentiels de logement des grands centres de l'Alberta, Territoires du Nord-Ouest, voyageurs internationaux**

de la RGM Pensez-vous que ces restrictions de voyage auront un impact ? Pourquoi ou pourquoi pas ?

- **Voyageurs internationaux de l'est de l'Ontario, acheteurs potentiels de logement du Lower Mainland, parents d'enfants de moins de 12 ans de Québec, leaders d'opinion de la ville de Toronto, centres de taille moyenne et grande de la C.-B., francophones du Nouveau-Brunswick, parents d'enfants de moins de 12 ans des grands centres du Manitoba, acheteurs potentiels de logement des grands centres de l'Alberta, Territoires du Nord-Ouest, voyageurs internationaux de la RGM** Que pensez-vous du fait que tous les voyageurs entièrement vaccinés qui arrivent par voie aérienne en provenance des États-Unis ne seront pas soumis à un test de dépistage à leur arrivée ?

LE DISCOURS DU TRÔNE (20 minutes) Nord de l'Ontario, sud de l'Alberta, acheteurs potentiels de logement du Lower Mainland, leaders d'opinion de la ville de Toronto, acheteurs potentiels de logement des grands centres de l'Alberta

J'aimerais maintenant tourner notre attention vers un autre sujet.

- Avez-vous vu, lu ou entendu quoi que ce soit à propos du discours du Trône du gouvernement du Canada ?
 - SI OUI : Qu'avez-vous entendu ?

ÉCLAIRCISSEMENT AU BESOIN

Le discours du Trône ouvre chaque nouvelle session du Parlement. Il permet au gouvernement d'énoncer son orientation et ses objectifs, et de préciser la façon dont il compte les respecter.

- Maintenant que j'ai fourni quelques informations, vous souvenez-vous d'avoir entendu quoi que ce soit à ce sujet ?
- **Acheteurs potentiels de logement du Lower Mainland, acheteurs potentiels de logement des grands centres de l'Alberta** Qu'en est-il d'actions prévues par le gouvernement du Canada en matière d'abordabilité de logement ?
 - SI OUI : Qu'avez-vous entendu ?

Nord de l'Ontario, sud de l'Alberta, leaders d'opinion de la ville de Toronto SI OUI :

- Qu'avez-vous entendu ? Qu'avez-vous entendu sur ce qu'il comprend ?
- Quel est le point central de ce nouveau plan ?
- Y a-t-il quelque chose par rapport à ce nouveau plan qui vous a particulièrement plu ou déplu ?

Nord de l'Ontario, sud de l'Alberta, leaders d'opinion de la ville de Toronto Je veux me pencher sur certaines choses qui furent mentionnées dans le discours du Trône et obtenir votre avis.

Pour la première, nous avons ajouté un petit texte explicatif entre parenthèses, car le nom de l'initiative qui est proposée ne vous est peut-être pas familier.

Nord de l'Ontario, sud de l'Alberta, leaders d'opinion de la ville de Toronto AFFICHER À L'ÉCRAN

- « Le Fonds pour accélérer la construction de logements, par exemple, aidera les municipalités à bâtir plus, à bâtir mieux, et à bâtir plus rapidement » (*note : Le Fonds pour accélérer la construction de logements mettrait des fonds à la disposition des municipalités pour accélérer leur plan de logement.*)
- « Le gouvernement continuera d'augmenter l'immigration et de réduire le temps d'attente, tout en favorisant la réunification des familles et en offrant un programme de rétablissement des réfugiés parmi les meilleurs au monde »
- « Plafonner et réduire les émissions des secteurs pétrolier et gazier, et aller plus vite vers une électricité complètement carboneutre »
- « Investir dans les transports en commun et rendre obligatoire la vente de véhicules zéro émission »
- « Le rachat obligatoire des armes d'assaut déjà interdites et aller de l'avant avec les provinces et les territoires qui veulent interdire les armes de poing »
- « Achever le travail d'interdiction des thérapies de conversion »
- « La création d'un monument national à la mémoire des survivants [des pensionnats] »
- **Nord de l'Ontario, sud de l'Alberta, leaders d'opinion de la ville de Toronto** Est-ce qu'il y a quoi que ce soit qui se distingue comme étant une très bonne initiative ? Qu'est-ce qui vous fait dire cela ?
- **Nord de l'Ontario, sud de l'Alberta, leaders d'opinion de la ville de Toronto** Y a-t-il quoi que ce soit qui ressort comme étant une source de confusion ou de préoccupation ? Qu'est-ce qui vous fait dire cela ?

Acheteurs potentiels de logement du Lower Mainland, acheteurs potentiels de logement des grands centres de l'Alberta Le plan du gouvernement du Canada inclut deux priorités : le logement et les services de garde d'enfants. Je veux me pencher sur les initiatives en matière de logement qui furent mentionnées dans le discours du Trône, et obtenir votre avis.

Pour la première, nous avons ajouté un peu de texte explicatif entre parenthèses, car le nom de l'initiative proposée ne vous est peut-être pas familier.

Acheteurs potentiels de logement du Lower Mainland, acheteurs potentiels de logement des grands centres de l'Alberta AFFICHER À L'ÉCRAN

- « Le *Fonds pour accélérer la construction de logements*, par exemple, aidera les municipalités à bâtir plus, à bâtir mieux, et à bâtir plus rapidement » (*note : Le Fonds pour accélérer la construction de logements mettrait des fonds à la disposition des municipalités pour accélérer leur plan de logement.*)
- « Le gouvernement aidera également les familles à acheter plus tôt leur première propriété en assouplissant l'*Incitatif à l'achat d'une première propriété*, en créant un nouveau programme de location avec option d'achat et en réduisant les frais de clôture pour les nouveaux acheteurs. »

- Acheteurs potentiels de logement du Lower Mainland, acheteurs potentiels de logement des grands centres de l'Alberta Que pensez-vous de ces initiatives ?
- Acheteurs potentiels de logement du Lower Mainland, acheteurs potentiels de logement des grands centres de l'Alberta Savez-vous ce qu'est l'*Incitatif à l'achat d'une première propriété* ? Pouvez-vous le décrire ?

Acheteurs potentiels de logement du Lower Mainland, acheteurs potentiels de logement des grands centres de l'Alberta AFFICHER À L'ÉCRAN/ÉCLAIRCISSEMENT AU BESOIN

L'*Incitatif à l'achat d'une première propriété* permet à des gens de partout au Canada d'acquérir leur première maison. Le programme offre un montant de 5 ou 10 % du prix d'achat de l'habitation pour la mise de fonds. Cet ajout à la mise de fonds réduit vos coûts liés au prêt hypothécaire, ce qui rend l'achat d'une propriété plus abordable.

Cet incitatif correspond à un prêt hypothécaire avec participation. Cela signifie que le gouvernement participe à l'appréciation et à la dépréciation de la valeur de la propriété. Le programme vous permet d'emprunter 5 ou 10 % du prix d'achat d'une propriété. Vous remboursez le même pourcentage de la valeur de votre propriété lorsque vous la vendez ou, au plus tard, 25 ans après l'achat.

- Acheteurs potentiels de logement du Lower Mainland, acheteurs potentiels de logement des grands centres de l'Alberta Savez-vous quels sont les critères d'admissibilité à l'*Incitatif à l'achat d'une première propriété* ?

Acheteurs potentiels de logement du Lower Mainland, acheteurs potentiels de logement des grands centres de l'Alberta AFFICHER À L'ÉCRAN

En plus d'être un acheteur d'une première maison :

- Votre revenu annuel total admissible ne dépasse pas 120 000 \$ (150 000 \$ si l'habitation que vous achetez est à Toronto, Vancouver ou Victoria)
- Votre emprunt total ne dépasse pas quatre fois votre revenu admissible (4,5 fois si l'habitation que vous achetez se trouve à Toronto, Vancouver ou Victoria)
- Vous répondez aux exigences de la mise de fonds minimale provenant de fonds traditionnels (des économies, un retrait ou la liquidation d'un régime enregistré d'épargne-retraite [REER] ou un don non remboursable d'un proche parent)
- Acheteurs potentiels de logement du Lower Mainland, acheteurs potentiels de logement des grands centres de l'Alberta Un *Incitatif à l'achat d'une première propriété* qui offre plus de flexibilité, selon vous, à quoi ça ressemblera ?

LES OPIOÏDES (25 minutes) Nord de l'Ontario, sud de l'Alberta

Et maintenant, passons à un tout autre sujet...

- Est-ce que quelqu'un a entendu dans les nouvelles quoi que ce soit au sujet des opioïdes ? Dans vos propres mots, pouvez-vous m'expliquer ce qui se passe ?
 - Pouvez-vous nommer des opioïdes ? (SONDER, si personne ne le mentionne, à quel point elles sont familières avec le « fentanyl ».)
- Quel type de personnes, selon vous, sont les plus touchées par cette question ?
 - Si l'on offre des réponses vagues, les SONDER en leur demandant de classer parmi chacun des groupes celles qui, selon eux, sont les personnes les plus susceptibles d'être victimes d'une surdose — les ainé(e)s, les personnes d'âge mûr, ou les adolescent(e)s ; les personnes en situation d'itinérance, à faible revenu, à revenu moyen, ou à revenu élevé ; les personnes qui consomment fréquemment les drogues illicites ou celles qui consomment peu de drogues illicites ?

ÉCLAIRCISSEMENT AU BESOIN :

Les opioïdes sont des médicaments qui comprennent des analgésiques sur ordonnance comme le fentanyl de même que des drogues illicites comme l'héroïne. Une mauvaise utilisation peut mener à la dépendance, à une surdose et à la mort. Récemment, la montée du fentanyl et d'autres puissants opioïdes illicites a entraîné un nombre de décès sans précédent.

- Qu'est-ce qui, selon vous, a mené au problème actuel des opioïdes ? Qui ou quoi est à blâmer ?

SONDAGE : J'aimerais maintenant que vous réfléchissiez à qui ou à quoi on peut attribuer la plus grande part de responsabilité pour le problème actuel. (NOTE AU MODÉRATEUR : Même s'ils en savent peu au sujet du problème, demandez-leur de tenter l'exercice en fonction de leurs perceptions.) Vous pouvez en choisir jusqu'à trois :

- Les médecins qui ne prescrivent pas correctement
- Les compagnies pharmaceutiques qui fabriquent des produits dangereux
- Les gangs
- Une surveillance policière insuffisante
- Les gens qui prennent de mauvaises décisions
- Un mauvais contrôle aux frontières

Le modérateur passera en revue les résultats du sondage et examinera ce qui a motivé leurs choix

- Que devrait être la réponse du gouvernement du Canada ?
- Avez-vous vu, lu ou entendu dans les nouvelles quoi que ce soit au sujet du plan de la ville de Vancouver visant à obtenir l'approbation de Santé Canada pour décriminaliser la possession de petites quantités de drogues illicites ? Qu'avez-vous entendu ?

- Quel serait, selon vous, *l'impact* de décriminaliser la possession de petites quantités de drogues illicites ?
- Certains ont proposé que le gouvernement du Canada décriminalise la possession de drogues illicites pour usage personnel, afin que les personnes souffrant de troubles liés à l'utilisation de substances soient détournées du système de justice pénale et qu'elles soient plutôt orientées vers une approche de soins de santé. Que pensez-vous de cette approche ?
- Pensez-vous qu'une approche de soins de santé à l'égard de la consommation de substances permettrait aux utilisateurs d'éviter la stigmatisation et d'aller plus facilement chercher de l'aide pour traiter leur dépendance ou pour obtenir d'autres services ?

CONSIDÉRATIONS RELATIVES AUX VOYAGES (25 minutes) Voyageurs internationaux de l'est de l'Ontario, voyageurs internationaux de la RGM

Lorsque nous vous avons initialement contacté, chacun d'entre vous avait indiqué avoir récemment voyagé à l'extérieur du Canada ou que vous aviez l'intention de le faire prochainement.

En plus des exigences dont nous venons de parler, êtes-vous au courant des exigences relatives au dépistage de la COVID-19 à votre retour au Canada ?

ÉCLAIRCISSEMENT AU BESOIN/AFFICHER À L'ÉCRAN

Pour les voyageurs entièrement vaccinés, les exigences suivantes sont actuellement en vigueur ou le seront bientôt :

- Doivent obligatoirement fournir le résultat d'un test de dépistage moléculaire (un test PCR) préalable à l'entrée dans la plupart des cas
- Doivent obligatoirement utiliser ArriveCAN pour fournir leurs renseignements de voyage avant et après leur entrée au Canada
- Doivent obligatoirement se soumettre à un test de dépistage à l'arrivée pour tous les vols en provenance de pays autres que les États-Unis
- Se mettre en quarantaine en attendant le résultat de leur test de dépistage
- Exemptés de subir un test de dépistage au huitième jour après leur arrivée
- Que pensez-vous de ces exigences ?
 - Pensez-vous que les diverses exigences en ce qui concerne les tests de dépistage sont sensées, ou pensez-vous que toutes ces exigences ou certaines d'entre elles ne devraient pas être exigées ? Qu'est-ce qui vous fait dire cela ?
- Y en a-t-il parmi vous qui ont remis en question leurs projets de voyage à l'extérieur du Canada ? Dans quel sens ?

- Parmi ceux et celles qui comptent voyager à l'extérieur du Canada, prévoyez-vous de prendre des mesures supplémentaires au-delà de ces exigences de dépistage ?
 - SI NON : Est-ce parce que vous pensez que les mesures actuelles sont suffisantes ou pour une autre raison ?
 - SI OUI : Qu'allez-vous faire d'autre ? Pourquoi allez-vous faire cela ?

MESURES EN LIEN AVEC LA COVID-19 (20 minutes) Voyageurs internationaux de l'est de l'Ontario, acheteurs potentiels de logement du Lower Mainland, parents d'enfants de moins de 12 ans de Québec, leaders d'opinion de la ville de Toronto, centres de taille moyenne et grande de la C.-B., francophones du Nouveau-Brunswick, parents d'enfants de moins de 12 ans des grands centres du Manitoba, Territoires du Nord-Ouest

Je vais vous montrer différentes mesures et vous demander votre avis...

SONDAGE : Parmi les propositions suivantes, j'aimerais que vous réfléchissiez à celles qui sont les plus efficaces pour prévenir la propagation de la COVID-19. Vous pouvez en sélectionner jusqu'à trois :

- Interdire aux voyageurs non canadiens qui ont visité des pays considérés comme des points chauds de la COVID-19 de venir au Canada.
- Soumettre tous les voyageurs étrangers à un test de dépistage avant leur embarquement à bord d'un avion à destination ou en provenance du Canada.
- Soumettre tous les voyageurs en provenance de pays autres que les États-Unis à un test de dépistage à leur arrivée au Canada.
- Soumettre tous les voyageurs à un test de dépistage à leur arrivée au Canada.
- Accélérer le programme de rappel de vaccination COVID-19.
- Faire des dons de vaccins aux pays en développement.
- Encourager les Canadiens à suivre les mesures de santé publique, notamment le port du masque et la distanciation sociale.
- Faire vacciner un plus grand nombre d'enfants.
- Les mandats de vaccination qui exigent que les personnes soient entièrement vaccinées pour certains types de voyages et d'activités.

Le modérateur passera en revue les résultats du sondage et identifiera les raisons qui ont motivé les choix.

VACCIN CONTRE LA COVID-19 POUR LES ENFANTS (15 minutes) Parents d'enfants de moins de 12 ans de Québec, parents d'enfants de moins de 12 ans des grands centres du Manitoba
Parlons de la COVID-19...

Comme vous le savez peut-être, Santé Canada a approuvé un vaccin Pfizer-BioNTech, Comirnaty, développé pour les enfants de 5 à 11 ans.

- En avez-vous parlé à vos enfants ?
- Y en a-t-il parmi vous qui ont fait vacciner leurs enfants de moins de 12 ans ? (À MAIN LEVÉE)
 - POUR LES PERSONNES QUI NE L'ONT PAS FAIT : Avez-vous pris un rendez-vous pour faire vacciner vos enfants ? (À MAIN LEVÉE)

POUR LES PERSONNES QUI ONT FAIT VACCINER LEURS ENFANTS OU QUI ONT PRIS UN RENDEZ-VOUS :

- Qu'est-ce qui a fait que vous avez décidé de faire vacciner vos enfants ?

POUR LES PERSONNES QUI N'ONT NI FAIT VACCINER LEURS ENFANTS NI PRIS UN RENDEZ-VOUS :

- Quels sont les facteurs qui influenceront votre décision de faire vacciner ou non vos enfants ?
- Y a-t-il des questions sur la vaccination des enfants contre la COVID-19 auxquelles vous aimeriez obtenir des réponses ?

ÉVALUATION DE LA PUBLICITÉ DE FINANCES CANADA (25 minutes) Acheteurs potentiels de logement des grands centres de l'Alberta, Territoires du Nord-Ouest, voyageurs internationaux de la RGM

Acheteurs potentiels de logement des grands centres de l'Alberta, Territoires du Nord-Ouest Nous allons maintenant passer en revue une potentielle publicité que le gouvernement du Canada est actuellement en train de développer. N'hésitez pas à prendre des notes pour vous aider à vous souvenir de ce qui vous a plu ou déplu à propos de cette publicité.

Voyageurs internationaux de la RGM Nous allons maintenant passer en revue une potentielle publicité que le gouvernement du Canada est actuellement en train de développer. Je vais vous montrer la publicité deux fois, et ensuite nous discuterons de ce que vous en avez pensé. N'hésitez pas à prendre des notes pour vous aider à vous souvenir de ce qui vous a plu ou déplu à propos de cette publicité.

Vous remarquerez que la publicité en est encore aux premiers stades de développement. Actuellement, les images ressemblent plutôt à une bande dessinée et illustrent ce que vous verriez dans chaque plan de la publicité. La version définitive de la vidéo sera produite en utilisant des techniques d'animation professionnelles. [LE MODÉRATEUR DEMANDERA AUX PARTICIPANTS DE METTRE LEURS TÉLÉPHONES EN MODE SILENCIEUX ET D'AUGMENTER LE VOLUME DE LEUR ORDINATEUR PORTABLE]

AFFICHER LE SCÉNARIMAGE À L'ÉCRAN

[NOTE AU MODÉRATEUR : LIRE LA DESCRIPTION DE CHAQUE PLAN. PUIS RETOURNER ET LIRE LA VOIX HORS CHAMP POUR CHAQUE PLAN CONCERNÉ.]

- Quelles sont vos premières impressions de cette publicité ?

- Quel est le message principal de cette publicité ?
- Qu'est-ce qui vous plaît le plus ? Qu'est-ce qui vous plaît le moins ?
- Quelles sont ses plus grandes forces ? Ses faiblesses ?
- Est-ce que le langage est facile à comprendre ? (Si ce n'est pas le cas) Quelles sont les parties qui ne sont pas claires ou qui prêtent à confusion ?
- À qui s'adresse ce message ? Pourquoi dites-vous cela ?
- Est-ce que vous remarqueriez cette publicité si vous la voyiez à la télé ? Est-ce que vous chercheriez à obtenir plus d'informations ?

J'aimerais maintenant me pencher sur ce que dit le narrateur. À titre de rappel, le narrateur dit (aux endroits appropriés de la publicité) :

AFFICHER À L'ÉCRAN :

- « Se remettre de la pandémie signifie rebâtir une économie qui ne laisse personne pour compte. Pour les propriétaires d'entreprises et les Canadiens qui éprouvent toujours des difficultés, des programmes de soutien financier ciblés sont disponibles aujourd'hui. C'est le moment de bâtir une économie plus résiliente. »

Je vais vous lire une autre version de ce que le narrateur pourrait dire :

- « Se remettre de la pandémie signifie rebâtir une économie qui ne laisse personne pour compte. Vous pouvez accéder dès maintenant à des programmes de soutien financier ciblés, faits pour les propriétaires d'entreprises et les Canadiens qui en ont besoin. C'est aujourd'hui qu'il faut bâtir une économie plus résiliente. »

SONDAGE : J'aimerais que vous choisissiez la version qui, selon vous, est la plus efficace pour ce qui est d'expliquer les programmes de soutien financier ciblés disponibles pour les propriétaires d'entreprises et les Canadiens :

- « Se remettre de la pandémie signifie rebâtir une économie qui ne laisse personne pour compte. Pour les propriétaires d'entreprises et les Canadiens qui éprouvent toujours des difficultés, des programmes de soutien financier ciblés sont disponibles aujourd'hui. C'est le moment de bâtir une économie plus résiliente. »
- « Se remettre de la pandémie signifie rebâtir une économie qui ne laisse personne pour compte. Vous pouvez accéder dès maintenant à des programmes de soutien financier ciblés, faits pour les propriétaires d'entreprises et les Canadiens qui en ont besoin. C'est aujourd'hui qu'il faut bâtir une économie plus résiliente. »

Le modérateur passera en revue les résultats du sondage et identifiera les raisons qui ont motivé les choix.

ENJEUX LOCAUX (20 minutes) Territoires du Nord-Ouest

Changeons un peu de sujet.

- Quels sont les secteurs et les industries les plus importants dans les Territoires du Nord-Ouest ?
- Quels sont, selon vous, les secteurs et les industries dans les Territoires du Nord-Ouest qui ont le plus besoin d'aide ?

NOTE AU MODÉRATEUR : Pour deux ou trois des secteurs importants cités, demander si le gouvernement du Canada a fait quoi que ce soit pour soutenir ce secteur. Qu'est-ce que le gouvernement du Canada devrait faire de plus pour soutenir ces secteurs ?

- Y a-t-il des enjeux spécifiques aux Territoires du Nord-Ouest auxquels, à votre avis, le gouvernement du Canada doit accorder plus d'attention ? Pourquoi ont-ils besoin d'un soutien de la part du fédéral ?
- Avez-vous entendu quoi que ce soit sur ce que fait le gouvernement du Canada en réponse aux enjeux environnementaux oubliés après l'arrêt des activités de la mine Giant ?
 - DEMANDER AU BESOIN : Qu'en est-il du Projet d'assainissement de la mine Giant ?
 - Qu'en pensez-vous ?
- Y a-t-il quoi que ce soit d'autre que le gouvernement du Canada doit faire, selon vous, pour aborder les enjeux environnementaux comme celui-ci ?

NOTE AU MODÉRATEUR : Si l'on est peu ou pas du tout au courant de l'assainissement de la mine Giant, passez à autre chose.

RENSEIGNEMENTS CONTEXTUELS POUR LE MODÉRATEUR :

Entre 1948 et 2004, la mine Giant était un des principaux catalyseurs économiques de Yellowknife et des Territoires du Nord-Ouest. Quand elle a arrêté ses activités et que le Canada est devenu le gardien du site, on s'est mis à accorder de l'attention aux enjeux environnementaux oubliés jusque-là, en particulier aux 237 000 tonnes de poussière de trioxyde de diarsenic stockées dans des chambres souterraines.

Dans le cadre du Projet d'assainissement de la mine Giant, on propose de créer un site qui pourra être utilisé de multiples façons par la collectivité, selon ce que ses membres détermineront. Le projet a pour objectif principal de protéger la santé et la sécurité de la population et l'environnement. Pour ce faire, il faut confiner et gérer à long terme la poussière de trioxyde de diarsenic, et procéder au traitement des eaux et au nettoyage du site en surface.

CONCLUSION (5 minutes)

Annexe C – Concepts publicitaires

Mot-symbole du gouvernement du Canada (résidents du nord de l'Ontario, résidents du sud de l'Alberta, parents d'enfants de moins de 12 ans de Québec, résidents de grandes villes et de villes de taille moyenne de la Colombie-Britannique, francophones du Nouveau-Brunswick, parents d'enfants de moins de 12 ans de grandes villes du Manitoba)

Canada 

Dans l'image ci-dessus, le mot « Canada » est écrit en noir sur fond blanc. Au-dessus du dernier « a », on voit le drapeau canadien rouge et blanc.

Signature musicale du gouvernement
du Canada (résidents du nord de l'Ontario,
résidents du sud de l'Alberta, parents d'enfants de
moins de 12 ans de Québec, résidents de grandes
villes et de villes de taille moyenne de la Colombie-
Britannique, francophones du Nouveau-Brunswick,
parents d'enfants de moins de 12 ans de grandes
villes du Manitoba)



GC approved musical signature for FIP.wav









Ceci est un court audioclip de deux secondes où on peut entendre les premières notes de l'hymne national du Canada.

Évaluation d'une publicité du ministère des Finances Canada (résidents de grandes villes de l'Alberta comptant acheter une propriété, résidents des Territoires du Nord-Ouest, voyageurs de la GRM)

Scénarimage d'une publicité du ministère des Finances Canada (résidents de grandes villes de l'Alberta comptant acheter une propriété, résidents des Territoires du Nord-Ouest)

Récupération de COVID - 30 SEC. Télé

LE STYLE D'ANIMATION SERA FLUIDE, AMICAL ET PLEIN D'ENTRAÎN POUR AIDER À INSUFFER UNE ÉNERGIE AU FILM. LES ÉLÉMENTS DE CHAQUE SCÈNE SE DÉPLACERONT ET INTERAGIRONT, CRÉANT UN MONDE VIVANT DANS CHAQUE BULLE. VOIR LES PAGES 6 À 8 POUR LE TRAITEMENT DÉTAILLÉ DES ANIMATIONS.

Cadre 1	Cadre 2	Cadre 3	Cadre 4
<p>Programme de relance pour le tourisme et l'accueil</p> 	<p>Programme de relance pour le tourisme et l'accueil</p> 	<p>Programme de relance pour les entreprises les plus durement touchées</p> 	<p>Programme de relance pour les entreprises les plus durement touchées</p> 
<p>Nous commençons par le scénario de l'hôtel qui s'ouvre rapidement sur une bulle.</p> <p>SUPER: Programme de relance pour le tourisme et l'accueil</p>	<p>La mère arrive sur les lieux. Nous voyons la scène en mouvement : le bébé bouge, la réceptionniste donne à la famille la carte de la chambre et la mère utilise un désinfectant d'une bouteille.</p> <p>VO: Se remettre de la pandémie signifie</p>	<p>La bulle du scénario précédent se ferme rapidement et la bulle du deuxième scénario s'ouvre.</p> <p>SUPER: Programme de relance pour les entreprises les plus durement touchées</p>	<p>La bulle s'ouvre et s'agrandit pour nous montrer le scénario suivant : le centre de conditionnement physique. Nous voyons la scène en mouvement : une fille marche sur un tapis roulant et un homme lève des poids.</p> <p>VO: rebâtir une économie qui ne laisse personne pour compte.</p>
Cadre 5	Cadre 6	Cadre 7	Cadre 8
<p>Programme d'embauche pour la relance économique du Canada</p> 	<p>Programme d'embauche pour la relance économique du Canada</p> 	<p>Prestation canadienne pour les travailleurs en cas de confinement</p> 	<p>Prestation canadienne pour les travailleurs en cas de confinement</p> 
<p>La bulle du scénario précédent se ferme rapidement et la bulle du prochain scénario s'ouvre.</p> <p>SUPER: Programme d'embauche pour la relance économique du Canada</p>	<p>La bulle s'ouvre encore une fois et s'agrandit pour nous montrer le scénario suivant : le restaurant. Nous voyons la scène en mouvement : la serveuse place une assiette sur la table et s'éloigne, alors que les deux hommes continuent de manger.</p> <p>VO: Pour les propriétaires d'entreprises et les Canadiens qui éprouvent toujours des difficultés.</p>	<p>La bulle du scénario précédent se ferme rapidement et la bulle du dernier scénario s'ouvre.</p>	<p>La bulle s'ouvre et s'agrandit pour nous montrer le dernier scénario : le salon de coiffure. Nous voyons la scène en mouvement : le travailleur tourne l'affiche « Ouvert » du côté « Fermé ».</p> <p>SUPER: Prestation pour les travailleurs en cas de confinement</p> <p>VO: des programmes de soutien financier ciblés sont disponibles aujourd'hui.</p>

Le scénarimage ci-dessus débute par deux cadres portant le titre « Programme de relance pour le tourisme et l'accueil », avec une bulle montrant une famille qui se présente à la réception d'un hôtel. Sous chaque cadre se trouve une description de ce que les téléspectateurs verraient dans la version finale de la publicité vidéo de 30 secondes. Pour les deux premiers cadres, la description se lit comme suit : « Nous commençons par le scénario de l'hôtel qui s'ouvre rapidement sur une bulle. La mère arrive sur les lieux. Nous voyons la scène en mouvement : le bébé bouge, la réceptionniste donne à la famille la carte de la chambre et la mère utilise un désinfectant d'une bouteille ». Les troisième et quatrième cadres s'intitulent « Programme de relance pour les entreprises les plus durement touchées » et mettent en scène un centre de conditionnement physique. Cette description est fournie en dessous : « La bulle du scénario précédent se ferme rapidement et la bulle du deuxième scénario s'ouvre. La bulle s'ouvre et s'agrandit pour nous montrer le scénario suivant : le centre de conditionnement physique. Nous voyons la scène en mouvement : une fille marche sur un tapis roulant et un homme lève des poids ». À la ligne suivante, les cinquième et sixième cadres s'intitulent « Programme d'embauche pour la relance économique du Canada » et comportent une bulle montrant deux personnes assises à une table. La description se lit comme suit : « La bulle du scénario précédent se ferme

rapidement et la bulle du prochain scénario s'ouvre. La bulle s'ouvre encore une fois et s'agrandit pour nous montrer le scénario suivant : le restaurant. Nous voyons la scène en mouvement : la serveuse place une assiette sur la table et s'éloigne, alors que les deux hommes continuent de manger ». Les septième et huitième cadres s'intitulent « Prestation canadienne pour les travailleurs en cas de confinement » et s'accompagnent de la description suivante : « La bulle du scénario précédent se ferme rapidement et la bulle du dernier scénario s'ouvre. La bulle s'ouvre et s'agrandit pour nous montrer le dernier scénario : le salon de coiffure. Nous voyons la scène en mouvement : le travailleur tourne l'affiche "Ouvert" du côté "Fermé" ».

Récupération de COVID - 30 sec. Télé

LE STYLE D'ANIMATION SERA FLUIDE, AMICAL ET DYNAMIQUE AFIN D'APPORTER DE L'ÉNERGIE AU PUBLICITÉ. LES ÉLÉMENTS DE CHAQUE SCÈNE BOUGERONT ET RÉAGIRONT LES UNS AUX AUTRES, CRÉANT AINSI UN MONDE VIVANT À L'INTÉRIEUR DE CHAQUE BULLE. VOIR PAGES 6 - 8 POUR LE TRAITEMENT DÉTAILLÉ DE L'ANIMATION.



Canada | McCANN

Deux cadres viennent conclure le scénarimage. Il s'agit d'un écran sans texte comportant une feuille d'érable et le logo officiel du gouvernement du Canada. Cette description figure en dessous : « La bulle se transforme en feuille d'érable. Le logo du Canada et les renseignements obligatoires apparaissent ».

Vidéo du ministère des Finances Canada (voyageurs de la GRM)



Finance_Canada_30s_
FR_1215_2PM compre

La vidéo ci-dessus débute par un plan intitulé « Programme de relance pour le tourisme et l'accueil » où l'on voit, dans une bulle, l'image d'une famille qui se présente à la réception d'un hôtel. Le narrateur dit : « Se remettre de la pandémie signifie rebâtir une économie qui ne laisse personne pour compte », pendant que la réceptionniste remet à la famille la carte de la chambre; le père tient un nourrisson et la mère utilise un désinfectant pour les mains. Le plan suivant, intitulé « Programme de relance pour les entreprises les plus durement touchées » présente, dans une bulle, l'image d'un salon de coiffure dont un employé retourne la pancarte d'« ouvert » à « fermé ». Le narrateur dit : « Pour les propriétaires d'entreprises et les Canadiens qui éprouvent toujours des difficultés... ». La scène suivante, intitulée « Programme d'embauche pour la relance économique du Canada », montre deux hommes attablés au restaurant et une serveuse qui leur apporte un plat. Le narrateur continue : « ...des programmes de soutien financier ciblés sont disponibles aujourd'hui ». Le plan suivant, intitulé « Prestation canadienne pour les travailleurs en cas de confinement » montre, dans une bulle, l'image d'un centre de conditionnement physique. On y voit une

femme qui marche sur un tapis roulant et un homme assis qui lève des poids. Le narrateur dit : « C'est le moment de bâtir une économie plus résiliente ». La bulle du centre de conditionnement physique se transforme en feuille d'érable et Le narrateur dit : « Consultez Canada.ca/le-coronavirus pour connaître les programmes de soutien financier qui vous sont offerts ». Le dernier plan présente le logo du gouvernement du Canada, et les mots « Un message du gouvernement du Canada » viennent conclure la vidéo.